

Ministère de l'Intérieur , des Collectivités Locales et de l'aménagement du territoire
وزارة الداخلية و الجماعات المحلية و التهيئة العمرانية

ALGÉRIE-NIGER

Début des travaux de la 6e session du Comité bilatéral frontalier algéro-nigérien

2018/07/16



Migration clandestine: L'Algérie fait face à une campagne de critiques infondées

Le ministre de l'Intérieur, des collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Noureddine Bedoui a déclaré, dimanche à Alger, que l'Algérie qui "a toujours su endiguer le phénomène de la migration clandestine est confrontée, aujourd'hui, à une campagne de critiques infondées".

Dans son allocution à l'ouverture des travaux de [la 6ème session du Comité bilatéral frontalier algéro-nigérien](#) (CBF) au Centre international des conférences (CIC) Abdelatif Rahal, M. Bedoui a indiqué que "l'Algérie qui a toujours su endiguer le phénomène de la migration clandestine est confrontée aujourd'hui à une campagne de critiques non constructives et infondées", soulignant que l'Algérie "a toujours soutenu les migrants africains et n'a ménagé aucun effort, notamment au plan humanitaire, pour leur prêter aide et assistance".

"Face au phénomène de la migration clandestine qui a pris de l'ampleur, les deux pays sont appelés à conforter la coopération bilatérale pour y faire face et lutter contre les réseaux criminels"

"La prolifération notable de ce phénomène devient inquiétante et exige d'assurer davantage de coordination, d'intensifier les efforts pour lutter contre les réseaux de traite humaine et lutter contre le radicalisme et l'extrémisme violent"

Evoquant les relations bilatérales algéro-nigériennes, M. Bedoui a précisé que ces relations sont "stratégiques, importantes et historiques" et ont de tous temps fait face aux "parties malintentionnées qui mettent en doute leur crédibilité", soulignant que "leurs tentatives seront toujours vouées à l'échec" et que l'Algérie "restera toujours fidèle aux valeurs de solidarité et de coopération avec les frères nigériens". La tenue de la 6ème session du Comité bilatéral frontalier "coïncide avec la poursuite de la dégradation de la situation sécuritaire dans l'ensemble de la région du Sahel, ce qui requiert l'intensification de la coopération sécuritaire entre les pays du Sahel dans le cadre du Comité d'état-major opérationnel conjoint (CEMOC)".

L'Algérie accorde "un intérêt particulier" à la sécurité et au développement des régions frontalières communes, vu que les défis et menaces dans ces régions, à l'instar du "terrorisme et du crime organisé transfrontalier et de l'immigration clandestine" nous imposent l'unification de nos efforts pour impulser une dynamique forte aux mécanismes de coopération entre les deux pays", a-t-il indiqué, ajoutant que "le renforcement de la coopération frontalière constitue le moyen le plus efficace pour relever le double défi de "la sécurité" et du "développement".

M. Bedoui a mis l'accent sur l'importance de "diriger le soutien du développement économique des zones frontalières vers la structuration de leurs potentialités de développement internes", saluant "l'attention particulière" accordée à ces zones par le président de la République et le Gouvernement qui "s'emploient activement à mettre en place un plan d'action pour leur développement et à améliorer les conditions de vie de leurs habitants tout en veillant à traiter les dysfonctionnement régionaux".

[Retour au sommaire](#) 

A ce titre, le ministre de l'Intérieur a appelé "à l'examen de la possibilité d'établir des relations plus solides et plus diversifiées entre les régions frontalières et ce dans le cadre du renforcement de l'intégration transfrontalière", affirmant que l'Algérie "continue de prendre des initiatives concrètes au niveau africain et maghrébin dans le but de faire de ses espaces frontaliers une source de ressources".

Evoquant la 6e session, M. Bedoui a souligné que cette dernière "se veut une occasion opportune afin de procéder à une évaluation globale du progrès réalisé dans l'exécution des recommandations adoptées lors de la session précédente et d'élargir les perspectives de la coopération frontalière", invitant les experts des deux délégations "à examiner les obstacles qui entravent ce qui a déjà été décidé et à mettre en place un plan d'action constructif, clair et réalisable visant la sécurisation et le développement de la zone frontalière commune".

Il a fait état, en outre, de la création de deux groupes de travail lors de cette session dont le premier sera chargé des questions sécuritaires et qui sera présidé par le wali de Tamanrasset tandis que le deuxième soumettra des propositions pratiques sur les questions relatives au développement au niveau de la bande frontalière.

Lors d'une conférence de presse organisée en marge de la réunion, le ministre de l'Intérieur, des collectivités locales et de l'Aménagement du territoire a indiqué que de "nouveaux mécanismes seront prochainement adoptés afin de garantir la poursuite des efforts de la commission et de veiller à ce que les résultats soient positifs à l'avenir".

Pour rappel, les travaux de la 6ème session du Comité bilatéral frontalier algéro-nigérien seront clôturés lundi en présence des ministres de l'Intérieur des deux pays, par la lecture du communiqué final.

Retour au sommaire 

L'Algérie n'acceptera pas l'implantation de centres pour les migrants clandestins

L'Algérie n'acceptera pas l'implantation de centres pour les migrants clandestins, a réaffirmé dimanche à Alger, le ministre de l'Intérieur, des collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Nouredine Bedoui.

L'Algérie a exprimé son refus d'ouvrir sur son territoire des centres pour les migrants clandestins. "Je pense qu'on a été clair", a indiqué M. Bedoui dans une déclaration à la presse en marge des travaux de la 6ème session du Comité bilatéral frontalier algéro-nigérien (CBF).

Il a expliqué que la position algérienne "est connue car elle a été affichée par le ministre des Affaires étrangères", relevant que la position du gouvernement est "claire" sur la question de la migration.

M. Bedoui a ajouté que "nous déployons beaucoup de moyens et nous prenons beaucoup de mesures dans un cadre humanitaire conforme aux valeurs universelles et internationales".

"Il est exclu que l'Algérie ouvre une quelconque zone de rétention", avait affirmé en juin dernier M. Messahel, au sujet de la crise migratoire, soulignant à ce propos que l'Algérie est confrontée aux mêmes problèmes de l'Europe, dans une interview à RFI.

"Il est exclu que l'Algérie ouvre une quelconque zone de rétention. Nous sommes déjà confrontés aux mêmes problèmes. Nous procédons à des reconductions, mais nous le faisons selon des arrangements que nous avons avec les pays voisins", avait indiqué le chef de la diplomatie algérienne, soutenant que lorsqu'il s'agit de la migration clandestine "il faut que les choses soient bien comprises".

Algérie-Niger: des progrès "substantiels" en matière de coopération (Bazoum)

L'évaluation de la mise en œuvre des recommandations de la 5ème session du Comité bilatéral frontalier algéro-nigérien (CBF) a permis de constater les "progrès substantiels" obtenus dans certains domaines de coopération entre les deux pays, a soutenu dimanche le ministre d'Etat nigérien, ministre de l'Intérieur, de la Sécurité publique, de la décentralisation et des Affaires coutumières et religieuses, Mohamed Bazoum.

L'évaluation de la mise en œuvre des recommandations de la 5ème session nous a permis de constater la réalisation de «progrès substantiels» dans certains domaines de coopération, a indiqué M. Bazoum dans une allocution prononcée à l'ouverture des travaux de la 6ème session du CBF.

Il a relevé qu'en matière de coopération économique, des progrès ont été enregistrés dans plusieurs domaines, notamment le démarrage des travaux de construction de la voie Arlit-Assamaka (255 km), la tenue de la 68ème session du comité de liaison de la route Transsaharienne, le forage de 12 ouvrages hydrauliques et le "progrès significatif" dans la réalisation de la dorsale transsaharienne de la fibre optique sur 205 km.

S'agissant de la sécurité, la libre circulation des personnes et des affaires consulaires, M. Bazoum a exprimé sa "satisfaction" quant à la coopération entre les Gendarmeries et les Polices des deux pays, ajoutant que la coopération en matière d'entretien de bornes frontalières avait permis la réalisation, "avant délais", de 23 bornes de densifications, une cartographie de la bande frontalière et la réhabilitation de 12 bornes existantes.

Evoquant les recommandations faites lors de la 5ème session du CBF, M. Bazoum a mis en avant les progrès réalisés, tout en soulignant que "beaucoup reste à faire avec de nombreuses autres recommandations insuffisamment mises en œuvre ou non exécutées".

Pour le ministre d'Etat nigérien, il est important d'envisager la prise d'un certain nombre de mesures d'accompagnement pour améliorer "notre performance de mise en œuvre des recommandations qui seront issues de la 6ème session".

Il a suggéré, dans ce cadre, l'opérationnalisation du Comité de suivi entre les deux pays et la rencontre de ses membres tous les six mois pour faire le point de la mise en œuvre des recommandations et proposer des mesures correctives, mettant l'accent sur la nécessité de la création d'un cadre d'échange et de concertation entre les forces de sécurité intérieure et des douanes des deux pays afin de "stimuler les différents éléments des zones frontalières".

Ces quelques suggestions, avec celles de la partie algériennes, contribueront à imprimer un nouvel élan à la dynamique de mise en œuvre des décisions du comité et de lui permettre d'atteindre les objectifs qui lui ont été assignés par nos deux chefs d'Etat, Mahamadou Issoufou et Abdelaziz Bouteflika", a-t-il soutenu.

Concernant la coopération dans les domaines de la santé, de l'environnement et du développement des zones frontalières, M. Bazoum a relevé notamment l'octroi par l'Etat algérien de bourses aux étudiants nigériens, l'assistance de solidarité de la partie algérienne à travers des dons de produits alimentaires, de fournitures scolaires et de tentes au profits des populations vulnérables des régions frontalières.

Bazoum a par ailleurs, exprimé ses remerciements à l'Algérie pour "avoir contribué aux progrès réalisés dans la mise en œuvre des recommandations de la 5ème session du CBF", ajoutant que le Niger "est déterminé à redoubler ses efforts pour permettre à ce Comité de réaliser de plus grands bonds en avant".

[Retour au sommaire](#) 

ALGÉRIE-NIGER

Début des travaux de la 6e session du Comité bilatéral frontalier algéro-nigérien

Les travaux de la 6ème session du Comité bilatéral frontalier algéro-nigérien (CBF) ont débuté hier au Centre international des conférences Abdelatif Rehal (CIC) à Alger, pour discuter plusieurs dossiers relatifs au renforcement de la coopération sécuritaire et socio-économique au niveau des zones frontalières.

La rencontre est présidée par le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Nouredine Bedoui et le ministre d'Etat nigérien, ministre de l'Intérieur, de la Sécurité publique, de la décentralisation et des affaires coutumières et religieuses, Mohamed Bazoum.

Lors de cette session un groupe de travail, composé de représentants de la direction générale de l'aménagement et de l'attractivité territoriale et de l'Agence nationale à l'aménagement et à l'attractivité territoriale et les instances homologues au Niger, sera installé.

Ce comité aura à traiter, outre les missions ayant trait au développement socioéconomique au niveau des régions frontalières, les questions liées à la sécurité et à la circulation des personnes notamment la sécurisation des zones frontalières, le renforcement des relations entre les services de sécurité des deux pays, le renforcement de la lutte contre la criminalité sous toutes ses formes, la facilitation de la circulation des personnes et des biens dans le cadre légal et de prévenir l'immigration clandestine.

Peu avant la réunion du comité bilatéral, M. Bedoui s'est entretenu avec son homologue nigérien sur les points inscrits à l'ordre du jour de cette session ainsi que sur la coopération bilatérale.

Le Comité bilatéral frontalier a été créé conformément au protocole d'accord du 30 octobre 1997 à Alger, en vue de renforcer la coopération au niveau des villes frontalières et ce, à travers la promotion des échanges notamment dans le domaine de la coopération sécuritaire au niveau des frontières, la mobilité des personnes et l'immigration clandestine, la coopération économique dans toutes ses dimensions particulièrement en matière de développement durable et la coopération socioculturelle.

Les travaux de la 5ème session du Comité, tenus fin juillet 2015 à Niamey, ont abouti à la mise en place de mécanismes de mise en œuvre des recommandations issues des différentes sessions, dont un organe de «veille et de suivi».

Il s'agissait notamment de renforcer des actions communes en vue de juguler le phénomène de l'immigration illégale, l'inspection et l'entretien de la bande frontalière, le renforcement des moyens de lutte contre la contrebande et l'insécurité ainsi que l'occupation rationnelle de l'espace et l'organisation de patrouilles simultanées, coordonnées au niveau des frontières communes avec des points de jonction pour l'échange d'informations.

Il était question également de l'intensification des échanges de personnels entre les responsables des régions et les

[Retour au sommaire](#)



wilayas frontalières et la dynamisation de la coopération décentralisée entre les collectivités des régions frontalières notamment par des visites des différents responsables.

Pour les autorités algériennes, la zone frontalière entre les deux pays constitue «un pont pour la promotion de l'amitié, de la fraternité, de la coopération et de la complémentarité, mais elle fait face à des contraintes sécuritaires multiples, dues essentiellement à la présence de

groupes terroristes qui s'alimentent des fléaux connexes dont en particulier le narcotrafic».

L'Algérie accorde un «intérêt particulier» à la sécurisation de ces zones pour les mettre à l'abri des réseaux terroristes et criminels notamment à travers le renforcement de la coopération bilatérale dans le domaine militaire et sécuritaire afin de d'instaurer un climat propice pour leur développement socio-économique durable.

Bedoui : «L'Algérie n'acceptera pas l'implantation de centres pour les migrants clandestins»

L'Algérie n'acceptera pas l'implantation de centres pour les migrants clandestins, a réaffirmé dimanche à Alger, le ministre de l'Intérieur, des collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Nouredine Bedoui.

L'Algérie a exprimé son refus d'ouvrir sur son territoire des centres pour les migrants clandestins.

«Je pense qu'on a été clair», a indiqué M. Bedoui dans une déclaration à la presse en marge des travaux de la 6ème session du Comité bilatéral frontalier algéro-nigérien (CBF). Il a expliqué que la position algérienne «est connue car elle a été affichée par le ministre des Affaires étrangères», relevant que la position du gouvernement est «claire» sur la question de la migration. M. Bedoui a ajouté que «nous déployons beaucoup de moyens et nous prenons beaucoup de mesures dans un cadre humanitaire conforme aux valeurs universelles et internationales».

«Il est exclu que l'Algérie ouvre une quelconque zone de rétention», avait affirmé en juin dernier M. Messahel, au sujet de la crise migratoire, soulignant à ce propos

que l'Algérie est confrontée aux mêmes problèmes de l'Europe, dans une interview à RFI. «Il est exclu que l'Algérie ouvre une quelconque zone de rétention. Nous sommes déjà confrontés aux mêmes problèmes. Nous procédons à des reconductions, mais nous le faisons selon des arrangements que nous avons avec les pays voisins», avait indiqué le chef de la diplomatie algérienne, soutenant que lorsqu'il s'agit de la migration clandestine «il faut que les choses soient bien comprises».



MIGRATION CLANDESTINE:

Bedoui : «L'Algérie fait face à une campagne de critiques infondées»

Le ministre de l'Intérieur, des collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Nouredine Bedoui a déclaré, hier à Alger, que l'Algérie qui «a toujours su endiguer le phénomène de la migration clandestine est confrontée, aujourd'hui, à une campagne de critiques infondées».

Dans son allocution à l'ouverture des travaux de la 6ème session du Comité bilatéral frontalier algéro-nigérien (CBF) au Centre international des conférences (CIC) Abdelatif Rahal, M. Bedoui a indiqué que «l'Algérie qui a toujours su endiguer le phénomène de la migration clandestine est confrontée aujourd'hui à une campagne de critiques non constructives et infondées», soulignant que l'Algérie «a toujours soutenu les migrants africains et n'a ménagé aucun effort, notamment au plan humanitaire, pour leur prêter aide et assistance».

«Face au phénomène de la migration clandestine qui a pris de l'ampleur, les deux pays sont appelés à conforter la coopération bilatérale pour y faire face et lutter contre les réseaux criminels», ajoutant que «la prolifération notable de ce phénomène devient inquiétante et exige d'assurer davantage de coordination, d'intensifier les efforts pour lutter contre les réseaux de traite humaine et lutter contre le radicalisme et l'extrémisme violent», a indiqué le ministre.

Evoquant les relations bilatérales algéro-nigériennes, M. Bedoui a précisé que ces relations sont «stratégiques, impor-

tantes et historiques» et ont de tous temps fait face aux «parties malintentionnées qui mettent en doute leur crédibilité», soulignant que «leurs tentatives seront toujours vouées à l'échec» et que l'Algérie «restera toujours fidèle aux valeurs de solidarité et de coopération avec les frères nigériens».

La tenue de la 6ème session du Comité bilatéral frontalier «coïncide avec la poursuite de la dégradation de la situation sécuritaire dans l'ensemble de la région du Sahel, ce qui requiert l'intensification de la coopération sécuritaire entre les pays du Sahel dans le cadre du Comité d'état-major opérationnel conjoint (CEMOC)».

L'Algérie accorde «un intérêt particulier» à la sécurité et au développement des régions frontalières communes, vu que les défis et menaces dans ces régions, à l'instar du «terrorisme et du crime organisé transfrontalier et de l'immigration clandestine» nous imposent l'unification de nos efforts pour impulser une dynamique forte aux mécanismes de coopération entre les deux pays», a-t-il indiqué, ajoutant que «le renforcement de la coopération frontalière constitue le moyen le plus efficace pour relever le double défi de «la sécurité» et du «développement».

M. Bedoui a mis l'accent sur l'importance de «diriger le soutien du développement économique des zones frontalières vers la structuration de leurs potentialités de développement internes», saluant «l'attention particulière» accordée à ces zones par le président de la République et le Gouvernement qui «s'emploient activement à

mettre en place un plan d'action pour leur développement et à améliorer les conditions de vie de leurs habitants tout en veillant à traiter les dysfonctionnements régionaux».

A ce titre, le ministre de l'Intérieur a appelé «à l'examen de la possibilité d'établir des rela-

tions plus solides et plus diversifiées entre les régions frontalières et ce dans le cadre du renforcement de l'intégration transfrontalière», affirmant que l'Algérie «continue de prendre des initiatives concrètes au niveau africain et maghrébin dans le but de faire de ses espaces frontaliers une source de ressources».

Evoquant la 6e session, M. Bedoui a souligné que cette dernière «se veut une occasion opportune afin de procéder à une évaluation globale du progrès réalisé dans l'exécution des recommandations adoptées lors de la session précédente et d'élargir les perspectives de la coopération frontalière», invitant les experts des deux délégations «à examiner les obstacles qui entravent ce qui a déjà été décidé et à mettre en place un plan d'action constructif, clair et réalisable visant la sécurisation et le développement de la zone frontalière commune».

Il a fait état, en outre, de la création de deux groupes de travail lors de cette session dont le premier sera chargé des questions sécuritaires et qui sera présidé par le wali de Tamanrasset tandis que le deuxième soumettra des propositions pratiques sur les questions relatives au développement au niveau de la bande frontalière.

[Retour au sommaire](#)

Lors d'une conférence de presse organisée en marge de la réunion, le ministre de l'Intérieur, des collectivités locales et de l'Aménagement du territoire a indiqué que de «nouveaux mécanismes seront prochainement adoptés afin de garantir la poursuite des efforts de la commission et de veiller à ce que les résultats soient positifs à l'avenir».

Pour rappel, les travaux de la 6ème session du Comité bilatéral frontalier algéro-nigérien seront clôturés lundi en présence des ministres de l'Intérieur des deux pays, par la lecture du communiqué final.

Bazoum : «Des progrès «substantiels» dans certains domaines de coopération»

L'évaluation de la mise en œuvre des recommandations de la 5e session du Comité bilatéral frontalier algéro-nigérien (CBF) a permis de réaliser des «progrès substantiels» dans certains domaines de coopération entre les deux pays, a soutenu hier le ministre d'Etat nigérien, ministre de l'Intérieur, de la Sécurité publique, de la décentralisation et des Affaires coutumières et religieuses, Mohamed Bazoum.

«L'évaluation de la mise en œuvre des recommandations de la 5ème session nous a permis de réaliser des progrès substantiels dans certains domaines de coopération», a indiqué M. Bazoum dans une allocution prononcée à l'ouverture des travaux de la 6ème session du CBF.

Il a relevé qu'en matière de coopération économique, des progrès ont été enregistrés dans plusieurs domaines, notamment le démarrage des travaux de construction de la voie Arlit-Assamakka (255 km), la tenue de la 68ème session du comité de liaison de la route Transsaharienne, le forage de 12 ouvrages hydrauliques et le «progrès significatif» dans la réalisation de la dorsale transsaharienne de la fibre optique sur 205 km.

S'agissant de la sécurité, la libre circulation des personnes et des affaires consulaires, M. Bazoum a exprimé sa «satisfaction» quant à la coopération entre les Gendarmeries et les Polices des deux pays, ajoutant que la coopération en matière d'entretien de bornes frontalières avait permis la réalisation, «avant délais», de 23 bornes de densi-

fications, une cartographie de la bande frontalière et la réhabilitation de 12 bornes existantes. Evoquant les recommandations faites lors de la 5ème session du CBF, M. Bazoum a mis en avant les progrès réalisés, tout en soulignant que «beaucoup reste à faire avec de nombreuses autres recommandations insuffisamment mises en œuvre ou non exécutées». Pour le ministre d'Etat nigérien, il est important d'envisager la prise d'un certain nombre de mesures d'accompagnement pour améliorer «notre performance de mise en œuvre des recommandations qui seront issues de la 6ème session».

Il a suggéré, dans ce cadre, l'opérationnalisation du Comité de suivi entre les deux pays et la rencontre de ses membres tous les six mois pour faire le point de la mise en œuvre des recommandations et proposer des mesures correctives, mettant l'accent sur la nécessité de la création d'un cadre d'échange et de concertation entre les forces de sécurité intérieure et des douanes des deux pays afin de «stimuler les différents éléments des zones frontalières».

«Ces quelques suggestions, avec celles de la partie algériennes, contribueront à imprimer un nouvel élan à la dynamique de mise en œuvre des décisions du comité et de lui permettre d'atteindre les objectifs qui lui ont été assignés par nos deux chefs d'Etat, Mahamadou Issoufou et Abdelaziz Bouteflika», a-t-il soutenu.

Concernant la coopération dans les domaines de la santé, de l'environnement et du développement des zones frontalières, M. Bazoum a relevé notamment l'octroi par l'Etat algérien de bourses aux étudiants nigériens, l'assistance de solidarité de la partie algérienne à travers des dons de produits alimentaires, de fournitures scolaires et de tentes au profits des populations vulnérables des régions frontalières.

M. Bazoum a par ailleurs, exprimé ses remerciements à l'Algérie pour «avoir contribué aux progrès réalisés dans la mise en œuvre des recommandations de la 5ème session du CBF», ajoutant que le Niger «est déterminé à redoubler ses efforts pour permettre à ce Comité de réaliser de plus grands bonds en avant».

COOPÉRATION ALGÉRO-NIGÉRIENNE

DES PROGRÈS SUBSTANTIELS DANS CERTAINS DOMAINES

► **M. BEDOUI : « L'ALGÉRIE FAIT FACE À UNE CAMPAGNE DE CRITIQUES INFONDÉES, ET N'ACCEPTE PAS L'IMPLANTATION DE CENTRES POUR LES MIGRANTS CLANDESTINS. »**

C'est le sous le signe d'un engagement réaffirmé à faire face aux défis communs de sécurité et de développement, que se sont ouverts, hier à Alger, les travaux de la 6^e session du comité bilatéral frontalier algéro-nigérien. Cette rencontre de concertation de deux jours a été co-présidée par M. Noureddine Bedoui, ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, et son homologue, le ministre nigérien, M. Mohamed Bazoum.

La tenue de cette session «est le signe du renforcement continu de nos relations depuis la création de ce mécanisme en 1997, un espace d'échanges et de concertation dans différents domaines de coopération au profit des nos populations frontalières», a indiqué M. Bedoui, dans son allocution d'ouverture. Mettant l'accent sur le témoignage d'amitié renouvelé entre l'Algérie et le Niger, de même que les liens de fraternité unissant les deux peuples, le ministre a relevé la nécessité d'intensifier la dynamique de coopération fructueuse, conformément aux orientations et directives des Présidents Abdelaziz Bouteflika et Issoufou Mahamadou. M. Bedoui a insisté sur le fait que les relations entre l'Algérie et le Niger sont ancrées dans l'histoire.

«Nous sommes un seul peuple», a-t-il dit. «Ces relations amicales et fraternelles sont tant jalosées par certains qu'ils tentent d'y nuire. Leurs tentatives sont vaines et le seront toujours, car nos liens historiques sont solides, forts du partage des défis», a-t-il assuré, rappelant que l'Algérie «sera toujours fidèle à sa tradition solidaire avec nos frères nigériens». «Les préoccupations de l'Algérie et du Niger sont les mêmes face au contexte régional actuel», a-t-il également soutenu, citant les menaces que ce même contexte fait peser sur la sécurité régionale, en l'occurrence «le terrorisme, la criminalité transnationale organisée et la migration irrégulière», a-t-il énuméré.

Il souligne, de ce fait, que la tenue de la 6^e session du comité bilatéral frontalier algéro-nigérien «intervient dans un climat de persistance de la détérioration de la situation sécuritaire dans toute la région sahélo-saharienne».

Pour y faire face, M. Bedoui insiste sur «l'intensification de la coordination sécuritaire entre les pays du champ, dans le cadre du Comité d'état-major opérationnel conjoint (Cemoc)». Rappelant que l'Algérie et le Niger partagent quelque 950 km de frontière, il souligne aussi l'importance «d'accorder une importance toute particulière à la sécurité et au développement des zones frontalières communes».

Il mettra en exergue le fait «que les défis et les menaces transfrontaliers communs imposent une coordination plus efficace de nos actions, et une forte impulsion aux mécanismes mis en place». Il fera savoir en outre que le mécanisme de coopération frontalière, instauré par les deux ministères de l'Intérieur, a donné «des résultats appréciables dans différents domaines», rappelant notamment l'organisation d'une rencontre de concertation entre les walis de Tamanrasset et d'Illizi, et les gouverneurs nigériens, en octobre 2016, dans la capitale de l'Ahaggar.

La tenue de la 6^e session du Comité CBF algéro-nigérien doit constituer une opportunité, pour procéder à une évaluation exhaustive de l'état d'avancement des recommandations convenues, lors des précédentes sessions, ainsi que l'examen des difficultés rencontrées dans le cadre de cette démarche, indique encore M. Bedoui. Il sollicite les experts participant à cette 6^e session d'établir «un plan d'action objectif clair et réalisable, en vue de sécuriser et de développer les zones frontalières communes».

[Retour au sommaire](#)



turer les capacités de développement endogène des zones frontalières, et surmonter ainsi les difficultés auxquelles elles sont confrontées pour relever ce défi. Dans ce cadre, et tout en rappelant que les zones frontalières bénéficient d'une attention particulière de la part du Chef de l'État, le ministre indique que «le gouvernement s'attelle à la mise en place d'un programme d'actions spécifiques pour leur développement et l'amélioration de vie de leur populations». Plus explicite, il dit que ce programme «veille à la correction des déséquilibres territoriaux qui caractérisent ces zones, et prévoit des solutions de rééquilibrage, aussi bien dans un cadre national que par la mise en place des politiques coordonnées d'aménagement avec les pays frontaliers». L'objectif est d'anticiper, autant que faire se peut, le développement «de relations transfrontalières plus variées et plus soutenues dans le cadre d'une intégration transfrontalière croissante». C'est dans ce contexte, indique encore M. Bedoui, «que l'Algérie continue d'entreprendre de véritables initiatives à l'échelle africaine et du Maghreb, pour hisser les espaces frontaliers en territoires de ressources».

Immigration clandestine : les réseaux de passeurs dans le viseur

D'autre part, et face à l'aggravation du phénomène de l'immigration clandestine, l'Algérie et le Niger «sont dans l'obligation de renforcer la coopération bilatérale dans la lutte contre ce phénomène et ses filières criminelles», dit encore M. Bedoui. Il a en effet mis l'accent sur l'importance d'intensifier les efforts visant le démantèlement des réseaux de passeurs et de traite des personnes, ainsi que la lutte contre la radicalisation et l'extrémisme

violent. M. Bedoui a dénoncé en outre le fait que l'Algérie, «qui œuvre inlassablement à faire face à ce fléau et prévenir les risques qui en découlent, est aujourd'hui confrontée à une campagne sans précédent».

Il a ainsi rappelé que l'Algérie «a toujours soutenu les migrants africains, et ne ménage aucun effort humanitaire pour leur venir en aide». De son côté, le ministre d'État, ministre de l'Intérieur du Niger a affirmé que le Comité de coopération frontalier algéro-nigérien est un «instrument de coopération, dont l'efficacité est évidente». Mettant l'accent sur les nombreux résultats réalisés dans ce cadre, il indique également qu'il se réjouit de la disponibilité des autorités algériennes, tout en réitérant la détermination du Niger «à conforter la coopération bilatérale».

En la matière, «beaucoup reste à faire», souligne en outre le représentant du gouvernement nigérien, qui suggère d'aller vers de nouvelles mesures d'accompagnement pour améliorer l'efficacité du comité bilatéral frontalier. Il énumère en ce sens l'opérationnalisation du comité du suivi et des rencontres de ses membres tous les six mois. Il a, notamment plaidé pour l'amélioration du cadre d'échange entre les services de sécurité intérieure et des douanes, le rajustement du cadre général de la coopération à même de mieux se concerter sur les difficultés posés dans les zones frontalières et imprimer, de ce fait, un nouvel élan à l'action du comité CBF.

Pour le ministre d'État, ministre nigérien de l'Intérieur, il est également nécessaire de réactualiser les recommandations de la précédente session du comité CBF. Après l'allocution du ministre, M. Noureddine Bedoui, et celle de son homologue nigérien, les travaux se sont par la suite poursuivis à huis clos, en se scindant en deux ateliers.

Le premier traitera des questions purement d'ordre sécuritaire, et celui-ci est composé, notamment des ambassadeurs algériens et nigériens, des walis de Tamanrasset et d'Illizi, des gouverneurs nigériens d'Agadez et de Tahoua, des responsables des différents corps de sécurité issus des deux pays, en sus des représentants des ministères des Affaires étrangères de l'Algérie et du Niger. Le second atelier s'attellera quant à lui sur des questions relatives au développement des zones frontalières, regroupant en son sein des représentants de plusieurs départements ministériels.

Karim Aoudia



M. NOURREDINE BEDOUI :
**« L'ALGÉRIE REFUSE
L'OUVERTURE DE CENTRES
DE MIGRANTS CLANDESTINS
SUR SON SOL »**

«L'Algérie n'acceptera pas l'implantation de centres pour les migrants clandestins», a indiqué hier le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, M. Nouredine Bedoui. Dans une déclaration à la presse, il a affirmé que «la position algérienne est connue, car elle a déjà été affichée par le ministre des Affaires étrangères». «Je pense qu'on a été clair», a-t-il soutenu, non sans rappeler qu'au profit des migrants clandestins, «l'Algérie déploie beaucoup de moyens, et les autorités du pays ont initié beaucoup de mesures dans un cadre humanitaire conforme aux valeurs universelles et internationales».

K. A.

M. MESSAHIEL ÉVOQUE AVEC LE MINISTRE NIGÉRIEN LES DÉFIS DE LA RÉGION DU SAHEL

Le ministre des Affaires étrangères, Abdelkader Messahiel, a évoqué, hier à Alger, avec le ministre d'État nigérien, ministre de l'Intérieur, de la Sécurité publique, de la Décentralisation et des Affaires coutumières et religieuses, Mohamed Bazoum, les défis auxquels est confrontée la région du Sahel. «Nous avons échangé les points de vue sur les défis auxquels est confrontée notre région. Nous sommes dans une zone de grandes turbulences», a déclaré M. Messahiel à la presse, à l'issue de l'audience qu'il a accordée au responsable nigérien, présent en Algérie dans le cadre de la 6^e session du comité bilatéral frontalier algéro-nigérien. «Cette zone est confrontée à des défis majeurs : le terrorisme, le crime organisé et la migration clandestine», a souligné M. Messahiel, relevant que toutes ces questions ont fait l'objet d'un échange de vues entre les deux parties.

Face à ces défis, l'Algérie et le Niger «doivent coordonner leurs actions», a expliqué le ministre, précisant que «cela se fait bien». M. Messahiel a indiqué, par ailleurs, avoir abordé avec M. Bazoum le prochain sommet de l'Union africaine que va abriter le Niger en juillet 2019, estimant que «ce rendez-vous sera un grand moment pour la mise en œuvre de la Zone africaine de libre-échange (ZALE). Nous espérons que d'ici le rendez-vous de juillet 2019, beaucoup de pays auront ratifié l'accord portant création de la ZALE». De son côté, M. Bazoum a indiqué que le comité bilatéral frontalier «est un cadre qui fait partie des dispositifs mis en place par la Haute commission mixte algéro-nigérienne qui se penche sur des questions très pratiques concernant les zones frontalières des deux pays».

[Retour au sommaire](#)



6^e SESSION DU COMITÉ BILATÉRAL FRONTALIER ALGÉRO-NIGÉRIEN

Bedoui plaide pour un développement soutenu des régions frontalières

● Approfondir la coordination sur la question migratoire, le terrorisme et le crime organisé



L'ALGÉRIE ET LE NIGER sont appelés à renforcer la coopération bilatérale afin de juguler le phénomène de la migration clandestine qui profite aux réseaux criminels, a indiqué, hier, à Alger, le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Noureddine Bedoui.

Le renforcement de la coopération frontalière «est le moyen le plus efficace pour répondre au défi mixte sécurité-développement afin de permettre aux populations des régions frontalières d'espérer un avenir meilleur. Le ministre s'exprimait dans une allocution prononcée à l'occasion de l'ouverture des travaux de la 6^e session du Comité bilatéral frontalier algéro-nigérien (CBF), en présence notamment du ministre d'Etat nigérien, ministre de l'Intérieur, de la Sécurité publique, de la Décentralisation et des Affaires coutumières et religieuses, Mohamed Bazoum, du directeur général de la Sûreté nationale, le colonel Mustapha El Habiri, des walis de Tamanrasset et d'Ilizi et des gouverneurs d'Agadez et Taoua. Bedoui a relevé «l'évolution inquiétante du phénomène de la migration clandestine», ce qui nécessite, selon lui, davantage de coordination et l'intensification des efforts pour lutter contre les réseaux de trafic humain ainsi que le radicalisme et l'extrémisme violent. En ce sens, le ministre a rappelé que l'Algérie, qui fait face quotidiennement à la migra-

tion clandestine, fait aujourd'hui l'objet d'une campagne de dénigrement infondée sur la gestion de ce phénomène. «Notre pays s'est toujours montré solidaire avec les migrants africains et n'a épargné aucun effort pour les assister», a-t-il affirmé.

ÉVOLUTION INQUIÉTANTE DE LA MIGRATION CLANDESTINE

Concernant les relations algéro-nigériennes, Bedoui a souligné qu'en plus d'être marquées par la qualité et la diversité, elles sont également encadrées par le mécanisme de la coopération frontalière qui s'est soldée par le renforcement de la consultation bilatérale au niveau local. Pour lui, la rencontre qui a réuni, à Tamanrasset, les 10 et 11 octobre 2016, les walis de Tamanrasset et d'Ilizi avec leurs homologues nigériens, reflète cette bonne coopération. «Nous sommes un seul peuple. Nous partageons également les mêmes défis, et l'Algérie sera toujours fidèle aux principes de la solidarité avec les Nigériens», a-t-il précisé, signalant que l'Algérie et le Niger partagent les mêmes préoccupations notamment dans le contexte régional actuel caractérisé par les multiples menaces sur la sécurité de

la région, à l'instar du terrorisme, du crime organisé, du crime transfrontalier et la migration clandestine. Le ministre a signalé que cette rencontre se tient dans un contexte marqué par une dégradation de la situation sécuritaire dans la région du Sahel, «ce qui nécessite l'intensification de la coordination sécuritaire entre les pays du Sahel dans le cadre du Comité d'état-major opérationnel conjoint», ajoutant que l'Algérie partage avec le Niger des frontières terrestres de plus de 950 km. «Nous accordons un intérêt particulier à la sécurité et au développement de nos régions frontalières communes. Les menaces et les défis dans ces régions exigent de nous la conjugaison des efforts pour donner une dynamique forte aux mécanismes de la coopération entre les deux pays.» Le retard du développement et le manque de bases de production et de services et d'infrastructures augmentent le flux migratoire vers les villes du Nord provoquant des déséquilibres entre les territoires, selon Bedoui, qui a plaidé, en ce sens, pour l'orientation essentiellement du développement économique vers les régions frontalières. A cette occasion, il a précisé que le président Bouteflika accorde

un intérêt particulier au développement des régions frontalières, de même pour le gouvernement qui veille à la mise en place d'un programme spécial pour le développement et l'amélioration des conditions de vie des populations. Evoquant cette 6^e session, Noureddine Bedoui a soutenu qu'elle constitue une opportunité pour l'évaluation globale de l'avancée de la mise en œuvre des recommandations de la session précédente et l'élargissement de la coopération frontalière «conformément aux orientations du président de la République, Abdelaziz Bouteflika, et le président nigérien, Issoufou Mahamadou». Enfin, le ministre a appelé les experts des deux pays à analyser toutes les difficultés qui entravent la mise en œuvre des accords entre les deux pays. «Cette rencontre sera sûrement un point de changement dans le processus des efforts communs pour une coopération de qualité et une opportunité pour réitérer les engagements communs à travailler ensemble, pour un développement socioéconomique de la région frontalière et la sécurité des deux pays», a conclu le ministre de l'Intérieur.

■ Neïla Benrahal

Retour au sommaire



● BEDOUI

Pas de centres de rétention de migrants en Algérie

«La position de l'Algérie est claire, nous n'accepterons jamais l'ouverture de centres de rétention ou d'embarquement pour migrants clandestins», a réaffirmé, hier, le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Noureddine Bedoui. Interrogé en marge de l'ouverture des travaux de la 6^e session, Comité bilatéral frontalier algéro-nigérien, le ministre a indiqué que la position de l'Algérie a été déjà affichée par le Premier ministre et le ministre des Affaires étrangères. «L'Algérie a déployé beaucoup de moyens notamment dans le volet humanitaire conformément aux normes internationales», a précisé le ministre

■ N. B.



Ministère de l'Intérieur

Le ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales organise, depuis hier, les travaux de la 6^e session mixte territoriale algéro-nigérienne au CIC Abdellatif-Rahal (Alger).

● Vers

la signature d'un PV pour la mise en œuvre des actions de coopération

Deux groupes de travail ont été installés hier lors des travaux de la 6^e session du Comité bilatéral frontalier algéro-nigérien, a annoncé le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Noureddine Bedoui, dans une déclaration à la presse. «Ce groupe est chargé d'examiner le volet lié au développement et à l'aménagement de la zone frontalière commune», a précisé le ministre. Cette session sera marquée par la proposition de nouvelles actions de coopération sous forme de plan d'action. En outre, un groupe composé notamment des ambassadeurs des deux pays, des représentants des ministères des Affaires étrangères, des walis de Tamanrasset et d'Illizi et des gouverneurs d'Agadez et de Tahoua, des représentants des services de sécurité, de la Protection civile et des Douanes des deux pays, examinera le volet sécuritaire. Bedoui a affirmé que les travaux seront sanctionnés par un procès-verbal signé par les deux ministres algérien et nigérien. «Il comporte un plan pour la mise en œuvre des actions convenues lors des travaux».

■ N. B.

Retour au sommaire



MOHAMED BAZOUM, MINISTRE DE L'INTÉRIEUR DU NIGER

«Les populations nigériennes des régions frontalières ont bénéficié de l'assistance de l'Algérie»

Le ministre d'Etat nigérien, ministre de l'Intérieur, de la Sécurité publique, de la Décentralisation et des Affaires coutumières et religieuses, Mohamed Bazoum, a salué, hier, à Alger, le niveau de la coopération notamment sécuritaire entre l'Algérie et le Niger. Dans une allocution à l'occasion de l'ouverture des travaux de la 6^e session du Comité bilatéral frontalier algéro-nigérien, le ministre a relevé la bonne coopération entre les services de la gendarmerie, de la police et de la Protection civile des deux pays, notamment en matière de formation. Au sujet de la coopération frontalière bilatérale, Bazoum a soutenu qu'elle touche les domaines de la santé, de l'environnement et du développement. En ce sens, il a cité l'octroi par l'Etat algérien de bourses aux étudiants nigériens, l'assistance algérienne à travers des dons de produits alimentaires, de fournitures scolaires et de tentes au profit des populations vulnérables des régions frontalières. Le ministre nigérien a présenté une évaluation positive de la coopération bilatérale, notamment dans la mise en œuvre des recommandations de la session précédente. Il a cité, entre autres, l'entretien des bornes frontalières et une cartographie de cette bande. En outre, il a estimé que l'évaluation de la mise en œuvre des recommandations de la session précédente «a permis de réaliser des progrès sub-



Ph : Larbi L.

stantiels dans certains domaines, notamment le démarrage des travaux de construction de la voie Arlit-Assamaka (255 km), la tenue de la 68^e session du comité de liaison de la route transsaharienne, le forage de 12 puits hydrauliques et le progrès significatif dans la réalisation de la dorsale transsaharienne de la fibre optique sur 205 km». Toutefois, le ministre nigérien a rappelé que «beaucoup reste à faire avec de nombreuses autres recommandations insuffisamment mises en œuvre et d'autres non encore exécutées». A l'occasion, il a appelé à la prise de nouvelles mesures d'accompagnement pour améliorer la performance de mise en œuvre des recommandations qui seront issues de la 6^e session. A cet effet, il a suggéré l'opérationnalisation du comité de suivi entre les deux pays et la rencontre de ses membres tous les six mois, pour faire le point sur la mise en œuvre des recommandations et proposer des mesures correctives, mettant l'accent sur la nécessité de la création d'un cadre d'échange et de concertation entre les forces de sécurité intérieure et des Douanes des deux pays afin de stimuler les échanges au niveau des zones frontalières. Pour Bazoum, ces mesures contribueront à imprimer un nouvel élan à la dynamique de mise en œuvre des décisions du comité et de lui permettre d'atteindre les objectifs qui lui ont été assignés par les chefs d'Etat des deux pays.

■ Neïla B.

[Retour au sommaire](#)



NOUREDDINE BEDOUI RÉITÈRE LA POSITION DE L'ALGÉRIE :

«Nous n'accepterons jamais de centres pour migrants clandestins»

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Noureddine Bedoui, a réaffirmé, hier, la position officielle de l'Algérie par rapport à la gestion du nouveau phénomène de l'immigration clandestine. «L'Algérie n'acceptera pas l'implantation, sur son territoire, de centres pour migrants clandestins», dira, en effet, Bedoui, dans une courte déclaration à la presse en marge de la 6^e session du comité bilatéral frontalier algéro-nigérien qui se tient au Centre international des conférences à Club-des-Pins les 15 et 16 juillet en cours.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - L'Algérie, qui est particulièrement ciblée depuis quelques semaines par de nombreuses déclarations ou des rapports émanant de divers organismes, l'accusant, à tort, de «mauvais traitement» de migrants clandestins provenant des pays du Sahel et de l'Afrique subsaharienne, ne semble nullement impressionnée par ce genre de pressions. «Je pense que nous avons été très clairs à ce sujet.

La position algérienne est connue car elle a été clairement exprimée par le ministre des Affaires étrangères en juin dernier», dira, à ce propos, Noureddine Bedoui. L'Algérie, expliquait en substance Abdelkader Messahel, est en train de subir ce phénomène de la migration clandestine au même titre que les pays de la rive sud de la Méditerranée. «Nous procédons à des reconductions, mais nous le faisons

selon des arrangements que nous avons avec les pays voisins», précisait Messahel.

Hier, Bedoui ajoutait que «nous (l'Algérie, Ndlr) déployons beaucoup de moyens et nous prenons beaucoup de mesures dans un cadre humanitaire conforme aux valeurs universelles et internationales». Cette question de la migration clandestine constitue, d'ailleurs, l'un des points les plus importants de cette sixième session du comité bilatéral frontalier algéro-nigérien que Bedoui copréside depuis hier avec son homologue du Niger, le ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur, Mohamed Bazoum.

Institué depuis 1997, ce comité s'occupe des conditions complexes des populations vivant des deux côtés des très longues frontières algéro-nigériennes qui s'étendent sur plus de 950 km. De même que de coordonner les efforts entre les deux pays dans la lutte contre les

fléaux qui infestent ces larges étendues du désert, très propices aux différents trafics en tous genres (drogues, armes, etc.) et, bien sûr, le terrorisme.

L'Algérie, qui entretient de très bonnes relations avec ce pays voisin, aux ressources modestes, n'ignore pas que l'amélioration des conditions de vie au Niger est l'une des clés de la stabilisation de toute la région. Outre plusieurs projets dans le domaine des travaux publics et de l'hydraulique réalisés avec l'aide de l'Algérie, le ministre nigérien évoquera, également, les bourses d'études qu'accorde l'Algérie aux étudiants de son pays, des aides alimentaires, des fournitures scolaires, etc., accordées, également, aux habitants des régions frontalières dont les conditions sont des plus précaires.

Le comité bilatéral frontalier a entamé ses travaux, après la séance d'ouverture officielle, à huis clos. Deux groupes de travail avaient été installés à l'effet de concrétiser les points convenus entre les deux parties.

L'un s'occupant des questions liées à la sécurité et l'autre du volet de la coopération et du développement

K. A.



Bedoui l'a réaffirmé **Pas de centres pour migrants en Algérie**

Le ministre de l'Intérieur Nouredine Bédoui a réaffirmé, hier dimanche, que l'Algérie n'acceptera pas l'implantation sur son territoire de centres pour les migrants clandestins. Le ministre a rappelé, en marge des travaux de la 6^{ème} session du Comité bilatéral frontalier (CBF) avec le Niger, que l'Algérie a déjà refusé d'ouvrir, sur son territoire, des centres pour les migrants clandestins refoulés de pays européens. «Je pense qu'on a été clair», a-t-il précisé, avant d'ajouter que la position algérienne «est connue car elle a été affichée par le ministre des Affaires étrangères». Expliquant que «nous prenons beaucoup de moyens et beaucoup de mesures, dans un cadre humanitaire conforme aux valeurs universelles et internationales», le ministre des Affaires étrangères Abdelkader Messahel avait souligné, en juin dernier, qu'«il est exclu que l'Algérie ouvre une quelconque zone de rétention». Le chef de la diplomatie algérienne avait expliqué, sur la crise migratoire en Europe, que l'Algérie est confrontée aux mêmes problèmes de l'Europe. «Nous procédons à des reconductions (aux frontières, Ndlr), mais nous le faisons selon des arrangements que nous avons avec les pays voisins», avait-il ajouté.

La réaction du ministre de l'Intérieur, sur cette question de l'ouverture de camps de rétention, «soufflée» par le ministre italien de l'Intérieur, en juin dernier, devant l'afflux de migrants et pendant la crise de l'«Aquarius», réaffirme la position officielle de l'Algérie, sur ce dossier.

M. Messahel, dans la même interview, accordée à une radio française, avait précisé que «lorsqu'il s'agit de la migration clandestine, il faut que les choses soient bien comprises : nous sommes confrontés aux mêmes problèmes», et «nous connaissons les mêmes phénomènes».

Pour le chef de la diplomatie algérienne, «nous devons lutter contre la migration clandestine, dans le cadre des conventions des Nations unies, dans le cadre de l'arrangement avec les pays d'origine et les pays de transit», précisant que «c'est ce que nous faisons, en tous les cas, en tant qu'Algérie». Par ailleurs, les travaux de la 6^{ème} session du CBF, qui ont débuté dimanche, à Alger, ont permis, aux deux pays, de discuter de plusieurs dossiers relatifs, autant à la migration clandestine; la sécurisation des frontières communes, les échanges économiques que la lutte contre la criminalité internationale. Les travaux de la session, répartis en deux ateliers (groupe sécuritaire, groupe développement), ont, notamment, abordé «la sécurisation des zones frontalières», «le renforcement de la coopération sécuritaire entre les deux

pays», «faciliter la circulation des personnes et des biens, dans un cadre légal», «la lutte contre la criminalité, sous toutes ses formes», et la «prévention de l'immigration clandestine». Les participants à cette session, dont les walis de Tamanrasset et Adrar, avec leurs homologues, les gouverneurs d'Agadez et de Tahoua, ont été scindés en deux groupes selon les thématiques: sécurité et développement. Le CBF algero-nigérien a connu l'organisation de cinq sessions alternativement en Algérie et au Niger, depuis sa création au mois d'octobre 1997, et dont la dernière session s'est tenue à Niamey, les 30 et 31 juillet 2015.

Outre les missions relatives au développement socio-économique, dans les régions frontalières et le renforcement des capacités humaines, le Comité bilatéral frontalier algero-nigérien a discuté, à Alger, des questions liées au volet sécuritaire et de la circulation des personnes. Dans son allocution, à l'ouverture des travaux de cette session, le ministre nigérien de l'Intérieur Mohamed Bazoum a déclaré que l'évaluation de la mise en oeuvre des recommandations de la 5^{ème} session du CBF algero-nigérien a permis de réaliser des «progrès substantiels», dans certains domaines de coopération, entre les deux pays. Il a, également, relevé

[Retour au sommaire](#) 

qu'en matière de coopération économique, des progrès ont été enregistrés, dans plusieurs domaines, notamment le démarrage des travaux de construction de la voie Arli t- Assamaka (255 km), la tenue de la 68^{ème} session du Comité de liaison de la route transsaharienne, le forage de 12 ouvrages hydrauliques et le «progrès significatif» dans la réalisation de la dorsale transsaharienne de la fibre optique, sur 205 km.

Sur le volet sécuritaire, la libre circulation des personnes et des affaires consulaires, M. Bazoum a exprimé sa «satisfaction» quant à la coopération entre les gendarmeries et les polices des deux pays, ajoutant que la coopération en matière d'entretien de bornes frontalières avait permis la réalisation, «avant délais», de 23 bornes de densification, une cartographie de la bande frontalière et la réhabilitation de 12 bornes existantes. Mais, «beaucoup reste à faire avec de nombreuses autres recommandations, insuffisamment, mises en oeuvre ou non exécutées», a-t-il regretté. Pour autant, l'Algérie a fort affaire avec les migrants clandestins nigériens, notamment, durant les reconduites aux frontières, devenues un sujet de prédilection des ONG et même de l'Organisation Internationale pour les migrations (OIM), qui accusent les services de sécurité algériens de les abandonner en plein désert. Une question inscrite à l'agenda de cette session du CBF.

[Retour au sommaire](#)



لن نقيم مراكز احتجاز للمهاجرين الأفارقة ونرفض تشويهنها

■ محاولات الوقعية بين الجزائر والنيجر
ستبوء بالفشل لعلاقتنا المتينة



إيمان عويمر

أكدت الجزائر رفضها إقامة مراكز احتجاز للمهاجرين الأفارقة غير الشرعيين على أراضيها، كما امتنعت ضد حملة الانتقادات التي تطالها من طرف منظمات غير حكومية وبلدان أوروبية، اتهمتها بالقيام بعمليات ترحيل تعسفية للمهاجرين.

وقال وزير الداخلية والجماعات المحلية والتهيئة العمرانية نور الدين بدوي، أمس "إن موقف الجزائر ثابت ومعروف، ولن تقبل بإقامة مراكز تجميع واحتجاز للمهاجرين الأفارقة"، وهو نفس الموقف المعبر عنه قبل أيام من طرف الوزير الأول أحمد أويحيى، ووزير الشؤون الخارجية عبد القادر مساهل.

وأضاف بدوي، على هامش افتتاحه أشغال اللجنة الثنائية الحدودية الجزائرية النيجرية بقصر المؤتمرات "عبد اللطيف رحال" غرب العاصمة: "إن بلادنا دأبت على التصدي لظاهرة الهجرة غير الشرعية وتوقي المخاطر المنجزة عنها، نجد نفسها اليوم تواجه حملة من الانتقادات غير البناءة والتي لا أساس لها من الصحة".

وقال بدوي إن "استفحال ظاهرة الهجرة غير الشرعية بشكل كبير وملحوظ أصبح أمرا مقلقا يتوجب منا المزيد من التنسيق وتكثيف جهودنا لمحاربة شبكات تهريب البشر والمتاجرة فيهم".

ورافع نفس المسؤول لصالح الجهود التي تبذلها الجزائر لاستقبال والتكفل بالمهاجرين الأفارقة بقوله "إن بلادنا لطلالما وقفت إلى جانب المهاجرين الأفارقة ولم تدخر أي جهد لاسيما على المستوى الإنساني، لتقديم يد العون".

ودعا وزير الداخلية والسلطات النيجرية إلى رفع درجة التنسيق الأمني في ظل تقاسم الانشغالات نفسها فيما يخص الأوضاع

الإقليمية الحالية والتهديدات العديدة التي تلقي بثقلها على أمن المنطقة، على غرار الإرهاب والجريمة المنظمة العابرة للأوطان والهجرة غير الشرعية. ولفت بدوي إلى أن "التحديات والتهديدات على مستوى هذه المناطق الحدودية تفرض علينا توحيداً محكماً لجهودنا من أجل إعطاء ديناميكية قوية لآليات التعاون القائمة بين البلدين" خصوصا وأن الجزائر تتقاسم مع النيجر أكثر من 950 كلم من الحدود البرية المشتركة.

ورد وزير الداخلية على المشككين في تدهور العلاقات الجزائرية النيجرية على خلفية عملية الترحيل التي باشرتتها الحكومة الجزائرية، بتأكيد على أن العلاقات الثنائية واجهت العديد من الحاسدين غير أن محاولاتهم باءت بالفشل، لأن علاقاتنا التاريخية قوية ومتينة وننتقاسم تحديات مشتركة وتبقى الجزائر وفيه لشيم التضامن مع النيجريين".

وتابع مخاطبا نظيره النيجري: "إن علاقتنا أخي العزيز، لمتجذرة في التاريخ، فنحن شعب واحد ولطالما واجهت هذه العلاقات الأخوية الكثير من الحاسدين السرامين إلى الستشكسيك في مصداقيتها". وعقدت اللجنة الثنائية الحدودية الجزائرية النيجرية خمس دورات بالتناوب بين الجزائر والنيجر منذ إنشائها في أكتوبر 1997، وكانت آخر دورة المنعقدة في نيامي يومي 30 و31 جويلية 2015.

NOUREDDINE BEDOUI OPPOSÉ AU PROJET DE ZONES DE RÉTENTION

Migrants : Alger reste inflexible

La sixième session du Comité bilatéral frontalier a été l'occasion de réaffirmer le refus de l'Algérie d'accueillir sur son sol des centres de rétention pour migrants.

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Noureddine Bedoui, a appelé, hier, à l'intensification de la coopération sécuritaire dans les pays du Sahel, dans le cadre du Comité d'état-major opérationnel conjoint (Cemoc), dans l'allocution d'ouverture des travaux de la sixième session du Comité bilatéral frontalier algéro-nigérien (CBF) à Alger. "Il n'y a pas de doute que nous partageons les mêmes préoccupations concernant la situation régionale actuelle et les multiples menaces qui pèsent lourdement sur notre région, en l'occurrence le terrorisme, le crime organisé transnational et l'immigration clandestine", a-t-il déclaré dans son discours, rappelant, à ce titre, que la rencontre d'hier coïncide avec la poursuite de

la dégradation de la situation sécuritaire dans tout le Sahel. "Cela appelle à intensifier la coordination sécuritaire entre les pays du Sahel dans le cadre du Cemoc", a-t-il expliqué, rappelant que l'Algérie partage avec ses voisins près d'un millier de kilomètres de frontières terrestres. "Face à ces menaces, le renforcement de la coopération frontalière demeure le chemin efficace pour répondre au double objectif : la sécurité et le développement", a indiqué M. Bedoui, insistant sur l'urgence et la nécessaire prise en charge de la jeunesse des pays de la région, cette catégorie étant majoritaire et la plus vulnérable face aux réseaux de trafics de migrants, des groupes terroristes et du crime organisé. "C'est parce que nous partageons plus de 950 km de frontières terrestres que nous accordons un intérêt particulier pour la sécurité et le déve-

loppement de nos régions frontalières communes. Les défis et les menaces au niveau des zones frontalières nous imposent l'unification de nos efforts pour une nouvelle dynamique des mécanismes de coopération entre nos deux pays", a-t-il déclaré à l'adresse de la délégation nigérienne.

Abordant justement les crises sécuritaires et migratoires, des problématiques étroitement liées, Noureddine Bedoui a saisi l'occasion pour réaffirmer le refus de l'Algérie du plan de lutte proposé par l'Union européenne pour endiguer le flux de migrants vers l'Europe et mettre fin à la tragédie des noyades en mer Méditerranée. "Je pense que nous avons été clairs", a tranché le ministre de l'Intérieur, en réponse à la question des journalistes concernant l'implantation en Algérie de centres de rétention pour migrants, comme l'ont demandé les pays de l'Union européenne qui proposent en contrepartie une compensation financière pour les pays d'Afrique du Nord — dont la Tunisie et la Libye — qui, eux aussi, ont signifié une fin de non-recevoir à cette demande.



La position algérienne "est connue car elle a été affichée par le ministre des Affaires étrangères (Abdelkader Messahel, ndr)", a rappelé M. Bedoui, avant d'ajouter : "Nous déployons beaucoup de moyens et

nous prenons beaucoup de mesures dans un cadre humanitaire conforme aux valeurs universelles et internationales." Pour rappel, M. Messahel a expliqué en juin dernier, dans un entretien qu'il a accordé à la radio publique française RFI, qu'"il est exclu que l'Algérie ouvre une quelconque zone de rétention" pour les migrants que l'UE veut refouler vers les pays d'Afrique du Nord.

LYÈS MENACER

[Retour au sommaire](#)

Des progrès "substantiels"

Les travaux de construction de la voie Arlit-Assamak, longue de 255 km, ont démarré, a déclaré, hier, le ministre nigérien de l'Intérieur, de la Sécurité publique, de la Décentralisation et des Affaires coutumières et religieuses, Mohamed Bazoum, après la tenue de la 68^e session du comité de liaison de la route transsaharienne qui part de l'Algérie vers ses voisins malien et nigérien. Ce chantier est réalisé dans le cadre de la coopération algéro-nigérienne qui touche à plusieurs domaines. Intervenant à l'occasion de la sixième session du Comité bilatéral algéro-nigérien, dont les travaux ont eu lieu hier à Alger, M. Bazoum a indiqué aussi que le forage de 12 ouvrages hydrauliques avance, mettant l'accent sur le "progrès significatif" dans la réalisation de la dorsale transsaharienne de la fibre optique sur 205 km. S'agissant de la sécurité, de la libre circulation des personnes et des affaires consulaires, M. Bazoum a exprimé sa "satisfaction" quant à la coopération entre les gendarmeries et les polices des deux pays, ajoutant que la coopération en matière d'entretien de bornes frontalières avait permis la réalisation, "avant délais", de 23 bornes de densification, une cartographie de la bande frontalière et la réhabilitation de 12 bornes existantes. Selon lui, l'évaluation de la mise en œuvre des recommandations de la 5^e session du Comité bilatéral frontalier algéro-nigérien (CBF) a permis de réaliser des "progrès substantiels" dans certains domaines de coopération entre les deux pays. "L'évaluation de la mise en œuvre des recommandations de la 5^e session nous a permis de réaliser des pro-

grès substantiels dans certains domaines de coopération", a indiqué M. Bazoum dans une allocution prononcée à l'ouverture des travaux de la 6^e session du CBF. Pour le ministre d'État nigérien, il est important d'envisager la prise d'un certain nombre de mesures d'accompagnement pour améliorer "notre performance de mise en œuvre des recommandations qui seront issues de la 6^e session". Il a suggéré, dans ce cadre, l'opérationnalisation du Comité de suivi entre les deux pays et la rencontre de ses membres tous les six mois pour faire le point sur la mise en œuvre des recommandations et proposer des mesures correctives, mettant l'accent sur la nécessité de la création d'un cadre d'échange et de concertation entre les forces de sécurité intérieure et des douanes des deux pays afin de "stimuler les différents éléments des zones frontalières". "Ces quelques suggestions, avec celles de la partie algérienne, contribueront à imprimer un nouvel élan à la dynamique de mise en œuvre des décisions du comité et à lui permettre d'atteindre les objectifs qui lui ont été assignés par nos deux chefs d'État, Mahamadou Issoufou et Abdelaziz Bouteflika", a-t-il soutenu.

Concernant la coopération dans les domaines de la santé, de l'environnement et du développement des zones frontalières, M. Bazoum a relevé notamment l'octroi par l'État algérien de bourses aux étudiants nigériens, l'assistance de solidarité de la partie algérienne à travers des dons de produits alimentaires, de fournitures scolaires et de tentes au profit des populations vulnérables des régions frontalières.

R. N. JAPS

Retour au sommaire 

IMMIGRATION CLANDESTINE ET SÉCURITÉ AUX FRONTIÈRES

Ces dossiers qui empoisonnent les relations algéro-nigériennes

● L'Algérie s'oppose à toute installation sur son territoire d'un centre de rétention pour migrants subsahariens clandestins. ● Elle l'a exprimé hier, par la voix de son ministre de l'Intérieur, Noureddine Bedoui, à l'ouverture des travaux de la réunion du Comité bilatéral frontalier algéro-nigérien, à Alger ● Si M. Bedoui met l'accent sur l'immigration clandestine, son homologue nigérien n'a soufflé mot sur la gestion de ce fléau qui empoisonne les relations entre les deux pays...

L'Algérie n'acceptera jamais l'installation sur son territoire de centres de rétention pour migrants clandestins. Elle a exprimé son refus d'ouvrir ces centres. Je pense qu'on a été très clair. Le message émane du ministre de l'Intérieur, Noureddine Bedoui, qui s'exprimait, hier à Alger, en marge des travaux de la 6^e session du Comité bilatéral frontalier algéro-nigérien. En répondant à une question sur les accusations de mauvais traitements des migrants clandestins portées contre l'Algérie, M. Bedoui déclare : « Noire pays a exprimé son refus d'ouvrir des centres de rétention pour les migrants illégaux. Je pense qu'on a été clair. La position de l'Algérie est connue. Elle a été exprimée par le ministre des Affaires étrangères. » Puis il explique : « Tout le monde voit que nous déployons beaucoup de moyens et nous prenons beaucoup de mesures dans un cadre humanitaire conforme aux valeurs universelles et internationales. Il est donc exclu que l'Algérie ouvre une quelconque zone de rétention. » Les précisions ne sont pas fortuites. Elles viennent en réponse aux fortes pressions exercées par certains Etats sur l'Algérie pour qu'elle ouvre ses portes aux migrants clandestins, qu'elle les accueille dans des centres de rétention, installés sur son territoire et dont la gestion serait confiée à des ONG internationales. Ces pressions ont coïncidé avec des arrivées massives de migrants illégaux qui se sont multipliées ces dernières années grâce aux réseaux de passeurs installés au Niger. De nombreux enfants se sont retrouvés enrôlés par des réseaux de mendiants, alors que des femmes sont prises en otages dans des circuits de prostitution.

A la demande de Niamey, des opérations de rapatriement, aux frais de l'Algérie, sont menées depuis 2014, et ont permis le transfert jusqu'à Agadez de près de 70 000 Nigériens. Néanmoins, le phénomène de migration clandestine n'a pas pour autant reculé. Et malgré les moyens colossaux mis en place pour leur rapatriement, de lourdes accusations de maltraitance des migrants sont dirigées contre Alger. Au mois de février dernier, profitant d'une visite au centre de transit de migrants ouest-africains d'Agadez (Niger), géré par l'OIM (Organisation internationale des migrations), le ministre de l'Intérieur nigérien, Mohamed Bazoum, a exprimé sa colère contre l'Algérie en disant : « Nous avons 770 jeunes en transit, dont une écrasante majorité sont des jeunes Africains retournés d'Algérie (...). Nous sommes prêts à accueillir tous les Nigériens que les Algériens ne souhaiteraient plus voir sur leur territoire. Cela ne nous pose aucun problème. Et aussi longtemps qu'ils en renverront, nous serons disposés à les accueillir à la frontière et à les ramener, chacun chez lui (...). Nous avons eu de longues discussions avec les autorités algériennes à plusieurs reprises, au cours desquelles nous leur avons demandé de ne plus nous renvoyer des jeunes du Mali, de Guinée et d'autres pays. Nous avons dit aux autorités algériennes de cesser de nous envoyer des jeunes Africains. La Guinée est plus proche du Mali que du Niger, mais ils nous renvoient les Maliens, ils nous renvoient les Guinéens, ils nous renvoient les Sénégalais... Cette situation est déplorable, elle n'est plus supportable. »

LE PAVÉ DANS LA MARE DU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR NIGÉRIEN

L'Algérie se retrouve au banc des accusés au moment où le CBF (Comité bilatéral frontalier) algéro-nigérien (créé en 1997) commençait à connaître sa vitesse de croisière, avec l'organisation de quatre sessions, tenues alternativement à Alger et

[Retour au sommaire](#)

à Niamey. La dernière a eu lieu les 30 et 31 juillet 2015 (à Niamey), avec comme recommandations la nécessité de «juguler le phénomène de l'immigration illégale, le renforcement des moyens de lutte contre la contrebande et l'insécurité, l'organisation de patrouilles simultanées, coordonnées au niveau des frontières communes avec des points de jonction pour l'échange d'informations». Au mois de mai dernier, c'est le HCDH (Haut-Commissariat des Nations unies pour les droits de l'homme) qui amboîte le pas au ministre de l'Intérieur nigérien en appelant l'Algérie «à cesser les expulsions collectives de migrants, notamment originaires d'Afrique subsaharienne». Hier, à l'ouverture des travaux de la 6^e session du Comité bilatéral frontalier algéro-nigérien, les discussions tournaient autour de cette question de gestion de l'immigration clandestine. À l'ordre du jour de cette réunion, plusieurs dossiers relatifs au renforcement de la coopération sécuritaire et socioéconomique au niveau des zones frontalières. Présidée par le ministre de l'Intérieur, Noureddine Bedoui, et le ministre nigérien de l'Intérieur, de la Sécurité publique, de la décentralisation et des affaires coutumières et religieuses, Mohamed Bazoum, la réunion a vu la mise en place d'un groupe de travail, composé de représentants de la direction générale de l'aménagement et de l'attractivité territoriale et de l'Agence nationale à l'aménagement et à l'attractivité territoriale et les instances homologues au Niger, dont la mission est de «traiter les questions liées au développement socioéconomique au niveau des régions frontalières, mais aussi celles ayant trait à la sécurité et à la circulation des personnes, notamment la sécurisation des zones frontalières, le renforcement des relations entre les services de sécurité des deux pays, le renforcement de la lutte contre la criminalité sous toutes ses formes, la facilitation de la circulation des personnes et des biens dans le cadre légal et de prévenir l'immigration clandestine».

Pour Noureddine Bedoui, la zone frontalière entre les deux pays constitue «un pont pour la promotion de la fraternité, de la coopération et de la complémentarité», mais, précise-t-il, «elle fait face à des contraintes sécuritaires multiples, dues essentiellement à la présence de groupes terroristes qui s'alimentent des fléaux connexes dont en particulier le narcotrafic». Si M. Bedoui insiste sur le volet sécuritaire, notamment le problème de l'immigration clandestine, son homologue nigérien ne semble pas avoir les mêmes préoccupations. Ni son discours d'ouverture ni sa déclaration face à la presse n'ont fait référence à ce fléau, préférant

parler des «progrès substantiels» dans «certains» domaines de coopération comme «le démarrage des travaux de construction de la voie Arlit-Assamak (255 km), la tenue de la 68^e session du comité de liaison de la route transsaharienne, le forage de 12 ouvrages hydrauliques et la réalisation de la dorsale transsaharienne de la fibre optique sur 205 km». Le ministre nigérien plaide néanmoins pour «des mesures d'accompagnement» pour «améliorer notre performance de mise en œuvre des recommandations qui seront issues de la 6^e session», suggérant au passage, «la nécessité de la création d'un cadre d'échange et de concertation entre les forces de sécurité intérieure et des douanes des deux pays». Il rappelle, enfin, l'octroi par l'Algérie «de bourses aux étudiants nigériens, l'assistance de solidarité de la partie algérienne à travers des dons en produits alimentaires, fournitures scolaires et tentes au profits des populations vulnérables des régions frontalières». En évacuant le problème de l'immigration clandestine, M. Bazoum ne fait qu'exprimer le désaccord de son pays avec l'Algérie sur cette question. Aujourd'hui, le comité achèvera ses travaux, avec des recommandations dont l'application reste peu probable, si le différend entre les deux pays n'est pas assaini.

Saïma Tlemçani

بدوي يعلن إجراءات أمنية وتنموية بالمناطق الحدودية "الجزائري لن تقبل بفتح مراكز للمهاجرين غير الشرعيين"

أعلن وزير الداخلية والجماعات المحلية وتهيئة الإقليم، نور الدين بدوي، أمس، رفض الدولة الجزائرية فتح مراكز للمهاجرين غير الشرعيين رغم الضغوط الأوروبية.

ج. هنيش

قال بدوي، في ندوة صحفية، على هامش اجتماع اللجنة الحدودية الجزائرية النيجيرية السادسة، بالجزائر العاصمة، إن الجزائر عبرت عن رفضها لفتح مراكز للمهاجرين غير الشرعيين على ترابها و"اعتقد أننا كنا واضحين كفاية". وذكر هنا بالموقف الصارم الذي عثر منه وزير الشؤون الخارجية عهد القادر مساهل، مؤكدا أن موقف الحكومة "واضح بشأن مسألة الهجرة".

ودافع وزير الداخلية عن السياسات العمومية في مكافحة الهجرة السرية، وقال إن الدولة "تسخر الكثير من الوسائل وتتخذ العديد من الإجراءات ضمن إطار إنساني مطابق للمقيم العالمية والدولية". وكان مساهل صرح أنه "من المستبعد أن تفتح الجزائر أية منطقة احتجاز، حيث تواجهنا نفس المشاكل، كما أننا نقوم بعمليات ترحيل، لكننا نقوم بذلك وفقا للترتيبات المتفق عليها مع الدول المجاورة"، مشيرا إلى أنه حينما يتعلق الأمر بالهجرة غير الشرعية "علينا استيعاب الأمور بشكل جيد". واشتكى بدوي من حملات تشويه تستهدف سمعة الجزائر، وقال "إن الجزائر التي دأبت على التمسك بظاهرة الهجرة غير الشرعية وتوخي المخاطر المنجزة عنها، تجد نفسها اليوم تواجه حملة من الانتقادات غير البناءة والتي لا أساس لها من الصحة". مؤكدا أن الجزائر "لطالما وقفت إلى جانب المهاجرين الأفارقة ولم تدخر أي جهد، لاسيما على المستوى الإنساني لتقديم يد العون لهم". وقال إنه بالنظر لـ "استفحال ظاهرة الهجرة غير الشرعية، فإن



نور الدين بدوي

البلدين ملزمان بتوضيد التعاون الثنائي لمكافحتها ومكافحة الشبكات الإجرامية التي ترقط بها". مضيفا أن "استفحال هذه الظاهرة بشكل كبير وملحوظ أصبح أمرا مقلقا يتوجب المزيد من التنسيق وتكثيف الجهود لمحاربة شبكات تهريب البشر والمتاجرة بهم وكذا مكافحة الراديكالية والتطرف العنيف". ووصف العلاقات مع النيجر بأنها "استراتيجية ومهمة وتاريخية" ولطالما واجهت "الكثير من الحاسدين الراسين إلى التفكيك في مصداقيتها"، مؤكدا أن "محاولاتهم باءت وبمستوى بالفشل"، وأن الجزائر "ستبقى دائما وفيّة لشيم التضامن والتآزر مع الإخوان النيجريين". وسجل أن انعقاد الدورة السادسة للجنة الثنائية الحدودية، "يتزامن مع استمرار فردي الوضعية الأمنية في منطقة الساحل بأكملها، مما يدعو إلى تكثيف التنسيق الأمني بين بلدان الساحل في إطار لجنة الأركان

العملية المشتركة". وتابع "اهتماما خاصا" لأمن وتنمية المناطق الحدودية المشتركة، على اعتبار أن التحديات والتحديات على مستوى هذه المناطق، على غرار "الإرهاب والجريمة المنظمة العابرة للأوطان والهجرة غير الشرعية، تفرض علينا توجها محكما لجهودنا من أجل إعطاء ديناميكية قوية لأليات التعاون القائمة بين البلدين"، مضيفا أن "تعزيز التعاون الحدودي هو السبيل الأنجع للاستجابة للتحدي المزدوج "الأمن والتنمية". وأعلن وزير الداخلية، عن إنشاء فريق عمل خلال هذه الدورة، يتكفل الفريق الأول بالمسائل الأمنية، يترأسه والي ولاية تمناست، أما الفريق الثاني، فيتكفل بتقديم اقتراحات عملية حول المسائل التنموية على مستوى الشريط الحدودي. من جهته، أشاد وزير الدولة، وزير الداخلية والأمن العمومي

واللامركزية والشؤون العرقية والدينية، الفيجيري محمد بازوم، بتجربة الجزائر في مجال "تسيير شؤون العبادة والوقاية من التطرف"، مبررا من أماله في استفادة بلاده من هذه التجربة. وأكد الوزير النيجيري عقب استقباله من طرف وزير الشؤون الدينية والأوقاف، محمد عيسى، أن الجزائر "لها تجربة رائدة" في مجال تسيير العبادة والوقاية من التطرف الديني، وهو ما يجعلها "نموذجا للنيجر التي تعمل حاليا على إعداد إطار تشريعي لتنظيم وتطويع ممارسة الشعائر الدينية". وأضاف في هذا السياق، أنه بالنظر إلى المواصل التاريخية والجغرافية المشتركة بين البلدين "فإن الإسلام الممارس في النيجر هو نفسه الموجود بالجزائر، مما يستدعي العمل الثنائي من أجل الحفاظ على هذا العامل الأساسي في الهوية الوطنية لكلا البلدين". من جانبه، اعتبر السيد محمد عيسى، أن "تجربة الجزائر التي نشأت بعد مهثاق السلم والمصالحة الوطنية، هي تجربة لا غنى عنها، ودولة النيجر أولى بالاستفادة منها". مؤكدا استعداد الجزائر التي "تتقاسم مع النيجر سلام الوصيلة والامتثال" للتعاون مع هذه الدولة الجارة في التكوين والتأهيل في المجال الديني. وبعد أن أشار إلى أن البلدين تعترضا لمحاولة توطئ التوجهات الراديكالية، أكد الوزير أن "الجزائر ستكون أقوى بمجاورة دولة النيجر حينما تكون هذه الأخيرة سليمة من أي محاولات تشدد أو تطرف".

قال إن بلادنا وقفت إلى جانبهم وتعرض اليوم إلى حملة انتقادات لا أساس لها من الصحة.. بدوي:

«موقف الجزائر واضح.. لن نفتح مراكز للحراسة في بلادنا..!»

«نحن شعب واحد ومحاولات الحاسدين التشكيك في علاقاتنا باءت وبستوى بالفشل»

أكد وزير الداخلية والجماعات المحلية والتهيئة الإقليمية، نور الدين بدوي، أن الجزائر لن تقبل بفتح مراكز للمهاجرين غير الشرعيين، معتبرا بأن بلادنا تواجه حملة انتقادات لا أساس لها من الصحة بالرغم من أنها دأبت على التصدي لظاهرة الهجرة غير الشرعية.

راضية شايت

للجنة الثنائية الحدودية يتزامن مع استمرار تدهور الوضع الأمني في منطقة الساحل بأكملها، مما يدعو إلى تكثيف التنسيق الأمني بين بلدان الساحل في إطار لجنة الأركان العملياتية المشتركة، وأن الجزائر تولي اهتماما خاصا لأمن وتنمية المناطق الحدودية المشتركة على اعتبار أن التحديات والتهديدات على مستوى هذه المناطق، على فرار الإرهاب والجريمة المنظمة العابرة للحدود والهجرة غير الشرعية تفرض علينا توجيدا محكما لجهودنا من أجل إعطاء ديناميكية قوية لأنشطة التعاون القائمة بين البلدين، مضيفا أن تعزيز التعاون الحدودي هو السبيل الأنجع للاستجابة للتحدي المزيج الأمن والتنمية.

وأعلن وزير الداخلية عن إنشاء فريق عمل خلال هذه الدورة، يتكفل الفريق الأول بالمسائل الأمنية يترأسه والي تمنراست أما الفريق الثاني فيتكفل بتقديم اقتراحات عملية حول المسائل التنموية على مستوى الشريط الحدودي.



الجزائرية الليجيرية، قال الوزير «نحن شعب واحد، ولطالما واجهت هذه العلاقات الأخوية الكثير من الحاسدين الرامين إلى التشكيك في مصداقيتها، فاستحووا لي أن أؤكد أن محاولاتهم باءت وبستوى بالفشل، ذلك أن علاقاتنا التاريخية قوية ومستينة ونقتاسم تحديات مشتركة، كما ستبقى الجزائر دائما وفيية لشبم الفضامن والتآزر مع الإخوان الليجيريين».

وأوضح أن انعقاد الدورة السادسة

لتقديم يد العون لهم، واعتبر بدوي أنه بالنظر لاستفحال ظواهر الهجرة غير الشرعية، فإن البلدين ملزمان بتوطيد التعاون الثنائي لمكافحة ومكافحة الشبكات الإجرامية التي تربط بها، وأن استفحال هذه الظاهرة يشكل كبير وملمح، أصبح أمرا مقلقا يتوجب المزيد من التنسيق وتكثيف الجهود لمحاربة شبكات تهريب البشر والمتاجرة بهم، وكذا مكافحة الراديكالية والتطرف، المنيف، وبمخصوص العلاقات الثنائية

واعتبر المسؤول الأول من القطاع أمس، في تصريح للصحافة على هامش أشغال الدورة السادسة للجنة الحدود الثنائية الجزائرية-الليجيرية، أن الجزائر عجزت عن رفضها الفتح مراكز للمهاجرين الشرعيين على ترابها، قائلا «أعتقد أننا كنا واضحين كفاية، موقف الجزائر معروف، إذ سبق لوزير الشؤون الخارجية التعبير عنه.. وموقف الحكومة واضح بشأن مسألة الهجرة».

وأضاف بدوي قائلا «نستخر الكثير من الوسائل وننخذ العديد من الإجراءات ضمن إطار إنساني مطابق للقيم العالمية والدولية».

من جانب آخر، قال وزير الداخلية إن الجزائر التي دأبت على التصدي لظاهرة الهجرة غير الشرعية تواجه حملة من الانتقادات غير البناءة التي لا أساس لها من الصحة، مؤكدا أن الجزائر لم تقف إلى جانب المهاجرين الأفارقة، ولم تختر أي جهة لأسبما على المستوى الإنساني،

قال إن بلادنا تواجه حملة انتقادات لا أساس لها من الصحة بدوي يؤكد

الجزائر لن تقبل بفتح مراكز للمهاجرين غير الشرعيين

أكد وزير الداخلية والجماعات المحلية والتهيئة العمرانية، نور الدين بدوي، أمس، أن الجزائر لن تقبل بفتح مراكز للمهاجرين غير الشرعيين، مضيفا أن الجزائر التي «دأبت على التصدي لظاهرة الهجرة غير الشرعية، تواجه حملة من الانتقادات التي لا أساس لها من الصحة».

ولدى تطرقه للدورة السادسة، أكد بدوي أنها «فرصة مناسبة للعمل على تقييم شامل لمدى التقدم في تنفيذ الترتيبات المتفق عليها في الدورة السابقة وتوسيع أفاق التعاون الحدودي»، وطلب من خبراء الوفدين «دراسة الصعوبات التي تحول دون تجسيد ما تم الاتفاق عليه»، وكذا وضع مخطط عمل هادف وواضح وقابل للتجسيد، بغرض تأمين وتنمية المنطقة الحدودية المشتركة.

وأعلن بدوي عن إنشاء فريقين عمل خلال هذه الدورة، يتكفل الفريق الأول بالمسائل الأمنية يرأسه والي ولاية تلمسان، أما الفريق الثاني فيتكفل بتقديم اقتراحات عملية حول المسائل التنموية على مستوى الشريط الحدودي.

وفي ندوة صحفية مشتركة على هامش الاجتماع، كشف وزير الداخلية والجماعات المحلية والتهيئة العمرانية عن «آليات جديدة تم الاتفاق عليها لضمان مواصلة جهود اللجنة والحرص على أن تكون النتائج إيجابية في المستقبل».

الأركان العملية المشتركة» مؤكدا أن الجزائر تولي «اهتماما خاصا» لأمن وتنمية المناطق الحدودية المشتركة، على اعتبار أن التحديات والتهديدات على مستوى هذه المناطق، على غرار «الإرهاب والجريمة المنظمة العابرة للأوطان والهجرة غير الشرعية، تفرض علينا توجيدا محكما لجهودنا من أجل إعطاء ديناميكية قوية لآليات التعاون القائمة بين البلدين»، مضيفا أن «تعزيز التعاون الحدودي هو السبيل الأنجع للاستجابة للتحدي المزيج «الأمن والتنمية».

وأكد بدوي، أهمية توجيه تدعيم التنمية الاقتصادية للمناطق الحدودية، صوب هيكلية قدراتها التنموية الداخلية وتخطي العراقيل الهيكلية التي تعترضها، منوها بالاهتمام الخاصة التي تحظى بها هذه المناطق من قبل رئيس الجمهورية والحكومة التي «تسعى جاهدة إلى وضع برنامج عمل خاص بتنميتها وتحسين ظروف معيشة سكانها مع الحرص على معالجة الاختلالات الإقليمية».

ودعا وزير الداخلية إلى «تشجيع أسر الحدود بشكل أمثل ودراسة إمكانية تطوير علاقات أكثر صلاية وأكثر تنوعا ما بين الحدود وذلك في إطار إلقاء التكامل العابر للحدود»، مبرزا أن الجزائر «تواصل اتخاذ مبادرات فعلية على الصعيد الإقليمي والمغاربي سعيا منها إلى جعل هذه الفضاءات الحدودية مصدرا للموارد».

وفي السياق ذاته، اعتبر بدوي أنه بالنظر إلى «استفحال ظاهرة الهجرة غير الشرعية فإن البلدين ملزمان بتوطيد التعاون الثنائي لمكافحة ومكافحة الشبكات الإجرامية التي تربط بها» مضيفا أن «استفحال هذه الظاهرة بشكل كبير وملحوظ أصبح أمرا مقلقا، يتوجب المزيد من التنسيق وتكثيف الجهود لمحاربة شبكات تهريب البشر والمخاطرة بهم، وكذا مكافحة الراديكالية والتطرف العنيف».

المسائل الأمنية وتنمية الشريط الحدودي على رأس التعاون مع التيجر

وأوضح الوزير، في حديثه عن العلاقات الثنائية الجزائرية-التيجرية، أن هذه العلاقات «استراتيجية ومهمة وتاريخية» ولطالما واجهت «الكثير من الحاسدين الرامين إلى التشكيك في مصداقيتها»، مؤكدا أن «محاولاتهم بامت وستر» بالفشل، وأن الجزائر «ستبقى دائما وفيه لشيم التضامن والتآزر مع الإخوان التيجريين».

وأضاف وزير الداخلية، أن انعقاد الدورة السادسة للجنة الثنائية الحدودية، «يتزامن مع استمرار تردّي الوضعية الأمنية في منطقة الساحل بأكملها، مما يدعو إلى تكثيف التنسيق الأمني بين بلدان الساحل في إطار لجنة

وأوضح الوزير، في تصريح للصحافة على هامش أشغال الدورة السادسة للجنة الحدود الثنائية الجزائرية-التيجرية، أن الجزائر عيّرت عن رفضها لفتح مراكز للمهاجرين غير الشرعيين على ترابها و«اعتقد أننا كنا واضحين كفاية»، مضيفا في السياق ذاته أن موقف الجزائر «معروف إذ سبق لوزير الشؤون الخارجية التعبير عنه». وأكد بدوي في نفس الإطار، أن موقف الحكومة «واضح» بشأن مسألة الهجرة. وقال في هذا الصدد «تسخر الكثير من الوسائل وتتخذ العديد من الإجراءات ضمن إطار إنساني مطابق للقيم العالمية والدولية». وأكد الوزير في كلمة له خلال افتتاح أشغال الدورة السادسة للجنة الثنائية الحدودية الجزائرية-التيجرية بالمركز الدولي للمؤتمرات عبد اللطيف رحال بالعاصمة، أن الجزائر التي «دأبت على التصدي لظاهرة الهجرة غير الشرعية، تواجه حملة من الانتقادات التي لا أساس لها من الصحة»، موضحا في هذا الإطار أن الجزائر التي دأبت على التصدي لظاهرة الهجرة غير الشرعية وتوخي المخاطر المنجرة عنها تجد نفسها اليوم تواجه حملة من الانتقادات غير البناءة والتي لا أساس لها من الصحة»، مضيفا في السياق ذاته، أن الجزائر «لطالما وقفت إلى جانب المهاجرين الأفارقة ولم تدخر أي جهد لاسيما على المستوى الإنساني لتقديم يد العون لهم».

والإشارة، كان وزير الشؤون الخارجية، عبد القادر مساهل قد أكد في حوار مع إذاعة فرانس الدولية «أرأفدي» في جوان الماضي بشأن أزمة الهجرة أنه «من المستبعد أن تفتح الجزائر أية منطقة احتجاز»، مشيراً في هذا الإطار إلى أن الجزائر تواجهها نفس المشاكل التي تشهدها القارة الأوروبية.

و أوضح رئيس الدبلوماسية الجزائرية، أنه «من المستبعد أن تفتح الجزائر أية منطقة احتجاز حيث تواجهنا نفس المشاكل، كما أننا نقوم بعمليات ترحيل لكننا نقوم بذلك وفقاً للترتيبات المتفق عليها مع الدول المجاورة»، مضيفاً أنه حينما يتعلق الأمر بالهجرة غير الشرعية «علينا استيعاب الأمور بشكل جيد».

وقال مساهل، بشأن انتقادات بعض المنظمات غير الحكومية حول تسيير الجزائر لأزمة الهجرة، إن هذا «لا يلزم» سوى هذه المنظمات وإن هذه الانتقادات «غير بريئة» وهي حملة يحاول البعض القيام بها ضد الجزائر.

وكان المجلس الوطني لحقوق الإنسان قد أعرب عن كامل ارتياحه لظروفه ومسير عملية ترحيل من الجزائر، لأكثر من 350 مهاجراً نيجيريا والتني تمت مؤخراً في ظل الاحترام التام للكرامة الإنسانية، حيث جندت لها السلطات العمومية كل الوسائل لإنجاحها، داعياً

السلطات العمومية إلى ضرورة المضي قدماً في هذا الاتجاه.

من جانبه كان ممثل المنظمة الدولية للهجرة في الجزائر باسكال راينتهانس قد أشاد بجهود وصل السلطات الجزائرية بالتعاون مع الهلال الأحمر الجزائري في مجال دعم المهاجرين المتواجدين على ترابها والتكفل بهم.

و صرح ممثل المنظمة الدولية للهجرة قائلا «لقد الإشادة بالعمل الذي قامت به هنا في الجزائر السلطات الجزائرية ومصالح الهلال الأحمر الجزائري لفائدة المهاجرين»، مبرزاً «الجهود المبذولة من قبل الجزائر لاسيما على مستوى حدودها مع بلدان الساحل والتزامها القوي والدائم لفائدة السكان الذين هم في حاجة لمساعدة».

مراد - ج

الجزائر والنيجر يبحثان آليات مواجهة التحديات الأمنية والتنمية

بدوي: الانتقادات بشأن الهجرة لا أساس لها من الصحة

شكل انعقاد الدورة السادسة للجنة الحدودية المشتركة الجزائرية النيجرية أمن، والجزائر العاصمة، فرصة لاستعراض أهم التحديات التي تواجهها المنطقة الحدودية بين البلدين، وهي بالخصوص أمنية وتنموية. لكن مسألة الهجرة غير الشرعية أثقت بظلالها على الاجتماع، بعد الانتقادات التي وجهت مؤخرا لبلادنا بخصوص تسبيل هذا الملف... انتقادات يؤكد المشاركون أنها هائل صلافة بمواقف الجزائر المزعومة. يجيب عنها الأوربيين. ولذا أكد وزير الداخلية والجماعات المحلية والتنمية الممرانية نور الدين بدوي أنها «غير بناءة ولا أساس لها من الصحة»، معبرا عن اقتناعه بأن محاولات التشكيك في العلاقة الأخوية بين البلدين ستبوء بالفشل.

حنان.ح

التنمية الداخلية وتخطي العراقيل الهيكلية التي تعترضها».

ولذا أكد أن أشغال الدورة السادسة تعد فرصة لتقييم شامل لمدى التقدم في تنفيذ التوصيات المتفق عليها في الدورة السابقة وتوسيع آفاق التعاون. أمر بدعه لدعوة الخبراء إلى دراسة الصعوبات التي تحول دون تجسيدنا لما تم الاتفاق عليه ووضع مخطط عمل هادف وواضح وقابل للتجسيد، بغرض تأمين وتنمية المناطق الحدودية المشتركة وأمن بلدينا».

وأوضح وزير الداخلية في تصريح صحفي أن اللجنة الحدودية كآلية تعاون، أثمروت عموما «نتائج إيجابية»، لكن بالنظر إلى التحديات التي تعيشها المنطقة اليوم، والمرتبطة بالجوانب الأمنية المتعلقة بمكافحة الإرهاب وظاهرة الهجرة غير الشرعية، فإن المطلوب هو «تنسيق أكبر في التعاون» ووضع ميكانيزمات عملية وآليات تقييمية سواء في المجالات التنموية أو الأمنية».

ولأنها ظاهرة في استئصال وهو «أمر أصبح مقلقا»، فإن الوزير شدد في كلمته على ضرورة التزام الجانبين بتوطيد التعاون الثنائي لمكافحة الشبكات الإجرامية التي ترتبط بها، معتبرا أن المطلوب هو مزيد من التنسيق وكثيف الجهود لمحاربة شبكات تهريب البشر والمتاجرة بهم ومكافحة التعصب والتطرف العنيف.

هي الانشغالات التي يتقاسمها البلدان - كما قال بدوي - الذي اعترف بأن الاجتماع ينعقد في ظل «تردي الوضعية الأمنية في منطقة الساحل بأكملها، مما يدعو إلى تكثيف التنسيق الأمني بين دول الساحل في إطار لجنة الأركان العملياتية المشتركة».

ولأن التحدي الأمني ليس وحيدا، لأنه يرتبط ارتباطا وثيقا بالتحديات التي تعد إحدى أهم محاور التعاون الثنائي بين الجزائر والنيجر، وهو ما وصفه وزير الداخلية بـ «التحدي المزدوج» الذي يتطلب تعزيز التعاون الحدودي، فإن ذلك يتطلب «إعطاء ديناميكية أكبر» للتعاون الثنائي واقتراح أفكار خلاقة للإسهام في تأمين وتنمية للمنطقة الحدودية المشتركة.

فحتى وإن تم إنجاز العديد من المشاريع، اعترف الوزير أن هناك إشكاليات ملغزالت معلومة لا سيما في مجال نهضة الإقليم، وهو ما أدى إلى تفاقم الاختلالات بين الأقاليم» مشددا على ضرورة توجيه تدعيم التنمية الاقتصادية للمناطق الحدودية صوب هيكلة قدراتها

وأكد وزير الداخلية في كلمة افتتاح الاجتماع، أن محاولات التشكيك في مصداقية العلاقات الأخوية التي تجمع الجزائر والنيجر «باطلة ومستبوء دائما بالفشل»، بالنظر إلى قوة ومتانة وتاريخية العلاقات الثنائية وكذا تقاسمهما لتحديات مشتركة، مشيرا إلى أن الجزائر ستبقى «وضعية لشيم التضامن والتآزر مع الإخوان النيجريين».

وقال «إن علاقتنا متجذرة في التاريخ، فنحن شعب واحد، ولطالما واجهت هذه العلاقات الأخوية الكثير من الحاصدين، الرامين إلى التشكيك في مصداقيتها»، معتبرا أن الجزائر التي دأبت على التصدي لظاهرة الهجرة غير الشرعية وتوقي المخاطر المنجرة عنها، تواجه اليوم «جملة من الانتقادات غير البناءة والتي لا أساس لها من الصحة»، مؤكدا بأن بلدينا لطالما وقف إلى جانب المهاجرين الأفارقة ولم يدخر أي جهد لاسيما على المستوى الإنساني.

بالمقابل، جدد بدوي التأكيد على أن الجزائر لن تقبل بفتح مراكز للمهاجرين غير الشرعيين، وفي تصريح للصحافة على هامش الدورة، قال إن الجزائر عبرت عن رفضها لهذا المقترح و«أعتقد أننا كنا واضحين كفاية».

[Retour au sommaire](#)

بازوم : تحقيق تقدم في بعض المشاريع والكثير ما زال ينتظر

ببؤره، أشاد وزير الداخلية والأمن العمومي واللامركزية والشؤون العرقية والدينية الهيجري محمد بازوم باللجنة الحدودية المشتركة كـ «أداة تعاون بين بلدينا لمعالجة المشاكل التي تطرح على مستوى المناطق الحدودية، خدمة لمصالحنا المشتركة الاقتصادية والاجتماعية والأمنية وذات العلاقة بالهجرة»، مشيراً إلى أن الدورة السادسة فرصة لتقييم النتائج التي تمت في الدورات السابقة وأخذ التزامات جديدة.

في هذا الصدد، قال إن الجزائر أكدت استعدادها للنهَاب قنما في تحقيق التوصيات التي خرجت بها اجتماعات اللجنة، مجدداً باسم بلده الالتزام بنفس النهج لتعزيز التعاون والعلاقات الأخوية بين البلدين.

ونكر بفحائج الدورة الخامسة التي قال إنها خرجت بتوصيات تعاون هامة للمناطق الحدودية في عدة مجالات ولاسيما «القطاع الاقتصادي والصحة والفلاحة والبيئة والتنمية والتعاون اللامركزي والإداري والثقافي والاجتماعي والرياضي والتربوي» فضلاً عن الأمن وحرية تنقل الأشخاص والسلع والمساعدات القنصلية».

وأكد أن تقدماً تحقق في بعض مجالات التعاون، معجداً المشاريع التي تم إنجازها، إلا أنه اعتبر أن الكثير من الأشياء مازالت تنتظر التنفيذ، وأن توصيات هامة خرجت بها الدورة الخامسة لم تجد طريقها إلى التجسيد، لذا دعا إلى وضع إجراءات مرافقة لتحسين فعاليات تنفيذ التوصيات، وقدم مجموعة من الاقتراحات في هذا الصدد.

BÉDOUI EN MARGE DU CONCLAVE DU COMITÉ BILATÉRAL FRONTALIER ALGÉRO-NIGÉRIEN

«Alger refuse des centres de rétention des migrants sur son sol»

L'Algérie a réaffirmé, hier, à travers son ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Noureddine Bedoui, son refus catégorique, de voir des centres de rétention des migrants implantés en Algérie, en réponse à des pays européens, persistant, à promouvoir exclusivement cette solution, dans leur traitement du phénomène de la migration,

Déclarant, que notre pays «n'acceptera pas l'implantation de centres pour les migrants clandestins», le ministre Bedoui dira, que «je pense qu'on a été clair sur la migration» avant d'ajouter que, la position de l'Algérie «est connue» par tous, car elle a été, poursuit-il «affichée par le ministre des Affaires étrangères», Abdelkader Messahel, en l'occurrence. Le chef de la diplomatie algérienne a, en effet, déclaré, le 27 juin dernier, dans une interview accordée à RFI, qu'il est exclu que l'Algérie ouvre une quelconque zone de rétention» avant de souligner que «l'Algérie, déjà confrontée aux mêmes problèmes, procède à des reconductions, mais nous les faisons selon des arrangements que nous avons avec les pays voisins». Précisant plus loin, que «le pays doit lutter contre la migration



clandestine, dans le cadre des conventions des Nations unies, dans le cadre de l'arrangement avec les pays d'origine et les pays de transit (...) » avant de préciser que « c'est ce que nous (Algérie :Ndlr) faisons en tous les cas en tant qu'Algérie » avait-il indiqué. Par ailleurs, dans le sillage de ses déclarations, hier, le ministre Bedoui a ajouté que l'Algérie « déploie beaucoup de moyens et prend des mesures dans un cadre humanitaire conforme aux valeurs universelles et internationales » a-t-il précisé, hier, en marge des travaux de deux jours, de la 6ème session du Comité bilatéral frontalier algéro-nigérien (CBF), ouvert, hier, à Alger.

À cette occasion, Alger et Niamey, affichant une volonté et une disponibilité à donner plus d'élan à leur coopération bilatérale, dans divers domaines, tels, la sécurisation des frontières, l'examen des voies et moyens pour le renforcement de la coopération notamment, socio-économique au niveau des zones frontalières. À ce propos, le ministre Bedoui a indiqué, hier, « qu'un grand soutien serait apporté aux zones frontalières » du pays, ajoutant plus loin que « les retards de développement et

le manque de conditions pour la production et les services, accroît le flux migratoire vers les villes et les régions du Nord » a-t-il précisé.

LA SÉCURITÉ DES ZONES FRONTALIÈRES C'EST AUSSI LEUR DÉVELOPPEMENT SOCIO-ÉCONOMIQUE

Partant de l'évaluation de la mise en œuvre des recommandations issues des différentes sessions, précédentes, dont celle concernant l'organe de « veille et de suivi », les travaux de la session du CBF, à Alger, co-présidés, par le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales et de l'Aménagement du Territoire, Noureddine Bedoui et son homologue nigérien, le ministre d'État, ministre de l'Intérieur, de la Sécurité publique, de la Décentralisation et des Affaires coutumières et religieuses, Mohamed Bazoum, s'articulent, depuis hier, sur le phénomène de l'immigration illégale, l'inspection et l'entretien de la bande frontalière, le renforcement des moyens de lutte contre la contrebande et l'insécurité. À cela s'ajoute également d'autres questions à traiter, par les deux parties, notam-

ment le renforcement de la coopération sécuritaire et socio-économique outre l'examen des points relatifs à l'organisation de patrouilles simultanées au niveau des frontières et dynamisation des relations commerciales. Renforcer les actions communes, notamment en matière de la sécurisation des frontières, condition essentielle pour booster tout développement socio-économique durable, dans les zones frontalières. Alger et Niamey comptent bien consolider leur coopération bilatérale en matière des questions de sécurité et de lutte contre le terrorisme et ses réseaux de ramifications, en vue de réunir les conditions pour le développement et les échanges entre les zones frontalières en toute sécurité et fixer, par la même occasion, les nigériens dans leur pays, eux qui sont nombreux à tenter les chemins de la mort pour atteindre la rive Nord de la méditerranée. Chargé des questions sécuritaires au ministère nigérien des Affaires étrangères, Allongo Issoufou a soutenu que l'Algérie «est un pays clé dans la stabilisation de la bande sahélo-sahélienne». Composé de représentants des deux pays, de la direction générale de l'aménagement et de l'attractivité territoriale et de l'Agence nationale à l'aménagement et à l'attractivité territoriale, ce groupe de travail qui mettra en lumière les axes ayant trait au développement socioéconomique au niveau des régions frontalières traitera les questions liées à la sécurité et à la circulation des personnes ; notamment la sécurisation des zones frontalières outre le renforcement des relations entre les services de sécurité des deux pays et de prévenir l'immigration clandestine ainsi que le renforcement de la lutte contre la criminalité sous toutes ses formes, la facilitation de la circulation des

personnes et des biens dans le cadre légal. Ayant toujours promu une approche de lutte contre le terrorisme, devant inclure impérativement la lutte contre les conditions socio-économiques précaires et souvent inexistantes, Alger, œuvre en direction de ses voisins, à promouvoir, dans le cadre de la coopération bilatérale des projets allant dans ce sens, à même de fixer les populations outre d'optimiser les conditions de sécurité. La tenue à Alger, de la 6ème session du comité bilatéral frontalier algéro-nigérien (CBF), coïncide, avec la finalisation, vendredi dernier, du texte d'un Pacte mondial pour des migrations sécurisées et ordonnées, document qui sera soumis, pour adoption, décembre prochain. Notons que c'est la première fois que les membres de l'ONU se réunissent pour des négociations, pour un accord couvrant toutes les dimensions des migrations au niveau international.

Le Pacte comprend les nombreux aspects de ce phénomène, et met l'accent sur le traitement des facteurs et conditions à l'origine du déplacement des migrants, vers les zones riches, le Nord précisément outre la lutte contre le trafic et la contrebande, la mobilisation des bénéfices économiques de la migration, que des experts rappellent qu'elles profitent plus aux pays riches, comme c'est aussi le cas, dans leurs exploitations des richesses naturelles des pays pourvoyeurs de la migration illégale. L'immigration irrégulière transnationale, à laquelle fait face le monde entier, à l'instar de l'Algérie, exige des solutions durables au phénomène migratoire, lequel est d'abord une question de détresse humanitaire, aux conditions socio-économiques dramatiques, dans des pays africains, dont le Niger.

Karima Bennour

NOUREDINE BEDOUI

L'Algérie n'acceptera pas l'implantation de centres pour les migrants clandestins

L'Algérie n'acceptera pas l'implantation de centres pour les migrants clandestins, a réaffirmé dimanche à Alger, le ministre de l'Intérieur, des collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Nouredine Bedoui. L'Algérie a exprimé son refus d'ouvrir sur son territoire des centres pour les migrants clandestins. "Je pense qu'on a été clair", a indiqué M. Bedoui dans une déclaration à la presse en marge des travaux de la 6ème session du Comité bilatéral frontalier algéro-nigérien (CBF). Il a expliqué que la position algérienne "est connue car elle a été affichée par le ministre des Affaires étrangères", relevant que la position du gouvernement est "claire" sur la question de la migration. M. Bedoui a ajouté que "nous déployons beaucoup de moyens et nous prenons

beaucoup de mesures dans un cadre humanitaire conforme aux valeurs universelles et internationales". "Il est exclu que l'Algérie ouvre une quelconque zone de rétention", avait affirmé en juin dernier M. Messahel, au sujet de la crise migratoire, soulignant à ce propos que l'Algérie est confrontée aux mêmes problèmes de l'Europe, dans une interview à RFI. "Il est exclu que l'Algérie ouvre une quelconque zone de rétention. Nous sommes déjà confrontés aux mêmes problèmes. Nous procédons à des reconductions, mais nous le faisons selon des arrangements que nous avons avec les pays voisins", avait indiqué le chef de la diplomatie algérienne, soutenant que lorsqu'il s'agit de la migration clandestine "il faut que les choses soient bien comprises". **Aps**

ALGÉRIE-NIGER

Des progrès "substantiels" en matière de coopération (Bazoum)

L'évaluation de la mise en œuvre des recommandations de la 5ème session du Comité bilatéral frontalier algéro-nigérien (CBF) a permis de constater les "progrès substantiels" obtenus dans certains domaines de coopération entre les deux pays, a soutenu dimanche le ministre d'Etat nigérien, ministre de l'Intérieur, de la Sécurité publique, de la décentralisation et des Affaires coutumières et religieuses, Mohamed Bazoum. L'évaluation de la mise en œuvre des recommandations de la 5ème session nous a permis de constater la réalisation de «progrès substantiels» dans certains domaines de coopération, a indiqué M. Bazoum dans une allocution prononcée à l'ouverture des travaux de la 6ème session du CBF. Il a relevé qu'en matière de coopération économique, des progrès ont été enregistrés dans plusieurs domaines, notamment le démarrage des travaux de construction de la voie Arlit-Assamak (255 km), la tenue de la 68ème session du comité de liaison de la route Transsaharienne, le forage de 12 ouvrages hydrauliques et le "progrès significatif" dans la réalisation de la dorsale transsaharienne de la fibre optique sur 205 km. S'agissant de la sécurité, la libre circulation des personnes et des affaires consulaires, M. Bazoum a exprimé sa "satisfaction" quant à la coopération entre les Gendarmeries et les Polices des deux pays, ajoutant que la coopération en matière d'entretien de bornes frontalières avait permis la réalisation, "avant délais", de 23 bornes de densifications, une cartographie de la bande frontalière et la réhabilitation de 12 bornes existantes. Evoquant les recommandations faites lors de la 5ème session du CBF, M. Bazoum a mis en avant les progrès réalisés, tout en soulignant que "beaucoup reste à faire avec de nombreuses autres recommandations insuffisamment mises en œuvre ou non exécutées". Pour le ministre d'Etat nigérien, il est important d'envisager la prise d'un certain nombre de mesures d'accompagnement pour améliorer "notre performance de mise en œuvre des recommandations qui seront issues de la 6ème session". Il a suggéré, dans ce cadre, l'opérationnalisation du Comité de suivi entre les deux

pays et la rencontre de ses membres tous les six mois pour faire le point de la mise en œuvre des recommandations et proposer des mesures correctives, mettant l'accent sur la nécessité de la création d'un cadre d'échange et de concertation entre les forces de sécurité intérieure et des douanes des deux pays afin de "stimuler les différents éléments des zones frontalières". "Ces suggestions (...) contribueront à imprimer un nouvel élan à la dynamique de mise en œuvre des décisions du comité (...)" (Bazoum) "Ces quelques suggestions, avec celles de la partie algériennes, contribueront à imprimer un nouvel élan à la dynamique de mise en œuvre des décisions du comité et de lui permettre d'atteindre les objectifs qui lui ont été assignés par nos deux chefs d'Etat, Mahamadou Issoufou et Abdelaziz Bouteflika", a-t-il soutenu. Concernant la coopération dans les domaines de la santé, de l'environnement et du développement des zones frontalières, M. Bazoum a relevé notamment l'octroi par l'Etat algérien de bourses aux étudiants nigériens, l'assistance de solidarité de la partie algérienne à travers des dons de produits alimentaires, de fournitures scolaires et de tentes au profits des populations vulnérables des régions frontalières. Bazoum a par ailleurs, exprimé ses remerciements à l'Algérie pour "avoir contribué aux progrès réalisés dans la mise en œuvre des recommandations de la 5ème session du CBF", ajoutant que le Niger "est déterminé à redoubler ses efforts pour permettre à ce Comité de réaliser de plus grands bonds en avant". **R.N**

[Retour au sommaire](#)



قال إنها لن تقبل بفتح مراكز لهم.. بدوي:

الجزائر تتعرض لحملة تشويه بسبب "الحرقاة"



• بدوي يحذر من تردي الوضعية الأمنية في منطقة الساحل

أكد وزير الداخلية والجماعات المحلية والتهيئة الإقليمية، نور الدين بدوي أمس الأحد بالجزائر العاصمة أن الجزائر لن تقبل بفتح مراكز للمهاجرين غير الشرعيين، مشددا على أن الجزائر التي دأبت على التصدي لظاهرة الهجرة غير الشرعية، تواجه حملة من الانتقادات التي لا أساس لها من الصحة، وهو رفض جزائري رسمي لحملة التشويه التي تشنها بعض الجهات هنا وهناك. ■ ن. أيمن

أفاد بدوي في تصريح للصحافة على هامش أشغال الدورة السادسة للجنة الحدود الثنائية الجزائرية-النيجيرية أن الجزائر عبرت عن رفضها لفتح مراكز للمهاجرين الشرعيين على ترابها و"اعتقد أننا كنا واضحين كفاية". وأشار الوزير إلى أن موقف الجزائر "معروف" إذ سبق لوزير الشؤون الخارجية التعبير عنه، مؤكدا أن موقف الحكومة "واضح" بشأن مسألة الهجرة.

وأضاف السيد بدوي "نُسخر الكثير من الوسائل ونتخذ العديد من الإجراءات ضمن إطار إنساني مطابق للقيم العالمية والدولية". وكان وزير الشؤون الخارجية، عبد القادر مساهل قد أكد في حوار مع راديو "آر. أف. إي" في جوان المنصرم بشأن أزمة الهجرة أنه "من المستبعد أن تفتح الجزائر أية منطقة احتجاز"، موضحا في ذات الصدد أن الجزائر تواجه نفس المشاكل التي تشهدها القارة الأوروبية.

وكان رئيس الدبلوماسية الجزائرية قد أوضح أنه "من المستبعد أن تفتح الجزائر أي منطقة احتجاز، حيث تواجهنا نفس المشاكل، كما أننا نقوم بعمليات ترحيل لكنها تقوم بذلك وفقا للترتيبات المتفق عليها مع الدول المجاورة"، مشيرا إلى أنه حينما يتعلق الأمر بالهجرة غير الشرعية "علينا استيعاب الأمور بشكل جيد".

حملة تشويه..

أكد وزير الداخلية والجماعات المحلية والتهيئة العمرانية، أن الجزائر التي "دأبت على التصدي لظاهرة الهجرة غير الشرعية، تواجه حملة من الانتقادات التي لا أساس لها من الصحة".

وقال السيد بدوي في كلمة له خلال افتتاح أشغال الدورة السادسة للجنة الثنائية الحدودية الجزائرية-النيجيرية بالمركز الدولي للمؤتمرات عبد اللطيف رحال، أن "الجزائر التي دأبت على التصدي لظاهرة الهجرة غير الشرعية وتوخي المخاطر

بدوي أنها "فرصة مناسبة للعمل على تقييم شامل لمدى التقدم في تنفيذ التوصيات المتفق عليها في الدورة السابقة وتوسيع آفاق التعاون الحدودي"، وطلب من خبراء الوفدين "دراسة الصعوبات التي تحول دون تجسيد ما تم الاتفاق عليه، وكذا وضع مخطط عمل هادف وواضح وقابل للتجسيد بغرض تأمين وتنمية المنطقة الحدودية المشتركة".

وأعلن وزير الداخلية عن إنشاء فريق عمل خلال هذه الدورة، يتكفل الفريق الأول بالمسائل الأمنية يترأسه والي ولاية تمنراست، أما الفريق الثاني فيتكفل بتقديم اقتراحات عملية حول المسائل التنموية على مستوى الشريط الحدودي.

وفي ندوة صحفية مشتركة على هامش الاجتماع، كشف وزير الداخلية والجماعات المحلية والتهيئة العمرانية عن "آليات جديدة تم الاتفاق عليها لضمان مواصلة جهود اللجنة والحرص على أن تكون النتائج إيجابية في المستقبل".

للإشارة، فإن أشغال الدورة 6 للجنة الثنائية الحدودية الجزائرية-النيجيرية، ستختتم اليوم الاثنين من طرف وزيري الداخلية بالبلدين، حيث ستتم قراءة البيان الختامي لهذه الدورة.

المنظمة العابرة للأوطان والهجرة غير الشرعية، تعرض علينا توحيداً محكماً لجهودنا من أجل إعطاء ديناميكية قوية لأليات التعاون القائمة بين البلدين"، مضيفاً أن "تعزيز التعاون الحدودي هو السبيل الأنجع للاستجابة للتحدي المزدوج "الأمن والتنمية". وأكد السيد بدوي أهمية "توجيه تدعيم التنمية الاقتصادية للمناطق الحدودية، صوب هيكلية قدراتها التنموية الداخلية وتخطي العراقل الهيكلية التي تعترضها"، منوهاً بالعناية الخاصة التي تحظى بها هذه المناطق من قبل رئيس الجمهورية والحكومة التي "تسعى جاهدة إلى وضع برنامج عمل خاص بتنميتها وتحسين ظروف معيشة سكانها مع الحرص على معالجة الاختلالات الإقليمية".

وفي هذا الإطار، دعا وزير الداخلية إلى "تأمين أثر الحدود بشكل أمثل ودراسة إمكانية تطوير علاقات أكثر صلابة وأكثر تنوعاً ما بين الحدود وذلك في إطار إنماء التكامل العابر للحدود"، مؤكداً أن الجزائر "تواصل اتخاذ مبادرات فعلية على الصعيد الإفريقي والمغاربي سعياً منها إلى جعل هذه الفضاءات الحدودية مصدراً للموارد". ولدى تطرقه للدورة السادسة، أكد السيد

وضع أمني متردي

وأوضح وزير الداخلية، أن انعقاد الدورة السادسة للجنة الثنائية الحدودية، "يتزامن مع استمرار تردي الوضعية الأمنية في منطقة الساحل بأكملها، مما يدعو إلى تكثيف التنسيق الأمني بين بلدان الساحل في إطار لجنة الأركان العملياتية المشتركة".

وأكد أن الجزائر تولي "اهتمام خاصاً" لأمن وتنمية المناطق الحدودية المشتركة، على اعتبار أن التحديات والتهديدات على مستوى هذه المناطق، على غرار "الإرهاب والجريمة

Retour au sommaire

بدوي : الانتقادات الموجهة للجزائر بشأن المهاجرين لا أساس لها من الصحة

العديد من المحاسدين غير أن محاولاتهم بأت بالفشل. والوزير الداخلية بأن اللقاء هو دليل على مكانة تواصل الصداقة والأخوة بين الشعوب الذين قدما تضحيات لاستعادة حرياتهم. وفي السياق قال بدوي بأنه سيتم العمل بين البلدين لإعطاء ديناميكية أكبر للتعاون الثنائي والبحث عن السبل الكثيرة للترقي بها والحفاظ على الأمن والاستقرار. آمال كاري

بوتفليقة والحكومة التي تسعى إلى وضع برنامج عمل لتنميتها وتحسين ظروف معيشة سكانها ويحرص على معالجة الاختلالات الإقليمية. وقال نور الدين بدوي، أن العلاقات الجزائرية النيجيرية انبثقت منذ إنشاء اللجنة الحدودية سنة 1997، مشيرا إلى أن تواجد النيجيريين بالجزائر ليس الا لتوطيد العلاقات بين البلدين. وأفاد الوزير، بأن العلاقات الجزائرية النيجيرية واجهت

تنطوي على إشكالية تهتة الإقليم، في تخر التنمية ونقص القواعد الإنتاجية والخدمات يزيد تدفقات الهجرة نحو المدن والمناطق الشمالية. وشدد نور الدين بدوي على ضرورة التوجه نحو تدعيم التنمية الاقتصادية للمناطق الحدودية نحو التنمية الداخلية وتخطي العراقيل التي تعترضها، خاصة وأن المناطق الحدودية تحظى بعناية من قبل رئيس الجمهورية عبد العزيز

قال وزير الداخلية والجماعات المحلية نور الدين بدوي، أن الجزائر تواجه حملة من الانتقادات غير المؤسسة حول تعاملها المهاجرين غير الشرعيين. وأوضح الوزير خلال افتتاحه لأشغال لجنة الحدود الثنائية النيجيرية، أمس، أن هذه الانتقادات لا أساس لها من الصحة وأن الجزائر لم تدخر أي جهد من أجل تقديم يد العون للمهاجرين. وقال وزير الداخلية إلى أن إستفحال ظاهرة الهجرة غير الشرعية «تستوجب على البلدين التعاون والتنسيق لمحاربة شبكات تهريب البشر والمتاجرة، كما يستلزم مكافحة الراديكالية والتطرف العنيف للحد من المخاطر المنجزة عنها..». واعتبر بدوي، أن الحد من الهجرة غير الشرعية يبدأ بتنمية المناطق الحدودية، والتي قال أنها تعاني من تأخر ديناميكية التنمية. وأكد وزير الداخلية والجماعات المحلية على أنه سيتم توجيه دعم كبير للمناطق الحدودية، لأنها

وزير الداخلية والشؤون الدينية النيجيري

«الجزائر رائدة في تسيير شؤون العبادة والوقاية من التطرف»

هي تجربة لا غنى عنها ودولة النيجر أولى بالاستفادة منها» مؤكدا استعداد الجزائر التي «تتقاسم مع النيجر اسلام الوسطية والاعتدال» للتعاون مع هذه الدولة الجارة في التكوين والتأطير في المجال الديني. وبعد أن أشار إلى أن البلدين تعرضا لمحاولة توغل التوجهات الراديكالية أكد الوزير أن «الجزائر ستكون أقوى بجاورة دولة النيجر حينما تكون هذه الأخيرة سليمة من أي محاولات تشدد أو تطرف».

حاليا على اعداد اطار تشريعي لتنظيم وتأطير ممارسة الشعائر الدينية». وأضاف في هذا السياق أنه بالنظر إلى العوامل التاريخية والجغرافية المشتركة بين البلدين «فإن الاسلام الممارس في النيجر هو نفسه الموجود بالجزائر مما يستدعي العمل الثنائي من أجل الحفاظ على هذا العامل الأساسي في الهوية الوطنية لكل البلدين». من جانبه، اعتبر محمد عيسى أن «تجربة الجزائر التي نشأت بعد ميثاق السلم والمصالحة الوطنية

أشاد وزير الدولة وزير الداخلية والأمن العمومي واللامركزية والشؤون العرفية والدينية النيجري، محمد بازوم، بتجربة الجزائر في مجال «تسيير شؤون العبادة والوقاية من التطرف»، معربا عن امه في استفادة بلاده من هذه التجربة. وعقب استقباله من طرف وزير الشؤون الدينية والأوقاف، محمد عيسى، أمس بـالجزائر العاصمة، أكد الوزير النيجيري أن الجزائر «لها تجربة رائدة» في مجال تسيير العبادات والوقاية من التطرف الديني وهو ما يجعلها «نموذجا للنيجر التي تعمل

Retour au sommaire

بدوي يرد بخصوص ترحيل المهاجرين الأفارقة

الجزائر تتعرض لحملة تشويه مقصودة «جل التقارير الصادرة مؤخرا مغلوطة ولا أساس لها من الصحة»

رد وزير الداخلية نور الدين بدوي بالثقل على الجهات التي اتهمت الجزائر بشأن ارتكابها تجاوزات أثناء ترحيلها للمهاجرين الأفارقة وقال إنها تقارير كاذبة ولا أساس لها من الصحة وأكد أن الجزائر تواجه اليوم حملة من الانتقادات اللاذعة حول المهاجرين غير الشرعيين .

رواقي جميلة

أكد بدوي أمس خلال انطلاق أشغال اللجنة الثنائية السادسة الحدودية الجزائرية النيجيرية من نظيره النيجيري، والتي تختتم اليوم بالمركز الدولي للمؤتمرات ، أن ما وجهه للسلطات من تهمة بشأن ارتكابها تجاوزات أثناء ترحيلها للمهاجرين الأفارقة مجرد افتراءات، مشيراً أن الاستقادات التي وجهت للجزائر كاذبة ولا أساس لها من الصحة، مؤكداً أن الجزائر بالعكس بذلت كل مجهوداتها لتقديم يد العون للاجئين والمهاجرين الأفارقة. وأشار الوزير في كلمته أمام عدد كبير من المسؤولين أن الجزائر لم تدخر أي جهد من أجل تقديم يد العون للاجئين والمهاجرين، خاصة وأنها لا تزال واقفة بجانب المهاجرين الأفارقة وستقدم الكثير عن الهجرة الغير شرعية قال بدوي أن استفحالها يستوجب على البلدين التعاون والتنسيق لمحاربة شبكات تهريب البشر وللتجارة بها، كما يستلزم مكافحة

الراديكالية والتطرف العنيف للحد من المخاطر المنجرة عنها، واعتبر الوزير أن الحد من الهجرة غير الشرعية يبدأ بتنمية المناطق الحدودية .

محاولة المساس بالعلاقة الجزائرية النيجيرية باءت بالفشل

هذا وذكر بدوي، أن العلاقة الجزائرية النيجيرية انبثقت منذ إنشاء اللجنة الحدودية سنة 1997 مشيراً خلال انعقاد الدورة 6 لأشغال اللجنة الثنائية الحدودية الجزائرية والنيجيرية، أن تواجد النيجيريين بالجزائر لتوطيد العلاقات، مفيداً بأن العلاقات الجزائرية النيجيرية واجهت العديد من الحاسدين غير أن محاولاتهم باءت بالفشل لأن علاقاتنا التاريخية قوية ومتينة ونتقاسم تحديات مشتركة وتبقى الجزائر وفية لقيم التضامن مع النيجيريين مؤكداً بأن اللقاء هو

دليل على مكانة تواصل الصداقة والأخوة بين الشعوب الذين قدما تضحيات لاستعادة حرياتهم، مفيداً بأنه سيتم العمل سوياً لإعطاء ديناميكية أكبر للتعاون الثنائي والبحث عن السبل الكثيرة للرقى بها، وفي نفس السياق كشف نور الدين بدوي، عن تشكيل فريق من الخبراء، حيث تكون مهمتهم دراسة كل الصعوبات التي تحول عن تحقيق تنمية شاملة للمناطق الحدودية الفاصلة مابين الجزائر والنيجير مؤكداً أنه تم وضع مخطط عمل بغية تنمية المناطق الحدودية المشتركة، بحيث سيكون نقطة فاصلة وتحول لتعاون فعلي والتزام مشترك لتحقيق التنمية وأضاف أن هذا يندرج في إطار الحفاظ وتعزيز أمن البلدين. وللإشارة، فإن أشغال الدورة الـ 6 للجنة الثنائية الحدودية الجزائرية النيجيرية ستختتم اليوم الاثنين من طرف وزير الداخلية بالبلدين، حيث سيتم قراءة البيان الختامي لهذه الدورة.

Retour au sommaire

أشغال اللقاء تختتم اليوم

انطلاق أشغال الدورة الـ 6 للجنة الثنائية الحدودية الجزائرية-النيجيرية بالجزائر

عمل وسيتمخض عن أشغال الدورة إعداد محضر يوقع عليه وزير الداخلية بالبلدين من أجل تنفيذ بنود التعاون المتفق عليها بين الطرفين ويوقع اليوم. وحسب المشاركين في اللقاء، أكدوا أنه ينتظر من هذه الدورة تشخيص الصعوبات التي تعيق تنفيذ قرارات مختلف الدورات السابقة، لا سيما الدورة الأخيرة التي عقدت في نيامي يومي 30 و 31 جويلية 2015 والخروج بحلول مع تعميق التشاور والتنسيق حول قضية الهجرة وتعزيز التعاون الأمني، ويذكر أن اللجنة الثنائية أنشئت طبقا لبروتوكول اتفاق 30 أكتوبر 1997 بالجزائر من أجل تعزيز التعاون على مستوى المدن الحدودية وذلك من خلال ترقية المبادلات، سيما في مجال التعاون الأمني على مستوى الحدود وتنقل الأشخاص والهجرة غير الشرعية والتعاون الاقتصادي بكل أبعاده سيما في ميدان التنمية المستدامة والتعاون الاجتماعي والثقافي.

رزاق، جميلة



من ممثلي المديرية العامة لتهيئة الإقليم وجاذبيته والوكالة الوطنية لتهيئة الإقليم وجاذبيته ونظرائهم النيجيريين، قصد دراسة الجانب المتعلق بتنمية وتهيئة المنطقة الحدودية المشتركة، كما تم إعادة بعث ديناميكية النشاط الاقتصادي على مستوى الشريط الحدودي، بالإضافة إلى تبني برنامج عمل مع مواعيد محددة يتضمن اقتراح محاور تعاون جديدة في شكل خطة

عبد اللطيف رحال. وناقشت اللجنة خلال الاجتماع الذي يدوم يختتم اليوم الإثنين، القضايا المتعلقة بتأمين المناطق الحدودية وتعزيز العلاقات بين الأجهزة الأمنية في البلدين وتعزيز مكافحة الجريمة بجميع أشكالها وتسهيل حركة الأشخاص والسلع ضمن الإطار القانوني ومكافحة الهجرة غير الشرعية. وتم خلال اللقاء انعقاد الدورة السادسة، تنصيب فريق عمل يتشكل

ناقشت اللجنة الثنائية الحدودية الجزائرية-النيجيرية التي تعقد بالجزائر على مدار يومين تحت إشراف وزير الداخلية نور الدين بدوي القضايا المتعلقة بتأمين المناطق الحدودية وتعزيز العلاقات بين الأجهزة الأمنية في البلدين وتعزيز مكافحة الجريمة بجميع أشكالها وتسهيل حركة الأشخاص والسلع ضمن الإطار القانوني ومكافحة الهجرة غير الشرعية. انطلقت صباح أمس أشغال الدورة (الـ) للجنة الثنائية الحدودية الجزائرية-النيجيرية، المخصصة لتعزيز التعاون الأمني والسياسي والاقتصادي على مستوى المناطق الحدودية، وافتتحت الدورة رسميا من طرف كل من وزير الداخلية والجماعات المحلية والتهيئة العمرانية، نور الدين بدوي، ووزير الدولة وزير الداخلية والأمن العمومي واللامركزية والشؤون العرفية والدينية النيجيري بازوم محمد، وذلك بعد لقاء ثنائي جمع بينهما قبل انطلاق الأشغال التي جرت بالمركز الدولي للمؤتمرات

رفض التشكيك في العلاقات الجزائرية النيجرية على خلفية هذا الملف

بدوي: نتعرض لحملة تشويه غير مؤسسة بسبب ملف المهاجرين

• الجزائر تجدد رفضها إقامة مركز لتجميع المهاجرين على أراضيها

قال وزير الداخلية والجماعات المحلية والتهيئة العمرانية، نور الدين بدوي، إن الجزائر تتعرض لحملة تشويه غير مؤسسة عبر ملف المهاجرين غير الشرعيين، وكشف أن الجزائر لن تقبل أي مركز لتجميع المهاجرين على أراضيها، مؤكدا أنها تتعامل مع المهاجرين بشكل يضمن إنسانياتهم وكرامتهم، وطالب في ملف آخر بإعطاء أولوية للمناطق الحدودية في التنمية الاقتصادية من أجل تجنب الاختلالات الإقليمية وإعادة التوازن لها للتصدي لظاهرة الهجرة غير الشرعية، كاشفا عن تشكيل فريق من الخبراء مهمتهم دراسة الصعوبات التي تحول دون تحقيق تنمية شاملة للمناطق الحدودية الفاصلة ما بين الجزائر والنيجر.

إكرام: س

لذا يتعين -يقول الوزير- أن يوجه تدعيم التنمية الاقتصادية للمناطق الحدودية نحو التنمية الداخلية وتخطي العراقيل التي تعترضها خاصة وأن المناطق الحدودية تحظى بعناية من قبل رئيس الجمهورية عبد العزيز بوتفليقة والحكومة التي تسعى إلى وضع برنامج عمل لتنميتها وتحسين ظروف معيشة سكانها ويحرص على معالجة الاختلالات الإقليمية.

وكشف نور الدين بدوي، بالمناسبة، عن تشكيل فريق من الخبراء مهمتهم دراسة الصعوبات التي تحول دون تحقيق تنمية شاملة للمناطق الحدودية الفاصلة ما بين الجزائر والنيجر، وأشار إلى أنه تم وضع مخطط عمل بغية تنمية المناطق الحدودية المشتركة، بحيث سيكون نقطة فاصلة وتحول لتعاون فعلي والتزام مشترك لتحقيق التنمية، مضيفا أن هذا يندرج في إطار الحفاظ وتعزيز أمن البلدين.

التضامن مع النيجريين، مؤكدا بأن اللقاء هو دليل على مكانة تواصل الصداقة والأخوة بين الشعبين اللذين قدما تضحيات لاستعادة حريتهما.

وطالب الوزير بإعطاء أولوية للمناطق الحدودية في التنمية الاقتصادية من أجل تجنب الاختلالات الإقليمية وإعادة التوازن لها للتصدي لظاهرة الهجرة غير الشرعية.

وأكد وزير الداخلية على ضرورة دراسة كل الصعوبات التي تحول دون تطبيق المتفق عليه سنة 2016 بين ولاية المناطق الحدودية للجزائر والنيجر عن طريق الاستعانة بالخبراء في هذا المجال من أجل تنمية المنطقة الحدودية المشتركة.

وأضاف الوزير أنه سيتم توجيه دعم كبير للمناطق الحدودية، لأنها تنطوي على إشكالية تهيئة الإقليم. فتأخر التنمية ونقص القواعد الإنتاجية والخدمات يزيد تدفقات الهجرة نحو المدن والمناطق الشمالية.



نور الدين بدوي، وفي كلمة له لدى انطلاق أشغال اللجنة الثنائية السادسة الحدودية الجزائرية النيجرية مع نظيره محمد بازوم، وزير الداخلية والأمن العمومي لجمهورية النيجر، قال إن الجزائر تتعرض لحملة تشويه غير مؤسسة عبر ملف المهاجرين غير الشرعيين، وأوضح إن استفحال ظاهرة الهجرة غير الشرعية يتطلب أن تكون الجزائر والنيجر ملزمين بتوطيد التعاون الثنائي لمكافحتها ومحاربة الشبكات الإجرامية التي ترتبط بها، وأن استفحال الظاهرة أصبح أمرا مقلقا، حيث قال "يجب تكثيف العمليات بجهودنا لمواجهة شبكات تهريب البشر والمتاجرة بها وأيضا محاربة الراديكالية والتطرف العنيف".

وأضاف ذات المسؤول الحكومي يقول أن "بلادنا التي دأبت على التصدي لظاهرة الهجرة غير الشرعية وتوقي المخاطر المنجرة عنها تجد نفسها اليوم تواجه حملة من

الانتقادات غير البناءة والتي لا أساس لها من الصحة، فالجزائر طالما وقفت مع المهاجرين الأفارقة ولم تؤخر أي جهد لتقديم يد العون لهم".

كما أكد بدوي أن العلاقات الأخوية بين الجزائر والنيجر واجهت الكثير من الحاسدين الرامين إلى التشكيك في مصداقيتها، وأن محاولاتهم باءت وستبوء دائما بالفشل، "لأن علاقاتنا التاريخية قوية"، يقول بدوي، مشددا على أن الجزائر ستبقى دائما متضامنة ومتأزرة مع إخوانها النيجريين.

ورفض المتحدث التشكيك في العلاقات الجزائرية النيجرية على خلفية هذه القضية، مؤكدا أن البلدين ملزمان بالتعاون الثنائي من أجل تجنب الهجرة غير الشرعية ومكافحة الاتجار بالبشر الذي أصبح ظاهرة تؤرق الكثير من الدول الإفريقية.

وأفاد الوزير بأن العلاقة الجزائرية النيجرية انبثقت منذ إنشاء اللجنة الحدودية سنة 1997، وبأن علاقاتنا التاريخية قوية ومتينة ونتقاسم تحديات مشتركة وتبقى الجزائر وفية لشيم

[Retour au sommaire](#)

بدوي يؤكد أن الحكومة في "حرب" ضد شبكات دولية لتهريب البشر

"الجزائر تتعرض لحملة تشويه منظمة حول ملف الهجرة"

بهاء الدين م



أكد وزير الداخلية والجماعات المحلية والتهيئة العمرانية، نور الدين بدوي، أن الحكومة تخوض حربا لوحدها ضد شبكات دولية لتهريب البشر، مشيرا إلى أن الظاهرة أصبحت مقلقة وتهدد الأمن الوطني. وأفاد بدوي، أن "الجزائر تتعرض حاليا لحملة تشويه منظمة حول ملف المهاجرين الأفارقة، حيث تواجه انتقادات لا أساس لها من الصحة".

وأوضح بدوي، في كلمة له خلال افتتاح أشغال الدورة (6) للجنة الثانية الحدودية الجزائرية-النيجيرية، بالمركز الدولي للمؤتمرات، عبد اللطيف رحال، أن "الجزائر التي دأبت على التصدي لظاهرة الهجرة غير الشرعية وتوخي المخاطر المنجرة عنها، تجد نفسها اليوم تواجه حملة دولية من الانتقادات غير البناء والتي لا أساس لها من الصحة"، مؤكدا أن الجزائر "لطالما وقفت إلى جانب المهاجرين الأفارقة ولم تدخر أي جهد، لاسيما على المستوى الإنساني لتقديم يد العون لهم". وفي السياق ذاته، اعتبر وزير الداخلية، أنه بالنظر لـ "استفحال ظاهر الهجرة غير الشرعية، فإن البلدين ملزمان بتوطيد التعاون الثنائي لمكافحتها ومكافحة الشبكات الإجرامية التي ترتبط بها"، مضيفا أن "استفحال هذه الظاهرة بشكل كبير وملحوظ أصبح أمرا مقلقا، يتوجب المزيد

تحظى بها هذه المناطق من قبل رئيس الجمهورية والحكومة التي "تسعى جاهدة إلى وضع برنامج عمل خاص بتنميتها وتحسين ظروف معيشة سكانها مع الحرص على معالجة الاختلالات الإقليمية". وفي هذا الإطار، دعا وزير الداخلية إلى "تثمين أثر الحدود بشكل أمثل ودراسة إمكانية تطوير علاقات أكثر صلابة وأكثر تنوعا ما بين الحدود، وذلك في إطار إنماء التكامل العابر للحدود"، مؤكدا أن الجزائر "تواصل اتخاذ مبادرات فعلية على الصعيد الإفريقي والمغاربي، سعيها منها إلى جعل هذه الفضاءات الحدودية مصدرا للموارد". ولدى تطرقه للدورة السادسة، أكد السيد بدوي أنها "فرصة مناسبة للعمل على تقييم شامل لمدى التقدم في تنفيذ التوصيات المتفق عليها في الدورة السابقة، وتوسيع أساق التعاون الحدودي"، وطلب من خبراء الوفدين "دراسة الصعوبات التي تحول دون تجسيد ما تم الاتفاق عليه، وكذا وضع مخطط عمل هادف وواضح وقابل للتجسيد بغرض تأمين وتنمية المنطقة الحدودية المشتركة". وأعلن وزير الداخلية، عن إنشاء فريق عمل خلال هذه الدورة، يتكفل الفريق الأول بالمسائل الأمنية، يترأسه والي ولاية تمنراست، أما الفريق الثاني فيتكفل بتقديم اقتراحات عملية حول المسائل التنموية على مستوى الشريط الحدودي.

الأركان العملياتية المشتركة". وأكد أن الجزائر تولي "اهتمام خاصا" لأمن وتنمية المناطق الحدودية المشتركة، على اعتبار أن التحديات والتهديدات على مستوى هذه المناطق، على غرار "الإرهاب والجريمة المنظمة العابرة للأوطان والهجرة غير الشرعية، تفرض علينا توحيدا محكما لجهودنا من أجل إعطاء ديناميكية قوية لآليات التعاون القائمة بين البلدين"، مضيفا أن "تعزيز التعاون الحدودي هو السبيل الأنجع للاستجابة للتحدي المزدوج "الأمن والتنمية". وأكد السيد بدوي أهمية "توجيه تدعيم التنمية الاقتصادية للمناطق الحدودية صوب هيكلية قدراتها التنموية الداخلية وتخطي العراقيل الهيكلية التي تعترضها"، منوها بالـ"العناية الخاصة" التي

من التنسيق وتكثيف الجهود لمحاربة شبكات تهريب البشر والمتاجرة بهم، وكذا مكافحة الراديكالية والتطرف العنيف". وفي حديثه عن العلاقات الثنائية الجزائرية النيجيرية، قال الوزير إن هذه العلاقات "إستراتيجية ومهمة وتاريخية" ولطالما واجهت "الكثير من الحاسدين الراميين إلى التشكيك في مصداقيتها"، مؤكدا أن "محاولاتهم بآراء وسببوا بالفشل"، وأن الجزائر "ستبقى دائما وفيه لقيم التضامن والتآزر مع الإخوان النيجيريين". وأوضح وزير الداخلية، أن انعقاد الدورة السادسة للجنة الثنائية الحدودية "يتزامن مع استمرار تردي الوضعية الأمنية في منطقة الساحل بأكملها، مما يدعو إلى تكثيف التنسيق الأمني بين بلدان الساحل في إطار لجنة

Retour au sommaire

اعتبر بأن الظاهرة أصبحت مقلقة، بدوي:

"الجزائر لن تقبل بمراكز للمهاجرين غير الشرعيين"

● "الحد من الهجرة غير الشرعية يبدأ بتنمية الحدود"



أكد وزير الداخلية والجماعات المحلية وتهيئة الإقليم، نور الدين بدوي أمس بالجزائر العاصمة، أن الجزائر لن تقبل بفتح مراكز للمهاجرين غير الشرعيين.

عبد العالي خ

● وجه بدوي رسالة قوية إلى أوروبا، خلال افتتاحه لأشغال لجنة الحدود الشنائية التيجرية قائلا "أعتقد أننا كنا واضحين كفاية"، مؤكدا أن موقف الحكومة "واضح" بشأن مسألة الهجرة. وأضاف "تسخر الكثير من الوسائل ونتخذ العديد من الإجراءات ضمن إطار إنساني مطابق للقيم العالية والدولية". واعتبر وزير الداخلية، بأن "ظاهرة الهجرة غير الشرعية أصبحت أمرا مقلقا"، وأن "الحد منها يبدأ بتنمية المناطق الحدودية".

وأشار بدوي في موضوع الهجرة غير الشرعية، إلى "أن المناطق الحدودية تعاني من تأخر ديناميكية التنمية، وأن تدفقات الهجرة نحو المدن سببت اختلالات بين الأقاليم". وذكر أنه "سيتم توجيه دعم كبير

نور الدين بدوي

الجزائر أي مركز لتجميع المهاجرين، في حين أنها تتعامل مع المهاجرين بشكل يضمن إنسانيتهم وكرامتهم". وقال بدوي إن الجزائر "التي دأبت على التصدي لظاهرة الهجرة غير الشرعية وتوقي المخاطر المنجزة عندها، تجد نفسها اليوم تواجه حملة من الانتقادات غير البناءة، والتي لا أساس لها من الصحة"، مضيفا بأن الجزائر "طالما وقفت مع المهاجرين الأفارقة ولم تتأخر لتقديم يد العون لهم".

والتنسيق لمحاربة شبكات تهريب البشر والاتجار، كما يستلزم مكافحة الراديكالية والتطرف العنيف للحد من المخاطر المنجزة عنها". وأضاف "يجب تكثيف العمليات بجهودنا لمواجهة شبكات تهريب البشر والاتجار بها، وأيضا محاربة الراديكالية والتطرف العنيف". وجمع بدوي موقف الجزائر الرافض لأي مركز لتجميع المهاجرين على أراضي، مؤكدا أنه في "الوقت الراهن ترفض

للمناطق الحدودية، لأنها تنطوي على إشكالية تهته الإقليم، فتأخر التنمية ونقص القواعد الإنتاجية والخدمات يزيد تدفقات الهجرة نحو المدن والمناطق الشمالية". ليضيف "يتعين أن يوجه تدعيم التنمية الاقتصادية للمناطق الحدودية نحو التنمية الداخلية وتخطي العراقيل التي تعترضها". واعتبر بدوي بأن استفحال ظاهرة الهجرة غير الشرعية "يستوجب على البلديات (الجزائر والنيجس) التعاون

انطلاق أشغال الدورة الـ 6 للجنة الثنائية الحدودية الجزائرية-النيجيرية

انطلقت أمس الأحد بالجزائر العاصمة، أشغال الدورة الـ 6 للجنة الثنائية الحدودية الجزائرية-النيجيرية، المخصصة لتعزيز التعاون الأمني والسياسي والاقتصادي على مستوى المناطق الحدودية.

والثقافي.

وقد أفضت أشغال الدورة الخامسة إلى وضع آليات تنفيذ التوصيات المبثقة عن مختلف الدورات من بينها لجنة "المتابعة"، وتعلق الأمر بتعزيز الأعمال المشتركة من أجل الحد من ظاهرة الهجرة غير الشرعية وحماية الحدود وتعزيز وسائل مكافحة التهريب وانعدام الأمن والاستغلال العقلاني للفضاء وتنظيم دوريات متزامنة ومنسقة على مستوى الحدود المشتركة مع نقاط التقاء لتبادل المعلومات.

كما تعلق الأمر بتكثيف تبادل المستخدمين بين مسؤولي المناطق والولايات الحدودية وتفعيل التعاون اللامركزي بين الجماعات المحلية للمناطق الحدودية سيما من خلال زيارات مختلف المسؤولين.

وبالنسبة للسلطات الجزائرية تشكل المنطقة الحدودية بين البلدين "جسرا لترقية الصداقة والأخوة والتعاون والتكامل لكنها تواجه قيود أمنية متعددة تعود أساسا إلى تواجدها مجموعات إرهابية تتغذى على الأفاع المرتبطة بها منها بالخصوص الاتجار بالمخدرات".



طبقا لبروتوكول اتفاق 30 أكتوبر 1997 بالجزائر من أجل تعزيز التعاون على مستوى المدن الحدودية وذلك من خلال ترقية المبادلات، سيما في مجال التعاون الأمني على مستوى الحدود وتنقل الأشخاص والهجرة غير الشرعية والتعاون الاقتصادي بكل أبعاده سيما في ميدان التنمية المستدامة والتعاون الاجتماعي

بين الطرفين. وينتظر من هذه الدورة تشخيص الصعوبات التي تعيق تنفيذ قرارات مختلف الدورات السابقة، لا سيما الدورة الأخيرة التي عقدت في نيامي يومي 30 و31 يوليو 2015 والخروج بحلول مع تعميق التشاور والتنسيق حول قضية الهجرة وتعزيز التعاون الأمني. يذكر أن اللجنة الثنائية أنشئت

كما ستم إعادة بحث ديناميكية النشاط الاقتصادي على مستوى الشريط الحدودي. بالإضافة إلى تبني برنامج عمل مع مواعيد محددة يتضمن اقتراح محاور تعاون جديدة في شكل خطة عمل. وستتكلل أشغال الدورة بإعداد محضر يوقع عليه وزيري الداخلية بالبلدين من أجل تنفيذ بنود التعاون المتفق عليها

وقد افتتحت الدورة رسميا من طرف كل من وزير الداخلية والجماعات المحلية والتهيئة العمرانية نور الدين بدوي ووزير الدولة وزير الداخلية والأمن العمومي واللامركزية والشؤون العرفية والدينية النيجيري بازوم محمد وذلك بعد لقاء ثنائي جمع بينهما قبل انطلاق الأشغال التي تجري بالمركز الدولي للمؤتمرات عبد اللطيف رحال. وتناقش اللجنة خلال الاجتماع الذي يدوم يومين، القضايا المتعلقة بتأمين المناطق الحدودية وتعزيز العلاقات بين الأجهزة الأمنية في البلدين وتعزيز مكافحة الجريمة بجميع أشكالها وتسهيل حركة الأشخاص والسلع ضمن الإطار القانوني ومكافحة الهجرة غير الشرعية.

وسيشتم بمناسبة انعقاد الدورة السادسة تنصيب فريق عمل يتشكل من ممثلي المديرية العامة لتهيئة الإقليم وجانبيته والوكالة الوطنية لتهيئة الإقليم وجانبيته ونظرانهم النيجيريين، قصد دراسة الجانب المتعلق بتنمية وتهيئة المنطقة الحدودية المشتركة.

تحاول التشكيك في العلاقات الجزائرية النيجيرية

الجزائر تتعرض لحملة تشويه بسبب الهجرة

الهجرة غير الشرعية ومكافحة الاتجار بالبشر الذي أصبح ظاهرة تارق الكثير من الدول الإفريقية. وأكد وزير الداخلية على ضرورة دراسة كل الصعوبات التي تحول دون تطبيق المتفق عليه سنة 2016 بين ولاية المناطق الحدودية للجزائر والنيجر عن طريق الاستعانة بالخبراء في هذا المجال من أجل تنمية المنطقة الحدودية المشتركة.

وأوضح وزير الداخلية والجماعات المحلية أن تدفقات الهجرة نحو المدن سببت اختلالات بين الأقاليم.



البلدين ملزمين بالتعاون الشان، من أجل تجنب

غير الشرعية. وأوضح ذات المصدر أن

الإقليمية وإعادة التوازن لها للتصدي لظاهرة الهجرة

في التنمية الاقتصادية من أجل تجنب الاختلالات

أكد وزير الداخلية والجماعات المحلية والتهيئة العمرانية نور الدين بدوي، أن الجزائر تتعرض لحملة تشويه غير مؤسسة من خلال ملف المهاجرين غير الشرعيين، رافضا التشكيك في العلاقات الجزائرية النيجيرية على خلفية هذه القضية.

وطالب بدوي أمس الأحد خلال انطلاق أشغال اللجنة الثنائية السادسة الحدودية الجزائرية النيجيرية من نظيره النيجيري إعطاء الأولوية للمناطق الحدودية

بدوي يعتبر أن تأخرها يفاقم الهجرة

تنمية المناطق الحدودية أنجع السبل لتحقيق الأمن والتنمية

الجزائر تواجه انتقادات غير بناءة حول ملف المهاجرين الأفارقة

قال وزير الداخلية والجماعات المحلية، نور الدين بدوي، أمس، إن المناطق الحدودية تعاني من تأخر ديناميكية التنمية ونقص القواعد الإنتاجية والخدمات والمرافق، وأكد على ضرورة تحقيق أمن وتنمية المناطق الحدودية المشتركة مع النيجر، في ظل أزمة الهجرة غير الشرعية التي باتت مصدرا للقلق، معتبرا أن الانتقادات التي تتعرض لها الجزائر فيما يخص هذه الأخيرة لا أساس لها من الصحة.

■ زين. ز

الأخيرة وتوخي المخاطر المنجرة عنها، تجد نفسها اليوم تواجه حملة من الانتقادات غير البناءة والتي لا أساس لها من الصحة، مشيرا إلى أنها لطالما وقفت الى جانب المهاجرين الأفارقة ولم تدخل أي جهد لا سيما على المستوى الإنساني، لتقديم يد العون لهم، وأوضح أنه بالنظر الى استفحال هذه الظاهرة، فإن الجزائر والنيجر ملزمان بتوطيد التعاون الثنائي لمكافحتها والشبكات الإجرامية التي ترتبط بها، وكذا مكافحة الرابيكالية والتطرف العنيف. وخلص وزير الداخلية إلى أن تعزيز التعاون الحدودي هو السبيل الأنجع للاستجابة للتحدي المزدوج «الأمن والتنمية»، لا سيما من خلال تمكين سكان المناطق الحدودية وخاصة الشباب من التطلع الى مستقبل أفضل.

وأكد المسؤول الأول عن قطاع الداخلية على أن الجزائر تحرص على معالجة الاختلالات التي تنسم بها هذه المناطق والتخفيف من حدة التوجهات أو حتى القضاء عليها وصياغة حلول لإعادة التوازن، حسب، سواء كان ذلك في إطار وطني أو عبر وضع سياسات للتنهية بالتنسيق مع البلدان الجنوبية، وأرفف أن هذا يستدعي تأمين أثر الحدود بشكل أمثل ودراسة إمكانية تطوير علاقات أكثر صلابة وتنوعا في إطار انماء التكامل العابر للحدود وفي هذا السياق يضيف بدوي أن الجزائر تواصل اتخاذ مبادرات فعلية على الصعيد المغربي والأفريقي سعيا منها الى جعل الفضاءات الحدودية مصدرا للموارد. لدى تطرقه لملف الهجرة غير الشرعية، قال إن الجزائر التي دأبت على التصدي لهذه

أوضح بدوي أن تأخر ديناميكية التنمية في المناطق الحدودية يزيد من تدفقات الهجرة نحو المدن والمناطق الشمالية للوطن وتفاقم الاختلالات بين الأقاليم، ودعا في كلمته خلال انطلاق أشغال الدورة 6 للجنة الثنائية الحدودية الجزائرية-النيجيرية بقصر المؤتمرات، لتوجيه تدعيم التنمية الاقتصادية للمناطق الحدودية أساسا، مضيفا أن الجزائر تولي أهمية لأمن وتنمية المناطق الحدودية المشتركة، باعتبار أنها تتقاسم 950 كلم من الحدود البرية مع النيجر، إذ أن التحديات والتهديدات على مستوى هذه الأخيرة تفرض توحيدا محكما للجهود من أجل إعطاء ديناميكية قوية لآليات التعاون القائمة بين البلدين.

بدوي: الجزائر لن تقبل بفتح مراكز للمهاجرين غير الشرعيين

■ بازوم: نتمن التعاون النيجري-الجزائري

قال وزير الداخلية والجماعات المحلية والتهيئة العمرانية، نور الدين بدوي، أن الجزائر ترفض تماما فتح مراكز للمهاجرين غير الشرعيين على أراضيها، مؤكدا أن البلاد تتعرض لانتقادات لا أساس لها من الصحة عن طريق ملف الهجرة، وهو ما اعتبره «حملة تشويه غير مؤسسة»، في حين دعا حكومة النيجر إلى الاستثمار في المناطق الحدودية لمواجهة الأخطار الأمنية التي تهدد الساحل.

صوب هيكلة قدراتها التتبعية الداخلية وتخطي العراقيل الهيكلية التي تعترضها، وطلب من خبراء الوافدين دراسة الصعوبات التي تحول دون تجسيد ما تم الاتفاق عليه، وكذا وضع مخطط عمل هادف وواضح وقابل للتجسيد بغرض تأمين وتنمية المنطقة الحدودية المشتركة.

في هذا الإطار أعلن عن إنشاء فريق عمل خلال هذه الدورة، يتكفل الفريق الأول بالمسائل الأمنية يترأسه والي ولاية تمنراست، أما الفريق الثاني فيتكفل بتقديم اقتراحات عملية حول المسائل التتبعية على مستوى الشريط الحدودي لتنفيذ المخطط المتفق عليها.

التحديات بمنطقة الساحل تستدعي تنسيقا أمنيا

من جهته عبر وزير الدولة وزير الداخلية النيجري محمد بازوم عن ارتياحه لمستوى تقدم العلاقات الثنائية بين بلاده والجزائر سيما ما تعلق بالجانب الأمني والسياسي الذي يحتاج إلى دعم أكبر في هذه الأونة نظرا لتعدد التحديات الأمنية وفي مقدمتها ملف الهجرة غير الشرعية، وأكد الوزير أن توصيات اللجنة الخامسة الحدودية تم تنفيذها من خلال التشاور الثنائي وفي إطار يؤكد عمق العلاقة بين الجزائر والنيجر.

وأبدى وزير الداخلية النيجري محمد بازوم رغبة بلاده الكبيرة في تعميق التعاون الاقتصادي من خلال تعزيز الاستثمار في المناطق الحدودية لمواجهة الأخطار التي تهدد منطقة الساحل على غرار الإرهاب والاتجار بالبشر وظاهرة الهجرة غير الشرعية، وتجارة المخدرات وتهريب الأسلحة، قائلا: «أن ذلك كله يستدعي رفع مستوى التنسيق والعمل لتحقيق نتائج إيجابية وفعالة لكلا البلدين».

تجدر الإشارة إلى أن اللجنة السادسة الحدودية الجزائرية النيجرية تختتم اليوم أشغالها بإصدار بيان ختامي بإشراف وزيري داخلية البلدين.

أجل تنمية المنطقة الحدودية المشتركة وتعزيز الاستثمار لمواجهة التهديدات العديدة التي تلقي بثقلها على أمن منطقتنا.

انشغال الجزائر عميق لضعف التنمية الاقتصادية في منطقة الساحل

وعبر بدوي عن انشغال الجزائر العميق لضعف التنمية الاقتصادية في منطقة الساحل، الأمر الذي يتطلب حسب رفع مستوى التعاون مع دولة النيجر الشقيقة لمواجهة التحديات الخطيرة والتي تتعاظم بشكل كبير في الأونة الأخيرة ما يهدد المنطقة ويؤدي إلى تفاقم ظاهرة الهجرة غير الشرعية وتهريب المخدرات والبشر، وكذلك الإرهاب الذي يعتبر أحد أكبر التحديات في المنطقة.

واعتبر وزير الداخلية أن الانتشار الرهيب لظاهرة الهجرة غير الشرعية تدعو البلدين إلى توطيد التعاون الثنائي لمكافحتها ومكافحة الشبكات الإجرامية التي ترتبط بها، معربا عن قلقه العميق من أن أصبح أمرا مقلقا، يتوجب المزيد من التنسيق وتكثيف الجهود لمحاربة شبكات تهريب البشر والمتاجرة بهم، وكذا مكافحة الراديكالية والتطرف العنيف.

وفي حديثه عن العلاقات الثنائية الجزائرية النيجرية، قال الوزير إن هذه العلاقات «استراتيجية ومهمة وتاريخية»

ولمალما واجهت «الكثير من الحاسدين الرامين إلى التشكيك في مصداقيتها»، مؤكدا أن «محاولاتهم باءت وستبوء بالفشل»، وأن الجزائر «ستبقى دائما وفية لشيم التضامن والتآزر مع الإخوان النيجريين».

ودعا بدوي نظيره النيجري إلى تكثيف التنسيق الأمني بين بلدان الساحل في إطار لجنة الأركان العملياتية المشتركة، وأكد أن الجزائر تولي اهتماما خاصا لأمن وتنمية المناطق الحدودية

أوضح بدوي أن الجزائر عبرت عن رفضها فتح مراكز للمهاجرين غير الشرعيين على ترابها، مشير إلى أن موقف الجزائر معروف، حيث سبق لوزير الشؤون الخارجية التعبير عنه مؤكدا أن موقف الحكومة واضح تماما بشأن مسألة الهجرة غير الشرعية وليس هناك أي توضيحات يمكن الحديث عنها حول الملف.

وأكد بدوي في تصريح للصحافة، أمس، على هامش أشغال الدورة السادسة للجنة الحدود الثنائية الجزائرية-النيجرية بالمركز الدولي للمؤتمرات عبد اللطيف رحال بالعاصمة أننا نسخر الكثير من الوسائل و نتخذ العديد من الإجراءات ضمن إطار إنساني مطابق للقيم العالمية و الدولية ويتم ذلك بكل إرادة سياسية للدولة.

في سياق التعاون حول ملف الهجرة وغيرها من الملفات التي تهدد منطقة الساحل طالب بدوي من نظيره النيجري وزير الدولة وزير الداخلية إعطاء الأولوية للمناطق الحدودية في التنمية الاقتصادية من أجل تجنب الاختلالات الإقليمية وإعادة التوازن لها للتصدي لظاهرة الهجرة غير الشرعية، مؤكدا أن التنمية تكاد تكون منعدمة في المناطق الحدودية الأمر الذي من شأنه تهديد الأمن في المنطقة ويزيد من تردي الأوضاع الإنسانية.

وأوضح بدوي أن البلدان ملزمان بالتعاون الثنائي من أجل تجنب الهجرة غير الشرعية ومكافحة الاتجار بالبشر الذي أصبح ظاهرة تؤرق الكثير من الدول الإفريقية، مؤكدا على ضرورة دراسة كل الصعوبات التي تحول دون تطبيق ما اتفق عليه خلال اللجنة الخامسة، إضافة إلى الاتفاقيات الثنائية بين ولاء المناطق الحدودية للجزائر والنيجر عن طريق الاستعانة بالخبراء في هذا المجال من

مخصصة لتعزيز التعاون الأمني والسياسي والاقتصادي -انطلاق الدورة ٦٦ للجنة الثنائية الحدودية الجزائرية- النيجيرية بالعاصمة

يذكر أن اللجنة الثنائية أنشئت طبقا لبروتوكول اتفاق 30 أكتوبر 1997 بالجزائر من أجل تعزيز التعاون على مستوى المدن الحدودية وذلك من خلال ترقية المبادلات سيما في مجال التعاون الأمني على مستوى الحدود وتنقل الأشخاص والهجرة غير الشرعية والتعاون الاقتصادي بكل أبعاده سيما في ميدان التنمية المستدامة والتعاون الاجتماعي والثقافي.

وقد أفضت أشغال الدورة الخامسة إلى وضع آليات تنفيذ التوصيات المنبثقة عن مختلف الدورات من بينها لجنة «المتابعة»، وتعلق الأمر بتعزيز الأعمال المشتركة من أجل الحد من ظاهرة الهجرة غير الشرعية وحماية الحدود وتعزيز وسائل مكافحة التهريب وانعدام الأمن والاستغلال العقلائي للفضاء وتنظيم دوريات متزامنة ومنسقة على مستوى الحدود المشتركة مع نقاط التقاء لتبادل المعلومات.

محمد. ب

وسيتيم بمناسبة هذه الدورة تنصيب فريق عمل يتشكل من ممثلي المديرية العامة لتهيئة الإقليم وجاذبيته والوكالة الوطنية لتهيئة الإقليم وجاذبيته ونظرائهم النيجريين، قصد دراسة الجانب المتعلق بتنمية وتهيئة المنطقة الحدودية المشتركة، كما سيتم إعادة بحث ديناميكية النشاط الاقتصادي على مستوى الشريط الحدودي بالإضافة إلى تبني برنامج عمل مع مواعيد محددة يتضمن اقتراح محاور تعاون جديدة في شكل خطة عمل.

وستتكلل أشغال الدورة بإعداد محضر يوقع عليه وزير الداخلية للبلدين من أجل تنفيذ بنود التعاون المتفق عليها بين الطرفين.

وينتظر من هذه الدورة تشخيص الصعوبات التي تعيق تنفيذ قرارات مختلف الدورات السابقة لا سيما الدورة الأخيرة التي عقدت في نيامي يومي 30 و31 يوليو 2015 والخروج بحلول مع تعميق التشاور والتنسيق حول قضية الهجرة وتعزيز التعاون الأمني.

انطلقت أمس الأحد بالجزائر العاصمة، أشغال الدورة 66 للجنة الثنائية الحدودية الجزائرية-النيجيرية، المخصصة لتعزيز التعاون الأمني والسياسي والاقتصادي على مستوى المناطق الحدودية.

وافتح الدورة رسميا من طرف كل من وزير الداخلية والجماعات المحلية والتهيئة العمرانية نور الدين بدوي ووزير الدولة وزير الداخلية والأمن العمومي واللامركزية والشؤون العرفية والدينية النيجري بازوم محمد، وذلك بعد لقاء ثنائي جمع بينهما قبل انطلاق الأشغال التي تجري بالمركز الدولي للمؤتمرات عبد اللطيف رحال.

وتناقش اللجنة خلال الاجتماع الذي يدوم يومين، القضايا المتعلقة بتأمين المناطق الحدودية وتعزيز العلاقات بين الأجهزة الأمنية في البلدين وتعزيز مكافحة الجريمة بجميع أشكالها وتسهيل حركة الأشخاص والسلع ضمن الإطار القانوني ومكافحة الهجرة غير الشرعية.

بخصوص ظاهرة الهجرة غير الشرعية بدوي: «الجزائر تواجه حملة انتقادات لا أساس لها من الصحة»

محمد ب

أكد وزير الداخلية والجماعات المحلية والتهيئة العمرانية نور الدين بدوي، أمس الأحد بالجزائر العاصمة، أن الجزائر التي «دلت على التصدي لظاهرة الهجرة غير الشرعية، تواجه حملة من الانتقادات التي لا أساس لها من الصحة».

وقال السيد بدوي في كلمة له خلال افتتاح أشغال الدورة الـ 6 للجنة الثنائية الحدودية الجزائرية-النيجيرية بالمركز الدولي للمؤتمرات عبد اللطيف رحال، أن «الجزائر التي دلت على التصدي لظاهرة الهجرة غير الشرعية وتوخي المخاطر المنجرة عنها، تجد نفسها اليوم تواجه حملة من الانتقادات غير البناءة والتي لا أساس لها من الصحة»، مؤكدا أن الجزائر «لطالما وقفت في جانب المهاجرين الأفارقة ولم تدخر في جهد لا سيما على المستوى الإنساني لتقديم يد العون لهم». وفي ذات السياق، اعتبر وزير الداخلية أنه بالنظر لـ «استفحال ظاهري الهجرة غير الشرعية في البلدان ملزمان بتوطيد التعاون الثنائي لمكافحة ومكافحة الشبكات الإجرامية التي ترتبط بها»، مضيفا أن «استفحال هذه الظاهرة بشكل كبير وملحوظ أصبح أمرا مقلقا، يتوجب المزيد من التنسيق وتكثيف الجهود غارية شبكات تهريب البشر والمتاجرة بهم، وكذا مكافحة الراديكالية والتطرف العنيف».

وفي حديثه عن العلاقات الثنائية الجزائرية-النيجيرية، قال الوزير أن هذه العلاقات «استراتيجية ومهمة وتاريخية» ولطالما واجهت «الكثير من الحاسدين الرامين إلى التشكيك في

علاقات أكثر صلابة وأكثر تنوعا ما بين الحدود وذلك في إطار إبقاء التكامل العابر للحدود»، مؤكدا أن الجزائر «تواصل اتخاذ مبادرات فعلية على الصعيد الإفريقي والمغاربي سعيا منها إلى جعل هذه الفضاءات الحدودية مصدرا للموارد». ولدى تطرقه للدورة السادسة، أكد السيد بدوي أنها «فرصة مناسبة للعمل على تقييم شامل لمدى التقدم في تنفيذ التوصيات المتفق عليها في الدورة السابقة وتوسيع آفاق التعاون الحدودي»، وطلب من خبراء الوفدين «دراسة الصعوبات التي تحول دون تجسيد ما تم الاتفاق عليه، وكذا وضع مخطط عمل هادف وواضح وقابل للتجسيد بغرض تأمين وتنمية المنطقة الحدودية المشتركة». وأعلن وزير الداخلية عن إنشاء فريقين عمل خلال هذه الدورة، يتكفل الفريق الأول بالمسائل الأمنية يرأسه والي ولاية تمنراست، أما الفريق الثاني فيتكفل بتقديم اقتراحات عملية حول المسائل التنموية على مستوى الشريط الحدودي.

وفي ندوة صحفية مشتركة على هامش الاجتماع، كشف وزير الداخلية والجماعات المحلية والتهيئة العمرانية عن «آليات جديدة تم الاتفاق عليها لضمان مواصلة جهود اللجنة والحرص على أن تكون النتائج إيجابية في المستقبل». للإشارة، فإن أشغال الدورة الـ 6 للجنة الثنائية الحدودية الجزائرية-النيجيرية، ستختتم اليوم الاثنين من طرف وزير الداخلية بالبلدين، حيث ستم قراءة البيان الختامي لهذه الدورة.

مصادقتها»، مؤكدا أن «محاولاتهم باءت وستبوء بالفشل»، وأن الجزائر «سبقى دائما وفيه لشمس التضامن والتآزر مع الإخوان النيجريين». وأوضح وزير الداخلية، أن انعقاد الدورة السادسة للجنة الثنائية الحدودية، «يتزامن مع استمرار تردي الوضعية الأمنية في منطقة الساحل بأكملها، مما يدعو إلى تكثيف التنسيق الأمني بين بلدان الساحل في إطار لجنة الأركان العملياتية المشتركة». وأكد أن الجزائر تولي «اهتمام خاصا» لأمن وتنمية المناطق الحدودية المشتركة، على اعتبار أن التحديات والتهديدات على مستوى هذه المناطق، على غرار «الإرهاب والجريمة المنظمة العابرة للأوطان والهجرة غير الشرعية، تفرض علينا توحيدا محكما لجهودنا من أجل إعطاء ديناميكية قوية لآليات التعاون القائمة بين البلدين»، مضيفا أن «تعزيز التعاون الحدودي هو السبيل الأمثل للاستجابة للتحدي المزدوج «الأمن والتنمية».

وأكد السيد بدوي أهمية «توجيه تدعيم التنمية الاقتصادية للمناطق الحدودية، صوب هيكلة قدراتها التنموية الداخلية وتخطي العراقيل الهيكلية التي تعترضها»، منوها بال«العناية الخاصة» التي تحظى بها هذه المناطق من قبل رئيس الجمهورية والحكومة التي «تسعى جاهدة إلى وضع برنامج عمل خاص بتنميتها وتحسين ظروف معيشة سكانها مع الحرص على معالجة الاختلالات الإقليمية».

وفي هذا الإطار، دعا وزير الداخلية إلى «تأمين ثمر الحدود بشكل قتل ودراسة إمكانية تطوير

تواجهها نفس المشاكل التي تشهدها القارة الأوروبية الجزائر «لن تقبل» بفتح مراكز للمهاجرين غير الشرعيين

تفتح الجزائر لة منطقة احتجاز» موضحا في ذات الصدد أن الجزائر تواجهها نفس المشاكل التي تشهدها القارة الأوروبية. وكان رئيس الدبلوماسية الجزائرية قد أوضح أنه «من المستبعد أن تفتح الجزائر لة منطقة احتجاز حيث تواجهها نفس المشاكل، كما أننا نقوم بعمليات ترحيل لكننا نقوم بذلك وفقا للترتيبات المتفق عليها مع الدول المجاورة»، مشيرا إلى أنه حينما يتعلق الأمر بالهجرة غير الشرعية «علينا استيعاب الأمور بشكل جيد».

م. ب

و أشار الوزير إلى أن موقف الجزائر «معروف في سبق لوزير الشؤون الخارجية التعبير عنه» مؤكدا أن موقف الحكومة «واضح» بشأن مسألة الهجرة.

وأضاف السيد بدوي «نُسخر الكثير من الوسائل ونتخذ العديد من الإجراءات ضمن إطار إنساني مطابق للقيم العالية والدولية».

وكان وزير الشؤون الخارجية، عبد القادر مساهل قد أكد في حوار مع راديو «آر. إف. بي» في يونيو المنصرم بشأن أزمة الهجرة أنه «من المستبعد أن

أكد وزير الداخلية والجماعات المحلية والتهيئة الإقليمية، نور الدين بدوي أمس الأحد بالجزائر العاصمة أن الجزائر لن تقبل بفتح مراكز للمهاجرين غير الشرعيين.

في تصريح للصحافة على هامش أشغال الدورة السادسة للجنة الحدود الثنائية الجزائرية-النيجيرية أوضح السيد بدوي أن الجزائر عبرت عن رفضها لفتح مراكز للمهاجرين الشرعيين على ترابها و«تعتقد أننا كنا واضحين كفاية».

Retour au sommaire

بدوي يجدد الرفض لإنشاء مراكز تجميع المهاجرين غير الشرعيين ويؤكد: الجزائر تتعرض لحملة تشويه

• تتعامل مع المهاجرين بشكل يضمن إنسانيتهم وكرامتهم

أكد وزير الداخلية والجماعات المحلية والتهيئة العمرانية، نور الدين بدوي، أن الجزائر تتعرض لحملة تشويه غير مؤسسة من خلال ملف المهاجرين غير الشرعيين، فيما جدد التأكيد أن الجزائر لن تقبل أي مركز لتجميع المهاجرين على أراضيها، في حين أنها تتعامل مع المهاجرين بشكل يضمن إنسانيتهم وكرامتهم.



■. ا. ض

وقال بدوي أمس في افتتاح أشغال الدورة الثالثة للجنة الثنائية الحدودية الجزائرية - النيجيرية، المخصصة لتعزيز التعاون الأمني والسياسي والاقتصادي على مستوى المناطق الحدودية، أن استفحال ظاهرة الهجرة غير الشرعية يتطلب أن تكون الجزائر والنيجير ملزمان بتوطيد التعاون الثنائي لمكافحة ومحاربة الشبكات الإجرامية التي ترتبط بها، وأن استفحال الظاهرة أصبح أمرا مقلقا، حيث قال «يجب تكثيف العمليات بجهودنا لمواجهة شبكات تهريب البشر والمتاجرة بها أيضا محاربة الراديكالية والتطرف العنيف». وأضاف بدوي أن «بلادنا السلي دأبت على التصدي لظاهرة الهجرة غير الشرعية وتوقي المخاطر المنجرة عنها تجد نفسها اليوم تواجه حملة من الانتقادات غير البناءة والتي لا أساس لها من الصحة، فالجزائر طالما وقفت مع المهاجرين الإفارقة ولم تؤخر أي جهد لتقديم يد العون لهم». كما أكد بدوي أن العلاقات الأخوية بين الجزائر والنيجير واجهت الكثير من الحاسدين الرامين إلى التشكيك في مصداقيتها، وأن محاولاتهم باءت وستوء دائما بالفشل لأن علاقاتنا التاريخية قوية، يقول بدوي، الذي أكد أن الجزائر ستبقى دائما متضامنة ومتأززة مع

بحث ديناميكية النشاط الاقتصادي على مستوى الشريط الحدودي بالإضافة إلى تبني برنامج عمل مع مواعيد محددة يتضمن اقتراح محاور تعاون جديدة في شكل خطة عمل. وستتكلل أشغال الدورة بإعداد محضر يوقع عليه وزير الداخلية للبلدين من أجل تنفيذ بنود التعاون المتفق عليها بين الطرفين. يذكر أن اللجنة الثنائية أنشئت طبقا لبروتوكول اتفقا 30 أكتوبر 1997 بالجزائر من أجل تعزيز التعاون على مستوى المدن الحدودية وذلك من خلال ترقية المبادلات سيما في مجال التعاون الأمني على مستوى الحدود وتنقل الأشخاص والسكان غير الشرعية والتعاون الاقتصادي بكل أبعاده سيما في ميدان التنمية المستدامة والتعاون الاجتماعي والثقافي.

للجنة الثنائية الحدودية الجزائرية - النيجيرية، المخصصة لتعزيز التعاون الأمني والسياسي والاقتصادي على مستوى المناطق الحدودية، وتناقش اللجنة خلال الاجتماع الذي يدوم يومين، القضايا المتعلقة بتأمين المناطق الحدودية وتعزيز العلاقات بين الأجهزة الأمنية في البلدين وتعزيز مكافحة الجريمة بجميع أشكالها وتسهيل حركة الأشخاص والسكان ضمن الإطار القانوني ومكافحة الهجرة غير الشرعية. وسيتم بمناسبة هذه الدورة تنصيب فريق عمل يتشكل من ممثلي المديرية العامة لتهيئة الإقليم وجانبيته والوكالة الوطنية لتهيئة الإقليم وجانبيته ونظرائهم النيجيريين، قصد دراسة الجانب المتعلق بتنمية وتهيئة المنطقة الحدودية المشتركة، كما سيتم إعادة

أخواننا النيجيريين. وطالب بدوي من نظيره النيجيري إعطاء الأولوية للمناطق الحدودية في التنمية الاقتصادية من أجل تجنب الاختلالات الإقليمية وإعادة التوازن لها للتصدي لظاهرة الهجرة غير الشرعية. وأوضح ذات المصدر أن البلدين ملزمان بالتعاون الثنائي من أجل تجنب الهجرة غير الشرعية ومكافحة الاتجار بالبشر الذي أصبح ظاهرة تسارق الكثير من الدول الإفريقية. وأكد وزير الداخلية على ضرورة دراسة كل الصعوبات التي تحول دون تطبيق المتفق عليه سنة 2016 بين ولاية المناطق الحدودية للجزائر والنيجير عن طريق الاستعانة بالخبراء في هذا المجال من أجل تنمية المنطقة الحدودية المشتركة. وانطلقت أمس بالجزائر العاصمة، أشغال الدورة الثالثة

[Retour au sommaire](#)

BEDOUI A ÉTÉ CLAIR, NET ET PRÉCIS

«Il n'y aura pas de centres pour migrants en Algérie»

Le rejet catégorique de la solution, à la turque, proposée par l'Union européenne pour couper la voie d'accès au vieux Continent, ne signifie pas que l'Algérie reste les bras croisés et voit défiler des dizaines de milliers de migrants sur son territoire sans réagir. A ce propos, le ministre de l'Intérieur n'a pas manqué de souligner que les autorités déploient «beaucoup de moyens» et «nous prenons beaucoup de mesures dans un cadre humanitaire conforme aux valeurs universelles et internationales».

Alger. Smail Daoudi

Le développement de la bande frontalière entre l'Algérie et le Niger était en débat hier, au Centre international des conférences. Sur ce tracé de plusieurs centaines de kilomètres, il n'y a pas que les Algériens et les Nigériens qui se sentent concernés. Des pays européens ont également une idée de l'usage de cette bande stratégique tant au plan des échanges interafricains qu'en terme de porte d'accès à l'Europe. Cette région désertique est en effet, l'avant dernier accès des migrants dans leur voyage vers l'Occident. Les Européens veulent en faire un «sas» pour filtrer le bon migrant du mauvais. L'Algérie a dit non au projet d'établir un centre de tri sur le territoire national. Le Premier ministre, le ministre des Affaires étrangères et, hier, le ministre de l'Intérieur a réitéré la position du gouvernement à savoir que «l'Al-

gérie n'acceptera pas l'implantation de centres pour les migrants clandestins».

Nouredine Bedoui a donc clairement exprimé la position officielle de l'Etat en présence du ministre nigérien de l'Intérieur. «Je pense qu'on a été clairs», a également indiqué M. Bedoui dans une déclaration à la presse en marge des travaux de la 6ème session du Comité bilatéral frontalier algéro-nigérien. Le ministre a noté que l'attitude d'Alger vis-à-vis de la demande européenne pressant «est connue car, elle a été affichée par le ministre des Affaires étrangères».

Mais le rejet catégorique de la solution à la turque, proposée par l'Union européenne, pour couper la voie d'accès au vieux Continent, ne signifie pas que l'Algérie reste les bras croisés et voit défiler des dizaines de milliers de migrants sur son territoire sans réagir. A ce propos, le ministre de l'Intérieur n'a pas manqué de souligner que les auto-

rités déploient «beaucoup de moyens» et «nous prenons beaucoup de mesures dans un cadre humanitaire conforme aux valeurs universelles et internationales». Cette déclaration vaut une réponse aux critiques de certaines ONG qui suggèrent une maltraitance par les services de sécurité des migrants subsahariens. L'une de ces ONG a produit quelques témoignages sans réels fondements sur de prétendus mauvais traitements qu'auraient subis des migrants sur le sol national. Ces migrants sont régulièrement rapatriés dans leur pays, avec l'accord des autorités de leur pays. Cet effort, faut-il le souligner, coûteux, est fourni par les autorités algériennes sous la surveillance du Croissant rouge et de l'Organisation mondiale des migrants.

Mais, il semble que l'Algérie préfère dépenser de ses deniers, plutôt que de jouer le rôle de geôlier pour l'Europe, combien même, cela pour-

rait lui rapporter des centaines de millions de dollars comme la Turquie. De fait, donc, «il est exclu que l'Algérie ouvre une quelconque zone de rétention», avait d'ailleurs révélé en juin dernier, le ministre des Affaires étrangères. Dans une interview à RFI, M. Messahel a relevé concernant les autorités algériennes: «Nous procédons à des reconductions, mais nous le faisons selon des arrangements que nous avons avec les pays voisins», avait-il déclaré, non sans préciser que ce que fait l'Algérie relève du droit international, puisqu'à aucun moment, décision a été prise de renvoyer des réfugiés dans leur pays. Dans le cas de figure des Africains reconduits à la frontière, cela relève strictement de la migration clandestine. «Il faut que les choses soient bien comprises», avait souligné M. Messahel dont le discours a été conforté hier par son collègue de l'Intérieur.

ALGÉRIE - NIGER

Des progrès «substantiels» dans certains domaines de coopération

L'évaluation de la mise en œuvre des recommandations de la 5ème session du Comité bilatéral frontalier algéro-nigérien (CBF) a permis de réaliser des «progrès substantiels» dans certains domaines de coopération entre les deux pays, a soutenu dimanche le ministre d'Etat nigérien, ministre de l'Intérieur, de la Sécurité publique, de la décentralisation et des Affaires coutumières et religieuses, Mohamed Bazoum.

«L'évaluation de la mise en œuvre des recommandations de la 5ème session nous a permis de réaliser des progrès substantiels dans certains domaines de coopération», a indiqué M. Bazoum dans une allocution prononcée à l'ouverture des travaux de la 6ème session du CBF. Il a relevé qu'en matière de coopération économique, des progrès ont été enregistrés dans plusieurs domaines, notamment le démarrage des travaux de construction de la voie Arlit-Assamakka (255 km), la tenue de la 68ème session du comité de liaison de la route Transsaharienne, le forage de 12 ouvrages hydrauliques et le «progrès significatif» dans la réalisation de la dorsale transsaharienne de la fibre optique sur 205 km. S'agissant de la sécurité, la libre circulation des personnes et des affaires consulai-

res, M. Bazoum a exprimé sa «satisfaction» quant à la coopération entre les Gendarmeries et les Polices des deux pays, ajoutant que la coopération en matière d'entretien de bornes frontalières avait permis la réalisation, «avant délais», de 23 bornes de densifications, une cartographie de la bande frontalière et la réhabilitation de 12 bornes existantes.

Evoquant les recommandations faites lors de la 5ème session du CBF, M. Bazoum a mis en avant les progrès réalisés, tout en soulignant que «beaucoup reste à faire avec de nombreuses autres recommandations insuffisamment mises en œuvre ou non exécutées».

Pour le ministre d'Etat nigérien, il est important d'envisager la prise d'un certain nombre de mesures d'accompagnement pour améliorer «notre performance de mise en œuvre des recommandations qui seront issues de la 6ème session». Il a suggéré, dans ce cadre, l'opérationnalisation du Comité de suivi entre les deux pays et la rencontre de ses membres tous les six mois pour faire le point de la mise en œuvre des recommandations et proposer des mesures correctives, mettant l'accent sur la nécessité de la création d'un cadre d'échange et de concertation

entre les forces de sécurité intérieure et des douanes des deux pays afin de «stimuler les différents éléments des zones frontalières».

«Ces quelques suggestions, avec celles de la partie algériennes, contribueront à imprimer un nouvel élan à la dynamique de mise en œuvre des décisions du comité et de lui permettre d'atteindre les objectifs qui lui ont été assignés par nos deux chefs d'Etat, Mahamadou Issoufou et Abdelaziz Bouteflika», a-t-il soutenu. Concernant la coopération dans les domaines de la santé, de l'environnement et du développement des zones frontalières, M. Bazoum a relevé notamment l'octroi par l'Etat algérien de bourses aux étudiants nigériens, l'assistance de solidarité de la partie algérienne à travers des dons de produits alimentaires, de fournitures scolaires et de tentes au profits des populations vulnérables des régions frontalières.

M. Bazoum a par ailleurs, exprimé ses remerciements à l'Algérie pour «avoir contribué aux progrès réalisés dans la mise en œuvre des recommandations de la 5ème session du CBF», ajoutant que le Niger «est déterminé à redoubler ses efforts pour permettre à ce Comité de réaliser de plus grands bonds en avant».

BEDOUI EN MARGE DES TRAVAUX DU COMITÉ FRONTALIER ALGÉRO-NIGÉRIEN

«L'Algérie n'ouvrira pas de zone de rétention»

IL A EXPLIQUÉ que la position algérienne «est connue car elle a été affichée par le ministre des Affaires étrangères», relevant que la position du gouvernement est «claire» sur la question de la migration.

L'Algérie n'acceptera pas l'implantation de centres pour les migrants clandestins, a réaffirmé hier, à Alger, le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Nouredine Bedoui. L'Algérie a exprimé son refus d'ouvrir sur son territoire des centres pour les migrants clandestins. «Je pense qu'on a été clair», a indiqué le ministre dans une déclaration à la presse en marge des travaux de la 6ème session du Comité bilatéral frontalier algéro-nigérien (CBF). Il a expliqué que la position algérienne «est connue car elle a été affichée par le ministre des Affaires étrangères», relevant que la position du gouvernement est «claire» sur la question de la migration. Bedoui a ajouté que «nous déployons beaucoup de moyens et nous prenons beaucoup de mesures dans un cadre humanitaire conforme aux valeurs universelles et internationales».

Les travaux de la 6ème session du Comité bilatéral frontalier algéro-nigérien ont été inaugurés hier, au Centre international des conférences Abdelatif Rahal (CIC), en présence de Nouredine Bedoui et de son homologue nigérien, le ministre d'Etat et ministre de l'Intérieur, et de la Sécurité publique, de la Décentralisation et des Affaires communales et religieuses, Mohamed Bazoum. Nouredine Bedoui a axé son intervention sur les recommandations de la 6ème session du Comité bilatéral frontalier algéro-nigérien qui s'est déroulée à Niamey en 2015 et la mise en œuvre de ces dernières à Alger dans l'objectif de renforcer

la coopération algéro-nigérienne et résoudre les problèmes pendant au niveau de la frontière des deux pays. Au-delà des questions qui caractérisent les rapports frontaliers, Bedoui a mis le point sur le problème crucial de l'immigration clandestine et ce qu'elle vient d'engendrer comme pressions sur l'Algérie. Dans ce sens, le ministre de l'Intérieur a déclaré que « nous déployons beaucoup de moyens et nous prenons beaucoup de mesures dans un cadre humanitaire conforme aux valeurs universelles et internationales. Il a également mis en relief l'effort que déploie l'Algérie par rapport à la question des migrants subsahariens en général et ceux du Niger en particulier, sur le plan humanitaire et en matière de prise en charge globale. Dans ce sillage, Nouredine Bedoui a souligné que « nous déployons beaucoup de moyens et nous prenons beaucoup de mesures dans un cadre humanitaire conforme aux valeurs universelles et internationales, «a répondu à ceux qui veulent imposer à l'Algérie une ligne de conduite quant au dossier des migrants.

Son homologue, Mohamed Bazoum, a réagi par rapport à cette question en soulignant que «l'Algérie a apporté une aide concrète par rapport à la question de l'immigration et aussi à travers la prise en charge des questions relevant de la sécurité, la formation et l'encadrement», a reconnu le ministre d'Etat et ministre de l'Intérieur nigérien.

La 6ème session vient dans un contexte où la sécurisation des frontières algéro-nigériennes est plus que jamais effective. C'est ce qui ressort des travaux des experts de la Sécurité nationale des deux pays. Les équipes de travail vont

s'atteler à consolider les zones frontalières communes pour baliser les rapports dans ce domaine et faire face à l'insécurité et l'instabilité de la région qui se répercutent sur les États frontaliers. Le ministère de l'Intérieur algérien avec les experts nationaux de la Sécurité nationale ont opté pour une démarche visant la protection et la sécurisation des frontières algéro-nigériennes en adoptant une méthode consistant en la création de « comité bilatéral frontalier (CBF) dans la perspective de contrôler et gérer les problèmes qui peuvent survenir au niveau frontalier entre les deux pays». Les travaux de la 6ème session vont débattre les questions liées au volet de sécurité et de la circulation des personnes, la sécurisation des zones frontalières et le renforcement des relations entre les services de sécurité des deux pays. Cette démarche permettra aussi au renforcement de la lutte contre la criminalité sous toutes ses formes et aussi la facilitation de la circulation des personnes et des biens dans le cadre légal et la prévention contre l'immigration clandestine.

Les travaux seront sanctionnés par un procès-verbal qui sera signé par les deux ministres de l'Intérieur.

Ce procès-verbal comportera un plan d'actions avec des échéances pour la mise en œuvre des actions de coopération. Les travaux de la 6ème session vont se lancer dans l'identification des difficultés rencontrées dans la mise en œuvre des différentes sessions du CBF, en particulier « la précédente session tenue à Niamey les 30 et 31 juillet 2015 et ressortir avec des solutions».

H.N.

[Retour au sommaire](#)

CENTRES DE RÉTENTION POUR MIGRANTS

Le nîet catégorique d'Alger

L'Algérie a réitéré hier son refus catégorique d'accepter l'implantation de centres pour les migrants clandestins sur son territoire. « Je pense qu'on a été clair », a expliqué Nouredine Bedoui, ministre de l'Intérieur, dans une déclaration à la presse en marge des travaux de la 6^e session du Comité bilatéral frontalier algéro-nigérlen (CBF).

« **L**a position algérienne est connue car elle a été affichée par le ministre des Affaires étrangères. La position du gouvernement est claire sur la question de la migration », a-t-il dit. « Nous déployons beaucoup de moyens et nous prenons beaucoup de mesures dans un cadre humanitaire conforme aux valeurs universelles et internationales », a ajouté le ministre.

Depuis plusieurs mois, l'Algérie subit de fortes pressions sur ce dossier de la part de l'Union européenne, des organisations onusiennes et des ONG occidentales. Dernièrement, à l'issue du sommet de l'UE consacré à la crise migratoire, l'Algérie et d'autres pays nord-africains ont été ciblés dans la stratégie de « confinement » des migrants subsahariens. L'UE cherche à créer des bases ou des centres de regroupement des migrants clandestins dans ces pays nord-africains, dits de transit ou de passage. Elle est disposée à financer la totalité de ces bases, comme elle l'a fait pour la Turquie lors de la crise syrienne. Selon des informations distillées au compto- goutres par certaines ONG versées dans

l'humanitaire, quelques pays ont déjà donné leur accord, comme le Maroc et la Libye. La Tunisie, à travers certaines voix de partis politiques, revendique une forte assistance financière et technique dans la prise en charge de ces centres ainsi que des opérations de rapatriement des migrants vers leurs pays d'origine.

Or, pour l'Algérie, il s'agirait d'un refus logique, pour plusieurs raisons historiques, politiques et culturelles. Pour beaucoup, ces centres rappellent de douloureux souvenirs aux Algériens durant la guerre de libération et les cantonnements de la population autour des villages et des douars, ainsi que la création des fameuses SAS par les autorités coloniales.

« Il est exclu que l'Algérie ouvre une quelconque zone de rétention. Nous sommes déjà confrontés aux mêmes problèmes. Nous procédons à des reconductions, mais nous le faisons selon des arrangements que nous avons avec les pays voisins », avait déclaré récemment à la radio RPTs Abdelkader Messahel.

Déjà au sein de l'UE des tensions existent sur cette question. L'espace européen

Schengen de libre-circulation des personnes « commence à disparaître » sous la pression de l'immigration, a déploré hier le ministre espagnol des Affaires étrangères, le socialiste Josep Borrell, dans un entretien au quotidien El País.

« Malheureusement, Schengen commence à disparaître. Par derrière et en catimini, la France, l'Allemagne et l'Italie ont rétabli les contrôles à leurs frontières à cause de la crise migratoire », a déclaré M. Borrell.

L'Italie et son ministre de l'Intérieur d'extrême droite, Matteo Salvini, refusent régulièrement d'accueillir sur son sol les migrants secourus au large de ses côtes, réclamant qu'ils soient redistribués dans d'autres Etats membres de l'Union européenne. Dans d'autres pays, la ligne dure en matière d'immigration gagne du terrain, poussée par la montée de partis d'extrême droite.

Le ministre, ancien président du Parlement européen, croit néanmoins que si l'Italie « opte pour le durcissement de sa politique migratoire, elle peut prendre le chemin vers la désintégration de l'Europe ».

M. K.

Bedoui réaffirme la position du pays

«L'Algérie refuse l'implantation de centres de migrants clandestins»

Il est vrai que l'Algérie déploie beaucoup de moyens et prend beaucoup de mesures concernant la question de la migration clandestine, mais une chose est sûre, elle n'acceptera pas l'implantation de centres pour les migrants clandestins. Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Nouredine Bedoui, vient de réaffirmer la position de l'Algérie concernant le refus d'ouvrir sur son territoire des centres pour les migrants clandestins. «L'Algérie n'acceptera pas l'implantation de centres pour les migrants clandestins», a réaffirmé Bedoui. L'Algérie a exprimé son refus d'ouvrir sur son territoire des centres pour

les migrants clandestins. «Je pense qu'on a été clair», a indiqué Bedoui dans une déclaration à la presse en marge des travaux de la 6^e session du Comité bilatéral frontalier algéro-nigérien (CBF). Il a expliqué que la position algérienne «est connue car elle a été affirmée par le ministre des Affaires étrangères», relevant que la position du gouvernement est «claire» sur la question de la migration. M. Bedoui a ajouté que «nous déployons beaucoup de moyens et nous prenons beaucoup de mesures dans un cadre humanitaire conforme aux valeurs universelles et internationales». Pour rappel, le ministre des Affaires étrangères, Abdelkader

Messahel, a déjà exprimé le refus de l'Algérie de l'ouverture de zones de débarquement pour les migrants clandestins. Sur les ondes d'une radio française, il a réitéré le choix souverain de l'Algérie dans le traitement de cette question et, surtout, que notre pays n'a pas à faire comme les autres. «Il est exclu que l'Algérie ouvre une quelconque zone de rétention», a répondu le ministre des Affaires étrangères, Abdelkader Messahel, au sujet de la crise migratoire, dans une interview accordée à Radio France Internationale (RFI). Il a souligné à ce propos que l'Algérie est confrontée aux mêmes problèmes que l'Europe. «Nous sommes déjà confrontés

aux mêmes problèmes. Nous procédons à des reconductions, mais nous le faisons selon des arrangements que nous avons avec les pays voisins», soulignant à ce propos que l'Algérie est confrontée aux mêmes problèmes de l'Europe. Plus explicitement, le chef de la diplomatie algérienne et, «pour que les choses soient bien comprises», l'Algérie qui connaît les mêmes problèmes que l'Europe lutte contre la migration clandestine, dans le cadre des conventions des Nations-unies et, conformément aux arrangements avec les pays d'origine et les pays de transit, a expliqué Messahel qui a soutenu le droit de tout pays de traiter la question sous l'angle qui lui sied

le mieux mettant ainsi fin à la spéculation européenne et l'idée de créer des zones de transit. «Je ne m'intéresse pas directement à ce que les Européens peuvent faire, c'est leur affaire. Je crois que les Européens ont suffisamment de capacités, de moyens et d'imagination pour gérer ce genre de situations», conclut le ministre des Affaires étrangères, Abdelkader Messahel.

Louiza Ait Ramdane

6^e SESSION DU COMITÉ BILATÉRAL FRONTALIER

Bedoui : «L'Algérie restera solidaire»

Les travaux de la 6^e session du Comité bilatéral frontalier algéro-nigérien (CBF) ont débuté hier, au Centre international des conférences Abdelatif Rehal (CIC) à Alger, pour discuter de plusieurs dossiers relatifs au renforcement de la coopération sécuritaire et socio-économique au niveau des zones frontalières.

«VOTRE présence aujourd'hui en Algérie, votre deuxième pays, représente déjà une preuve de la consolidation continue de nos relations depuis la création de ce mécanisme en 1997 pour servir les intérêts communs de nos zones frontalières statiques. L'Algérie restera fidèle à sa solidarité avec les Nigériens, nous partageons déjà des défis communs», a déclaré le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Noureddine Bedoui qui a présidé hier, le lancement officiel de la rencontre, en présence du ministre d'Etat nigérien, ministre de l'Intérieur, de la Sécurité publique, de la décentralisation et des affaires coutumières et religieuses, Mohamed Bazoum. «Cette 6^e session est l'occasion pour procéder à une évaluation complète des progrès accomplis dans la mise en œuvre des recommandations adoptées lors de la session précédente, et d'élargir les perspectives de coopération aux frontières». En effet, ajoute Bedoui, «notre rencontre est issue, pareillement, de la volonté des deux gouvernements pour une coopération fructueuse dynamique au profit de nos peuples». Il précise dans ce cadre que «même si nos relations fraternelles ont longtemps été confrontées à de nombreux adversaires acharnés pour discréditer sa crédibilité, nous sommes un seul peuple». Permettez-moi de souligner, ajoute Bedoui, que ceux qui tentent de critiquer les relations entre l'Algérie et le Niger ont toujours échoué et échoueront toujours.

«Cette 6^e session est l'occasion pour procéder à une évaluation complète des progrès accomplis dans la mise en œuvre des recommandations adoptées lors de la session précédente...»

concrétiser, notamment en proposant des idées créatives qui contribueront à assurer le développement de la région frontalière commune». Les retards dans la dynamique du

lière est la réponse la plus efficace au double défi de la sécurité et du développement, notamment en permettant aux habitants de ces zones

frontalières, en particulier les jeunes, qui attendent avec impatience un avenir meilleur». Afin de tenir compte de cette aspiration, «nous devons travailler ensemble pour donner plus de dynamisme à notre coopération bilatérale et la recherche des moyens adéquats pour la

développement et le manque de bases productives, de services et autres augmentent les flux migratoires vers les villes et les régions du nord, par conséquent, les déséquilibres entre les régions.

Dans ce cadre, le développement économique des zones frontalières devrait être renforcé afin de structurer leurs capacités de développement internes et de surmonter les obstacles structurels qu'elles présentent.

Plan pour les zones frontalières

Le ministre fait savoir qu'aujourd'hui, le président de la République, M. Abdelaziz Bouteflika, accorde une attention particulière aux zones frontalières, et notre gouvernement cherche également à déployer un programme d'affaires spécial pour les développés et

d'améliorer les conditions de vie de ses habitants. Il affirme que ce programme vise à remédier, à atténuer, voire à éliminer les déséquilibres régionaux dans ces domaines et à formuler des solutions et rétablir l'équilibre, soit dans un cadre national ou bien dans le cadre du développement de politiques d'harmonisation en coordination avec les pays frontaliers. Dans ce contexte, ajoute Bedoui, l'impact de la frontière doit être évalué de manière optimale et potentiellement explorée, et ce, par le développement des relations plus solides et plus diverses entre les frontières, dans le contexte du développement transfrontalier. Dans ce contexte, l'Algérie continue de prendre des initiatives concrètes au niveau africain et maghrébin, afin de faire de ces zones frontalières une source de ressources.

Small Milmouni



[Retour au sommaire](#)

IMPLANTATION DE CENTRES POUR MIGRANTS Le Niet de nouredine Bedoui

L'ALGERIE n'acceptera pas l'implantation de centres pour les migrants clandestins, a réaffirmé dimanche à Alger, le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Nouredine Bedoui. L'Algérie a exprimé son refus d'ouvrir sur son territoire des centres pour les migrants clandestins. « Je pense qu'on a été clair », a indiqué M. Bedoui dans une déclaration à la presse en marge des travaux de la 6^e session du Comité bilatéral frontalier algéro-nigérien (CBF). Il a expliqué que « la position algérienne est connue car elle a été affirmée par le ministre des Affaires étrangères, relevant que la position du gouvernement est claire sur la question de la migration ». M. Bedoui a ajouté que « nous déployons beaucoup de moyens et nous prenons beaucoup de mesures dans un cadre humanitaire

conforme aux valeurs universelles et internationales ». Selon lui, « la coopération bilatérale entre les deux pays reste la solution adéquate à ce phénomène croissant de l'immigration illégale » : nos deux pays sont obligés de renforcer la coopération bilatérale pour le résoudre et combattre ainsi les réseaux criminels auxquels elle est liée.

Il affirme que « le phénomène devient de plus en plus alarmant et nous devons coordonner et intensifier nos efforts pour lutter contre les réseaux de passeurs et de trafiquants des êtres humains ainsi que le radicalisme et de l'extrémisme violent ». Par ailleurs, Bedoui n'a pas manqué de rappeler que « l'Algérie qui a toujours été infatigable dans la lutte contre le phénomène de l'immigration illégale et les dangers qui se répercutent de ce fait, se trouve malheureusement

confronté à une campagne de critiques infondées et injustes. L'Algérie s'est toujours rangée du côté des migrants africains et n'a ménagé aucun effort, particulièrement au niveau humanitaire, pour les aider ». Le ministre a répondu aussi sur ce plan que « la coopération entre les départements ministériels de deux pays a été caractérisée par la qualité et la diversité ainsi que la coopération transfrontalière (comité frontalier bilatéral), ce qui a donné lieu à des résultats intéressants dans plusieurs domaines, notamment à travers la promotion de la coopération bilatérale au niveau local ». Il ajoute que « le meilleur exemple, c'est la réunion des walis de Tamahasset et d'Ilizi et les gouverneurs algériens, qui s'est tenue dans à Tamahasset les 10 et 11 octobre 2016 ».

Smail M.

NOUREDDINE BEDOUI À L'OUVERTURE DU CBF

L'Algérie "demeure aux côtés des migrants subsahariens"

L'Algérie a exprimé son refus d'ouvrir sur son territoire des centres pour les migrants clandestins. "Je pense qu'on a été clair", a indiqué Noureddine Bedoui dans une déclaration à la presse en marge des travaux de la 6e session du Comité bilatéral frontalier algéro-nigérien (CBF).

PAR RANIA NAILI

Dans son discours d'ouverture de la sixième session du Comité bilatéral frontalier algéro-nigérien, le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Noureddine Bedoui, n'a pas manqué d'aborder la crise des migrants subsahariens, qui connaît une grande polémique ces derniers temps. L'Algérie demeure aux côtés des migrants subsahariens", a-t-il en effet affirmé, expliquant que la "solution au problème migratoire commençait par le développement des zones frontalières, alors que ces zones accusent justement un retard dans le développement". Noureddine Bedoui a, expliqué, par ailleurs que "la migration vers les villes a provoqué un déséquilibre dans les territoires". Il a appelé les groupes de travail à prendre en considération les propositions

des dernières rencontres avec les experts sécuritaires des deux pays.

L'Algérie "n'acceptera pas l'implantation de centres pour les migrants clandestins", a réaffirmé dimanche à Alger, le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Noureddine Bedoui.

L'Algérie a exprimé son refus d'ouvrir sur son territoire des centres pour les migrants clandestins. "Je pense qu'on a été clair", a indiqué M. Bedoui dans une déclaration à la presse en marge des travaux de la 6e session du Comité bilatéral frontalier algéro-nigérien (CBF).

Il a expliqué que la position algérienne "est connue car elle a été affichée par le ministre des Affaires étrangères", relevant que la position du gouvernement est "claire" sur la question de la migration. Bedoui a ajouté que "nous déployons beaucoup de moyens et nous prenons beaucoup de mesures dans un cadre humanitaire conforme aux valeurs universelles et internationales". "Il est exclu que l'Algérie ouvre une quelconque zone de rétention", avait affirmé en juin dernier Messahel, au sujet de la crise migratoire, soulignant à ce propos que l'Algérie est confrontée aux mêmes problèmes de l'Europe, dans une interview à RFI. Le phénomène de l'immigration illégale, l'inspection et l'entretien de la bande frontalière et le renforcement des moyens de lutte contre la contrebande et l'insécurité, étaient par ailleurs au menu de cette 6e session du Comité bilatéral frontalier algéro-nigérien (CBF) qui se tient sur 2 jours, hier dimanche et



aujourd'hui lundi à Alger, au Centre international des conférences Abdelatif Rehal (CIC). L'action du "Comité bilatéral frontalier ne se limite pas au domaine sécuritaire, sa démarche de coopération englobe également les questions économiques comme moyen de lutte contre le terrorisme", explique Allongo Issoufou, chargé des questions sécuritaires au ministère nigérien des Affaires étrangères, dans une déclaration à la chaîne 3 de la Radio algérienne. "L'Algérie est un pays clé dans la stabilisation de la bande sahélo-sahélienne. Le Niger ne peut même pas imaginer qu'un cadre soit créé sans pour autant associer l'Algérie", a souligné M. Issoufou. Pour rappel, les travaux de la 5e session du Comité, tenus fin juillet 2015 à Niamey, ont abouti à la mise en place de mécanismes de mise en œuvre des recommandations issues des différentes sessions, dont un organe de "veille et de suivi".

R. N.

Retour au sommaire

Comité bilatéral algéro-nigérien

L'Algérie et le Niger agissent contre le trafic humain

→ Le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, Nouredine Bedoui a déclaré, hier à Alger, que l'Algérie et le Niger coordonnent ensemble pour lutter contre la migration clandestine et le trafic humain, deux fléaux qui « accablent plusieurs pays du continent africain ».

A l'ouverture de la 6ème session du Comité bilatéral frontalier algéro-nigérien tenue, hier au Centre international des Congrès à Alger, le ministre de l'Intérieur qui présidait les travaux avec son homologue nigérien, Mohamed Bazoum, a mis l'accent sur l'importance de la coordination entre les deux parties, pays voisins, pour lutter contre la migration clandestine et le trafic humain. Par ailleurs, il a appelé son homologue nigérien « à donner la priorité aux zones frontalières dans le développement économique pour éviter les dysfonctionnements régionaux, et leur donner leur rééquilibrage pour faire face au phénomène de l'immigration clandestine ». Malgré les efforts de l'Algérie consacrés dans ce dossier, la campagne de dénigrement lancée par les organisations internationales vis-à-vis de sa politique envers les migrants subsahariens, mais semble ne pas l'atteindre. Après la médiatisation de la dernière opération de rapatriement des migrants, les critiques continuent mais le ministre de l'Intérieur a affirmé que « l'Algérie demeurera toujours aux côtés des migrants ». En effet,

pour rapatrier les migrants vers leurs pays d'origine, l'Algérie commence toujours, d'abord par coordonner avec leurs gouvernements, ensuite met en place tous les moyens nécessaires, en coordination avec tous les services concernés, pour déployer : soins, nourriture, transport, pour les rapatrier dans les meilleures conditions.

« L'Algérie n'acceptera pas de centres de rétention »

Auparavant affirmée par le Premier ministre, Ahmed Quraïsh et le chef de la diplomatie algérienne, Abdelka-

der Messahel, la position de l'Algérie vis-à-vis de l'ouverture de centre pour les migrants clandestins, a été réitérée hier par le ministre de l'Intérieur qui a confirmé que l'Algérie n'acceptera pas de centres sur ses terres. L'Algérie a exprimé son refus d'ouvrir sur son territoire des

centres pour les migrants clandestins. « Je pense qu'on a été clair », a indiqué Bedoui dans une déclaration à la presse en marge des travaux de la 6ème session du Comité bilatéral frontalier algéro-nigérien (CBF).

Il a expliqué que la position algérienne « est connue car elle a été affichée par le ministre des Affaires étrangères », relevant que « la position du gouvernement est claire sur la question de la migration ». Nouredine Bédoui a

ajouté que « nous déployons beaucoup de moyens et nous prenons beaucoup de mesures dans un cadre humanitaire conforme aux valeurs universelles et internationales ». « Il est exclu que l'Algérie ouvre une quelconque zone de rétention », avait affirmé en juin dernier Messahel, au sujet de la crise migratoire, soulignant à ce propos que l'Algérie est confrontée aux mêmes problèmes que l'Europe, dans une interview à RFI. « Il est exclu que l'Algérie ouvre une quelconque zone de rétention. Nous sommes déjà confrontés aux mêmes problèmes. Nous procédons à des reconductions, mais nous le faisons selon des arrangements que nous avons avec les pays voisins », avait indiqué le chef de la diplomatie algérienne, soutenant que lorsqu'il s'agit de la migration clandestine « il faut que les choses soient bien comprises ».

A noter que le Comité bilatéral frontalier a été créé conformément au protocole d'accord du 30 octobre 1997 à Alger en vue de renforcer la coopération au niveau des villes fron-

Retour au sommaire



talières et ce, à travers la promotion des échanges notamment dans le domaine de la coopération sécuritaire au niveau des frontières, la mobilité des personnes et l'immigration clandestine, la coopération économique dans toutes ses dimensions particulièrement en matière de développement durable et la coopération socloculturelle.

Les travaux de la 5^{ème} session du Comité, tenus fin juillet 2015 à Nlamey, ont abouti à la mise en place de mécanismes de mise en œuvre des recommandations issues des différentes sessions, dont un organe de « veille et de suivi ».

[Retour au sommaire](#) 

الدورة الـ 6 للجنة الثنائية الحدودية الجزائرية-النيجيرية

الجزائر تصف هجرة الأفارقة إليها بالمقلقة وتجدد رفضها لإنشاء مركز لتجميعهم

أكد وزير الداخلية والجماعات المحلية والتهيئة العمرانية نور الدين بدوي، أمس الأحد بالجزائر العاصمة، أن الجزائر التي 'دأبت على التصدي لظاهرة الهجرة غير الشرعية' تواجه حملة من الانتقادات التي لا أساس لها من الصحة.



وذلك في إطار إتمام التكامل العابر للحدود، مؤكداً أن الجزائر 'تواصل اتخاذ مبادرات فعلية' على الصعيد الإفريقي والمغاربي سعياً منها إلى جعل هذه الفضاءات الحدودية مصدراً للموارد. ولدى تطرقه للدورة السادسة، أكد السيد بدوي أنها 'فرصة مناسبة للعمل على تقييم شامل لمدى التقدم في تنفيذ التوصيات المتفق عليها في الدورة السابقة' وتوسيع آفاق التعاون الحدودي، وطلب من خبراء الوفدين 'دراسة الصعوبات التي تحول دون تجسيد ما تم الاتفاق عليه، وكذا وضع مخطط عمل هادف وواضح وقابل للتجسيد بغرض تأمين وتنمية المنطقة الحدودية المشتركة'. وأعلن وزير الداخلية عن إنشاء فريق عمل خلال هذه الدورة، يتكفل الفريق الأول بالمسائل الأمنية يتزأسه والي ولاية تمنراست، أما الفريق الثاني فيتكفل بتقديم اقتراحات عملية حول المسائل التنموية على مستوى الشريط الحدودي. وفي ندوة صحفية مشتركة على هامش الاجتماع، كشف وزير الداخلية والجماعات المحلية والتهيئة العمرانية عن الآليات الجديدة تم الاتفاق عليها لضمان مواصلة جهود اللجنة والحرص على أن تكون النتائج إيجابية في المستقبل. للإشارة، فإن أشغال الدورة الـ 6 للجنة الثنائية الحدودية الجزائرية-النيجيرية، ستختتم غدا الاثنين من طرف وزيري الداخلية بالبلدين، حيث سيتم قراءة البيان الختامي لهذه الدورة.

الدورة السادسة للجنة الثنائية الحدودية، يتزامن مع استمرار تردي الوضعية الأمنية في منطقة الساحل بأكملها، مما يدعو إلى تكثيف التنسيق الأمني بين بلدان الساحل في إطار لجنة الأركان العملياتية المشتركة. وأكد أن الجزائر تولي اهتمام خاصاً 'لأمن وتنمية المناطق الحدودية المشتركة، على اعتبار أن التحديات والتهديدات على مستوى هذه المناطق، على غرار الإرهاب والجريمة المنظمة العابرة للأوطان والهجرة غير الشرعية، تفرض علينا توحيداً محكمًا لجهدنا من أجل إعطاء ديناميكية قوية لآليات التعاون القائمة بين البلدين، مضيفاً أن تعزيز التعاون الحدودي هو السبيل الأنجع للاستجابة للتحدي المزيج الأمن والتنمية.

وأكد السيد بدوي أهمية 'توجيه تدعيم التنمية الاقتصادية للمناطق الحدودية، صوب هيكلة قدراتها التنموية الداخلية وتخطي العراقيل الهيكلية التي تعترضها، منوهاً بالالتعنية الخاصة التي تحظى بها هذه المناطق من قبل رئيس الجمهورية والحكومة التي تسعى جاهداً إلى وضع برنامج عمل خاص بتنميتها وتحسين ظروف معيشة سكانها مع الحرص على معالجة الاختلالات الإقليمية.

وفي هذا الإطار، دعا وزير الداخلية إلى 'تأمين أقر الحدود بشكل أفضل ودراسة إمكانية تطوير علاقات أكثر صلابة وأكثر تنوعاً ما بين الحدود

وقال السيد بدوي في كلمة له خلال افتتاح أشغال الدورة الـ 6 للجنة الثنائية الحدودية الجزائرية-النيجيرية بالمركز الدولي للمؤتمرات عبد اللطيف رحال، أن 'الجزائر التي دأبت على التصدي لظاهرة الهجرة غير الشرعية وتوخي المخاطر المنجرة عنها، تجد نفسها اليوم تواجه حملة من الانتقادات غير البناءة والتي لا أساس لها من الصحة'. مؤكداً أن الجزائر 'لطالما وقفت إلى جانب المهاجرين الأفارقة ولم تدخر أي جهد لاسيما على المستوى الإنساني لتقديم يد العون لهم'. وفي ذات السياق، اعتبر وزير الداخلية أنه بالنظر لـ 'استفحال ظاهر الهجرة غير الشرعية فإن البلدين ملزمان بتوطيد التعاون الثنائي لمكافحة الشبكات الإجرامية التي ترتبط بها'. مضيفاً أن استفحال هذه الظاهرة يشكل كبير وملحوظ أصبح أمراً مقلقا، يتوجب المزيد من التنسيق وتكثيف الجهود لمحاربة شبكات تهريب البشر والمتاجرة بهم، وكذا مكافحة الراديكالية والتطرف العنيف'. وفي حديثه عن العلاقات الثنائية الجزائرية-النيجيرية، قال الوزير أن هذه العلاقات 'استراتيجية ومهمة وتاريخية' ولطالما واجهت الكثير من التحديات الرامية إلى التشكيك في مصداقيتها، مؤكداً أن 'لحاصلها لا تتهم بامت واستياء بالفشل'. وأن الجزائر 'ستبقى دائما وفيه لشيء التضامن والتآزر مع الإخوان النيجريين'. وأوضح وزير الداخلية، أن العقاد

دعا النيجر إلى تكثيف التعاون ضد الهجرة غير الشرعية

بدوي "الجزائر تتعرض لهجمة تشويه غير مؤسسية"

أكد وزير الداخلية والجماعات المحلية والتهيئة العمرانية، نور الدين بدوي، أن الجزائر والنيجر ملزمان بالتعاون الثنائي من أجل تجنب الهجرة غير الشرعية ومكافحة الاتجار بالبشر الذي أصبح ظاهرة تؤرق الكثير من الدول الإفريقية.

جريدة الجبل

قال وزير الداخلية والجماعات المحلية والتهيئة العمرانية، أمس، أن الجزائر تتعرض لهجمة تشويه غير مؤسسية من خلال ملف المهاجرين غير الشرعيين، رافضا التشكيك في العلاقات الجزائرية النيجرية على خلفية هذه القضية، وأكد الوزير أن الجزائر لم تذخر أي جهد من أجل تقديم يد العون للاجئين والمهاجرين، وأنها لا تزال واقفة بجانب المهاجرين الأفارقة. وبالمقابل اعتبر بدوي أن استفحال ظاهرة الهجرة غير الشرعية تستوجب من البلدين التعاون والتنسيق لمحاربة شبكات تهريب البشر والمتاجرة، كما يستلزم مكافحة الراديكالية والتطرف العنيف للحد من المخاطر المنجرة عنها. وطالب بدوي خلال انطلاق أشغال اللجنة الثنائية السادسة الحدودية الجزائرية النيجرية من نظيره النيجري إعطاء الأولوية للمناطق الحدودية في التنمية الاقتصادية من أجل تجنب الاختلالات الإقليمية وإعادة التوازن

لها للتصدي لظاهرة الهجرة غير الشرعية، مشددا على ضرورة دراسة كل الصعوبات التي تعزل دون تطبيق المتفق عليه سنة 2016 بين ولاية المناطق الحدودية للجزائر والنيجر عن طريق الاستعانة بالخبراء في هذا المجال من أجل تنمية المنطقة الحدودية المشتركة. للإشارة فقد انطلقت أمس أشغال الدورة (6) للجنة الثنائية الحدودية الجزائرية-النيجرية، المخصصة لتعزيز التعاون الأمني والسياسي والاقتصادي على مستوى المناطق الحدودية، حيث تناقش اللجنة خلال الاجتماع، القضايا المتعلقة بتأمين المناطق الحدودية وتعزيز العلاقات بين الأجهزة الأمنية في البلدين وتعزيز مكافحة الجريمة بجميع أشكالها وتسهيل حركة الأشخاص والسلع ضمن الإطار القانوني ومكافحة الهجرة غير الشرعية. ويتم بمناسبة هذه الدورة تنصيب فريق عمل يتشكل من ممثلي المديرية العامة لتهيئة الإقليم وجاذبيته والوكالة الوطنية لتهيئة الإقليم وجاذبيته ونظرائهم النيجريين، قصد دراسة الجانب

المتعلق بتنمية وتهيئة المنطقة الحدودية المشتركة. كما سيتم إعادة بحث ديناميكية النشاط الاقتصادي على مستوى الشريط الحدودي بالإضافة إلى تبني برنامج عمل مع مواعيد محددة يتضمن اقتراح محاور تعاون جديدة في شكل خطة عمل. يذكر أن اللجنة الثنائية أنشئت طبقا لبروتوكول اتفاق 30 أكتوبر 1997 بالجزائر من أجل تعزيز التعاون على مستوى المدن الحدودية، وذلك من خلال ترقية المبادلات خاصة في مجال التعاون الأمني على مستوى الحدود ونقل الأشخاص والهجرة غير الشرعية والتعاون الاقتصادي بكل أبعاده، لا سيما في ميدان التنمية المستدامة والتعاون الاجتماعي والثقافي. وبالنسبة للسلطات الجزائرية، تشكل المنطقة الحدودية بين البلدين "جسرا لترقية الصداقة والأخوة والتعاون والتكامل" لكنها تواجه قيودا أمنية متعددة تعود أساسا إلى تواجد مجمرعات إرهابية تتغذى على الآفات المرتبطة بها منها بالخصوص الاتجار بالمخدرات.

انطلاق أشغال الدورة الـ 6 للجنة الثنائية الحدودية الجزائرية-النيجيرية

الملفات الأمنية والاقتصادية على طاولة الوفدين الجزائري والنيجيري

انطلقت أمس بالجزائر العاصمة، أشغال الدورة الـ 6 للجنة الثنائية الحدودية الجزائرية-النيجيرية، المخصصة لتعزيز التعاون الأمني والسياسي والاقتصادي على مستوى المناطق الحدودية.



م.ع.ن

● افتتحت الدورة وسميا من طرف كل من وزير الداخلية والجماعات المحلية والتهيئة العمرانية نور الدين بدوي وزير الدولة وزير الداخلية والأمن العمومي واللامركزية والشؤون العرفية والدينية النيجيري يازوم محمد، وذلك بعد لقاء ثنائي جمع بينهما قبل انطلاق الأشغال التي تجري بالمركز الدولي للمؤتمرات عبد اللطيف رحال.

وقد ناقشت اللجنة القضايا المتعلقة بتأمين المناطق الحدودية وتعزيز العلاقات بين الأجهزة الأمنية في البلدين وتعزيز مكافحة الجريمة بجميع أشكالها وتسهيل حركة الأشخاص والسلع ضمن الإطار القانوني.

ومكافحة الهجرة غير الشرعية. وقد تم تنصيب فريق عمل يتشكل من ممثلي المديرية العامة لتهيئة الإقليم وجاذبيته والوكالة الوطنية لتهيئة الإقليم وجاذبيته ونظرائهم النيجيريين، قصد دراسة الجانب المتعلق بتنمية وتهيئة المنطقة الحدودية المشتركة. كما تم إعادة بحث ديناميكية النشاط الاقتصادي على مستوى الشريط الحدودي بالإضافة إلى تبني برنامج عمل مع مواعيد محددة يتضمن اقتراح محاور تعاون جديدة في شكل خطة عمل.

وستتكلل أشغال الدورة التي تختتم اليوم بإعداد محضر يوقع عليه وزيري الداخلية بالبلدين من أجل تنفيذ بنود التعاون المتفق عليها بين الطرفين. وينتظر من هذه الدورة تشخيص الصعوبات التي تعيق تنفيذ قرارات مختلف الدورات السابقة لا سيما الدورة الأخيرة التي عقدت في نيامي يومي 30 و31 جويلية 2015 والخروج بحلول مع تعميق التشاور والتفسيق حول قضية الهجرة وتعزيز التعاون الأمني.

ويذكر أن اللجنة الثنائية أنشئت طبقا لبروتوكول اتفاق 30 أكتوبر 1997 بالجزائر من أجل تعزيز التعاون على مستوى المدن الحدودية وذلك من خلال ترقية المبادلات سيما في مجال التعاون الأمني على مستوى الحدود وتنقل الأشخاص والهجرة غير الشرعية والتعاون الاقتصادي بكل أبعاده سيما في ميدان التنمية المستدامة والتعاون الاجتماعي والثقافي. وقد أفضت أشغال الدورة الخامسة إلى وضع آليات تنفيذ التوصيات المنبثقة عن مختلف الدورات من بينها لجنة المتابعة وتعلق الأمر بتعزيز الأعمال المشتركة من أجل الحد من ظاهرة الهجرة غير الشرعية وحماية الحدود وتعزيز وسائل مكافحة التهريب وانعدام الأمن والاستغلال العقلاني للفضاء وتنظيم دوريات متزامنة ومنسقة على مستوى الحدود المشتركة مع نقاط التقاء لتبادل المعلومات.

كما تعلق الأمر بتشكيف تبادل المستخدمين بين مسؤولي المناطق والولايات الحدودية وتفعيل التعاون الألامركزي بين الجماعات المحلية للمناطق الحدودية سيما من خلال زيارات مختلف المسؤولين وبالنسبة للسلطات الجزائرية، تشكل المنطقة الحدودية بين البلدين جسرا لترقية الصداقة والأخوة والتعاون والعامل لكنها تواجه قيود أمنية متعددة تعود أساسا إلى تواجدها مجموعات إرهابية تتغذى على الآفات المرتبطة بها منها بالخصوص الاتجار بالمخدرات.

قال إنها لن تقبل بفتح مراكز للمهاجرين غير الشرعيين، بدوي يؤكد

الجزائر تواجه حملة انتقادات لا أساس لها من الصحة

أكد وزير الداخلية والجماعات المحلية والتهيئة العمرانية نور الدين بدوي، أمس، بالجزائر العاصمة، أن الجزائر التي دأبت على التصدي لظاهرة الهجرة غير الشرعية، تواجه حملة من الانتقادات التي لا أساس لها من الصحة.

عزيمي ط

● قال بدوي في كلمة له خلال افتتاح أشغال الدورة الـ 6 للجنة الثنائية الحدودية الجزائرية-النيجيرية بالمركز الدولي للمؤتمرات عبد اللطيف رحال، إن الجزائر التي دأبت على التصدي لظاهرة الهجرة غير الشرعية وتوخي المخاطر المنجزة عنها، تجد نفسها اليوم تواجه حملة من الانتقادات غير البناءة والتي لا أساس لها من الصحة، مؤكدا أن الجزائر لطالما وقفت إلى جانب المهاجرين الأفارقة ولم تدخر أي جهد لاسيما على المستوى الإنساني لتقديم يد العون لهم. وفي ذات السياق، اعتبر وزير الداخلية أنه بالنظر لاستفحال ظاهري الهجرة غير الشرعية فإن البلدين:

ملزمان بتوطيد التعاون الثنائي لمكافحة ومكافحة الشبكات الإجرامية التي ترتبط بها، مضيفا أن استفحال هذه الظاهرة بشكل كبير وملحوظ أصبح أمرا مقلقا، يتوجب المزيد من التنسيق وتكثيف الجهود لمحاربة شبكات تهريب البشر والمتاجرة بهم، وكذا مكافحة الرافد كالبالة والتطرف العنيف. كما أكد أن الجزائر لن تقبل بفتح مراكز للمهاجرين غير الشرعيين على ترابها وقال في هذا الصدد، اعتقد أننا كنا واضحين كفاية، مشيرا إلى أن موقف الجزائر معروف إذ سبق لوزير الشؤون الخارجية التعبير عنه وأن موقف الحكومة واضح بشأن مسألة الهجرة. وأضاف بدوي قائلا، نسخر الكثير من الوسائل و نتخذ العديد من الإجراءات ضمن إطار إنساني

مطابق للنظم العالمية والدولية. وكان وزير الشؤون الخارجية، عبد القادر مساهل قد أكد في حوار مع راديو «أر. أف. إي» في جران المنصرم بشأن أزمة الهجرة أنه من المستبعد أن تفتح الجزائر أية منطقة احتجاز، موضحا في ذات الصدد أن الجزائر تواجهها نفس المشاكل التي تشهدها القارة الأوروبية. وكان رئيس الدبلوماسية الجزائرية قد أوضح أنه من المستبعد أن تفتح الجزائر أية منطقة احتجاز حيث تواجهها نفس المشاكل، كما أننا نقوم بعمليات ترحيل لكننا نقوم بذلك وفقا للترتيبات المتفق عليها مع الدول المجاورة، مشيرا إلى أنه حينما يتعلق الأمر بالهجرة غير الشرعية علينا استيعاب الأمور بشكل جيد.

دعا إلى تكثيف التعاون في المجال الأمني بين دول الساحل، بدوي يؤكد

العلاقات الثنائية الجزائرية النيجرية استراتيجية مهمة

■ إنشاء فريقين عمل لتقديم اقتراحات حول التنمية على الشريط الحدودي

قال نور الدين بدوي، وزير الداخلية والجماعات المحلية والتهيئة العمرانية، إن العلاقات الثنائية الجزائرية النيجرية، إستراتيجية مهمة وتاريخية ولطالما واجهت الكثير من الحاسدين الزامين إلى التشكيك في مصداقيتها، مؤكدا أن محاولاتهم جاءت وستبقى دائما وفيه تشييم التضامن والتآزر مع الإخوان النيجريين.

■ عزيزي. ط

● أوضح وزير الداخلية، أن انعقاد الدورة السادسة للجنة الثنائية الحدودية، يتزامن مع استمرار تدهور الوضع الأمني في منطقة الساحل بأكملها، مما يدعو إلى تكثيف التنسيق الأمني بين بلدان الساحل في إطار لجنة الأركان العملياتية المشتركة. وأكد أن الجزائر تولي اهتمام خاصا لأمن وتنمية المناطق الحدودية المشتركة، على اعتبار أن التحديات والتهديدات على مستوى هذه المناطق، على غرار الإرهاب والجريمة المنظمة العابرة للوطن والهجرة

غير الشرعية، تفرض علينا توحيدا محكما لجهودنا من أجل إعطاء ديناميكية قوية لآليات التعاون القائمة بين البلدين، مضيفا أن تعزيز التعاون الحدودي هو السبيل الأنجع للاستجابة للتحدي المزدوج الأمن والتنمية. وأضاف بدوي أهمية توجيه تدعيم التنمية الاقتصادية للمناطق الحدودية، صوب هيكلة قدراتها التنموية الداخلية وتخفيف العبء الهيكلي التي تعترضها، مفرها بالعناية الخاصة التي تحظى بها هذه المناطق من قبل رئيس الجمهورية والحكومة التي تسعى جاهدة إلى وضع برنامج عمل خاص بتنميتها وتحسين ظروف معيشة سكانها مع الحرص على معالجة الاختلالات الإقليمية. وفي هذا الإطار، دعا وزير الداخلية إلى تلمين أثر الحدود بشكل أمثل ودراسة إمكانية تطوير علاقات أكثر صلابة وأكثر تنوعا ما بين الحدود وذلك في إطار إتمام التكامل العابر للحدود، مؤكدا أن الجزائر تواصل اتخاذ مبادرات فعلية على الصعيد الإفريقي والمغاربي سعيا منها إلى جعل هذه الفضاءات الحدودية مصدرا للموارد. ولدى تطرقه للدورة السادسة، أكد بدوي أنها فرصة مناسبة للعمل

على تقييم شامل لمدى التقدم في تنفيذ التوصيات المتفق عليها في الدورة السابقة وتوسيع آفاق التعاون الحدودي، وطلب من خبراء الوفدين دراسة الصعوبات التي تحول دون تجسيد ما تم الاتفاق عليه، وكذا وضع مخطط عمل هادف وواضح وقابل للتجسيد بغرض تأمين وتنمية المنطقة الحدودية المشتركة. وأعلن وزير الداخلية عن إنشاء فريقين عمل خلال هذه الدورة، يتكفل الفريق الأول بالمسائل الأمنية يرأسه والي ولاية تلمسان، أما الفريق الثاني فيتكفل بتقديم اقتراحات عملية حول المسائل التنموية على مستوى الشريط الحدودي. وفي ندوة صحفية مشتركة على هامش الاجتماع، كشف وزير الداخلية والجماعات المحلية والتهيئة العمرانية عن أليات جديدة تم الاتفاق عليها لضمان مواصلة جهود اللجنة والحرص على أن تكون النتائج إيجابية في المستقبل. للإشارة، فإن أشغال الدورة السادسة للجنة الثنائية الحدودية الجزائرية-النيجرية، ستختتم اليوم من طرف وزير الداخلية بالبلدين، حيث سيتم قراءة البيان الختامي لهذه الدورة.

Début à Alger des travaux de la 6e session du Comité bilatéral frontalier algéro-nigérien

Le phénomène de l'immigration illégale, l'inspection et l'entretien de la bande frontalière et le renforcement des moyens de lutte contre la contrebande et l'insécurité, sont au menu de la 6e session du Comité bilatéral frontalier algéro-nigérien (CBF) dont les travaux ont débuté, dimanche à Alger, au Centre international des conférences Abdelatif Rehal (CIC).

La rencontre est conjointement présidée par le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Noureddine Bedoui, et son homologue nigérien, ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur, de la Sécurité publique, de la Décentralisation et des Affaires coutumières et religieuses, Mohamed Bazoum.

Peu avant la réunion du comité bilatéral, M. Bedoui s'est entretenu avec son homologue nigérien sur les points inscrits à l'ordre du jour de cette session ainsi que sur la coopération bilatérale.

L'action du CBF ne se limite pas au domaine sécuritaire, sa démarche de coopération englobe également les questions économiques comme moyen de lutte contre le terrorisme, explique Allongo Issoufou, Chargé des questions sécuritaires au ministère nigérien des Affaires étrangères, dans une déclaration à la Chaîne 3 de la Radio Algérienne,

« L'Algérie est un pays clé dans la stabilisation de la bande sahélo-sahélienne. Le Niger ne peut même pas imaginer qu'un cadre soit créé sans pour autant associer l'Algérie », a souligné M. Issoufou.

Le Comité bilatéral frontalier a été créé conformément au protocole d'accord du 30 octobre 1997 à Alger, en vue de renforcer la coopération au niveau des villes frontalières, et ce, à travers la promotion des échanges, notamment dans le domaine de la coopération sécuritaire au niveau des frontières, la mobilité des personnes et l'immigration clandestine, la coopération économique dans toutes ses dimensions particulièrement en matière de développement durable et de la coopération socioculturelle.

Les travaux de la 5ème session du Comité, tenus fin juillet 2015 à Niamey, ont abouti à la mise en place de mécanismes de mise en œuvre des recommandations issues des différentes sessions, dont un organe de "veille et de suivi".

Il s'agissait notamment, de renforcer des actions communes en vue de juguler le phénomène de l'immigration illégale, l'inspection et l'entretien de la bande frontalière, le renforcement des moyens de lutte contre la contrebande et l'insécurité ainsi que l'occupation rationnelle de l'espace et l'organisation de patrouilles simultanées, coordonnées au niveau des frontières communes avec des points de jonction pour l'échange d'informations.

Réunion du comité bilatéral frontalier algéro-nigérien : Noureddine Bedoui : «L'accroissement du phénomène de la migration clandestine est devenu un facteur inquiétant»

Écrit par Adlene Badis

Le ministre de l'Intérieur, Noureddine Bedoui, a déclaré que «l'Algérie, qui n'a eu de cesse de faire face au phénomène de la migration clandestine et au danger qu'il représente, se retrouve aujourd'hui au cœur d'une campagne de critiques non constructives et dénuées de toute réalité».

L'Algérie a de tout temps aidé les migrants africains et «n'a jamais économisé ses efforts notamment sur le plan humanitaire», ajoutera M. Bedoui, dans sa déclaration d'ouverture de la 6e session de la réunion du comité bilatéral frontalier algéro-nigérien qui s'est ouvert, hier à Alger, au Centre international des conférences (CIC). La rencontre, présidée par les ministres de l'Intérieur des deux pays voisins, axera sa réflexion sur les efforts à déployer pour le développement socioéconomique des régions frontalières comme arme contre les fléaux. «En raison de la prolifération du phénomène de la migration clandestine devenue de plus en plus inquiétant, nos deux pays sont tenus de consolider leur coopération sécuritaire afin de lutter contre ce fléau et ses réseaux affiliés», dira M. Bedoui. Il est attendu de cette session, de deux jours, et à laquelle participent les walis de Tamanrasset et d'Ilizi, les gouverneurs des régions d'Agadez et de Tahoua, et les représentants des services de sécurité des deux pays, l'identification des difficultés rencontrées dans la mise en œuvre des différentes recommandations du CBF (comité bilatéral frontalier), notamment lors de la session précédente tenue dans la capitale du Niger, Niamey, le 30 juillet 2015. Il s'agit également d'approfondir la concertation et la coordination sur la question migratoire et le renforcement de la coopération sécuritaire notamment au niveau des frontières. «Les relations entre les deux pays est enracinée dans l'histoire, nous sommes un seul peuple, nos relations fraternelles n'ont cessé de subir la perfidie des malveillants qui tentent de semer le doute entre les deux pays», ajoutera M. Bedoui, pour qui «ces tentatives ont échoué et échoueront toujours parce que nos relations historiques sont fortes et nous partageons des défis communs. L'Algérie restera fidèle aux principes de solidarité avec nos voisins nigériens», dira-t-il. Le ministre de l'Intérieur du Niger, Mohamed Bazoum, rappellera, de son côté, la qualité de la coopération entre les deux pays voisins, et «la solidarité de la partie algérienne à travers différents dons au profit de populations vulnérables des régions frontalières» et l'effort maintenu par l'Algérie dans ce sens. «Nous avons certes enregistré des progrès dans la mise en œuvre d'un certain nombre de recommandations faites lors de la dernière session du comité, mais à l'évidence, beaucoup reste à faire. Ces recommandations méritent d'être reconsidérées», nuancera-t-il. Pour le ministre de l'Intérieur du Niger, il est important d'envisager la reprise d'un certain nombre de mesures d'accompagnement «pour améliorer la performance de mise en œuvre des recommandations» de ce comité important entre les deux pays, réitérant les engagements «dans la lutte contre les réseaux criminels, de trafic illicite de migrants, de trafic de drogue et tous les facteurs d'insécurité qui affectent notre espace commun». «Mon pays, le Niger, est déterminé à redoubler ses efforts pour permettre à ce comité de réaliser un grand bond en avant dans l'accomplissement de la mission que lui sera confiée par les hautes autorités de nos deux pays», dira le ministre nigérien de l'Intérieur. Le comité frontalier algéro-nigérien a pour mission, depuis sa mise en place en 1997, de sécuriser les zones frontalières, renforcer les relations entre les services de sécurité des deux pays, lutter contre la criminalité, prévenir l'immigration clandestine et faciliter la circulation des personnes et des biens dans le cadre légal.

Algérie-Niger : Bedoui préside les travaux de la 6ème session du Comité bilatéral frontalier

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Noureddine Bedoui (MICLAT) a présidé, dimanche au Centre international des conférences Abdelatif Rehal (CIC) l'ouverture des travaux de la 6ème session du Comité bilatéral frontalier algéro-nigérien (CBF).

L'occasion pour le ministre d'aborder une question cruciale de l'heure : la migration subsaharienne. Dans ce contexte, le ministre et tout en assurant que « l'Algérie demeure aux côtés des migrants subsahariens », a-t-il soutenu, faisant observer que la panacée à ce problème résidait en de plus gros efforts à faire *«pour développer la région frontalière»*

Il faut savoir que cette session a pour ordre du jour de discuter plusieurs dossiers relatifs au renforcement de la coopération sécuritaire et socio-économique au niveau des zones frontalières.

A cet effet, un groupe de travail, composé de représentants de la direction générale de l'aménagement et de l'attractivité territoriale et de l'Agence nationale à l'aménagement et à l'attractivité territoriale et les instances homologues au Niger, sera installé.

Ce comité aura à traiter, outre les missions ayant trait au développement socioéconomique au niveau des régions frontalières, les questions liées à la sécurité et à la circulation des personnes notamment la sécurisation des zones frontalières, le renforcement des relations entre les services de sécurité des deux pays, le renforcement de la lutte contre la criminalité sous toutes ses formes, la facilitation de la circulation des personnes et des biens dans le cadre légal et de prévenir l'immigration clandestine.

Il est à noter que peu avant la réunion du comité bilatéral, Noureddine Bedoui s'était entretenu avec son homologue nigérien sur les points inscrits à l'ordre du jour de cette session ainsi que sur la coopération bilatérale.

Pour rappel, le Comité bilatéral frontalier a été créé conformément au protocole d'accord du 30 octobre 1997 à Alger, en vue de renforcer la coopération au niveau des villes frontalières et ce, à travers la promotion des échanges notamment dans le domaine de la coopération sécuritaire au niveau des frontières, la mobilité des personnes et l'immigration clandestine, la coopération économique dans toutes ses dimensions particulièrement en matière de développement durable et la coopération socioculturelle.

A ce titre, les travaux de la 5ème session du Comité, tenus fin juillet 2015 à Niamey, ont abouti à la mise en place de mécanismes de mise en œuvre des recommandations issues des différentes sessions, dont un organe de "veille et de suivi".

Il s'agissait, notamment, de renforcer des actions communes en vue de juguler le phénomène de l'immigration illégale, l'inspection et l'entretien de la bande frontalière, le renforcement des moyens de lutte contre la contrebande et l'insécurité ainsi que l'occupation rationnelle de l'espace et l'organisation de patrouilles simultanées, coordonnées au niveau des frontières communes avec des points de jonction pour l'échange d'informations.

[Retour au sommaire](#) 